

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

LA POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE
ET LE CAS ANGOLAIS

PAR
RAYMOND DION

THÈSE PRÉSENTÉE À
L'ÉCOLE DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLÔME DE
M.A. EN SCIENCE POLITIQUE

OTTAWA, ONTARIO

1981



R. Dion, Ottawa, Canada, 1982

AVANT-PROPOS

J'AIMERAIS REMERCIER TOUT PARTICULIEREMENT M. WILLIAM BADOUR, MON
DIRECTEUR, POUR L'ENCOURAGEMENT ET LE SOUTIEN MANIFESTES LORS DE
LA REDACTION DE CETTE THESE.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION.....	1
 <u>CHAPITRE PREMIER:</u> Les principes fondamentaux de la politique extérieure chinoise	
1. L'internationalisme prolétarien.....	5
2. La coexistence pacifique.....	8
3. L'analyse des contradictions.....	18
4. La théorie des Trois Mondes.....	27
5. Le "Front Uni".....	37
 <u>CHAPITRE DEUXIÈME:</u> La théorie du social-impérialisme	
1. Le Révisionnisme.....	51
2. Le Social-impérialisme.....	79
 <u>CHAPITRE TROISIÈME:</u> Le cas angolais	
1. La colonisation portugaise en Angola.....	118
2. Les Mouvements de libération nationale.....	122
2.1 Le nationalisme angolais.....	123
2.2 La formation des mouvements de libération nationale.....	124
2.2.1 Le F.N.L.A.....	124
2.2.2 Le M.P.L.A.....	126
2.2.3 L'U.N.I.T.A.....	127
2.3 L'idéologie des mouvements.....	128
2.3.1 Le F.N.L.A.....	128
2.3.2 Le M.P.L.A.....	131
2.3.3 L'U.N.I.T.A.....	133
3. Evolution de la guerre de libération.....	135
3.1 Les soulèvements de Luanda et du Kongo.....	136
3.2 Les combats menant à l'indépendance.....	137
3.3 Les tentatives de "Front Uni".....	140
3.4 La situation coloniale bouleverse le Portugal.....	143
3.5 Du coup d'Etat jusqu'au néo-colonialisme.....	144
4. Les accords d'Alvor.....	146
5. La deuxième guerre de libération.....	148
6. Les interventions étrangères.....	151
6.1 L'intervention des Etats-Unis.....	151
6.2 L'intervention de l'Union Soviétique.....	156
6.3 L'intervention de Cuba.....	159
6.4 L'intervention du Zaïre.....	163
6.5 L'intervention de l'Afrique du Sud.....	166
6.6 L'intervention de la Chine.....	168

	Page
7. La position de la Chine en Angola.....	170
CONCLUSION.....	177
RESUME.....	187
BIBLIOGRAPHIE.....	189

INTRODUCTION

Cette étude vise essentiellement à comprendre la démarche de la République Populaire de Chine sur la scène internationale. Notre analyse portera précisément sur la politique extérieure de cet Etat socialiste. Nous désirons voir la conformité qui existe entre la théorie et la pratique de l'Etat chinois dans ses comportements externes.

Nous avons donc voulu réunir les principaux éléments qui constituent sur le plan théorique la structure de la politique étrangère chinoise. Nous tracerons ainsi les paramètres du discours chinois susceptibles de nous fournir des renseignements sur la logique qui anime le peuple chinois lorsqu'il se manifeste à l'étranger.

Nous avons choisi de délimiter notre étude dans le temps, soit la période 1974 à 1976 inclusivement. Des recherches préliminaires sur le sujet nous ont indiqué que le "social-impérialisme" constituait la pierre angulaire de la politique extérieure chinoise durant cette période. Nous avons donc choisi de mettre davantage le focus de notre recherche sur cette théorie du social-impérialisme afin de bien saisir la dynamique de cet état se réclamant de l'idéologie marxiste-léniniste.

Après avoir tenté de circonscrire le discours chinois, nous reconnaissons la nécessité de vérifier les prétentions chinoises à un comportement socialiste sur la scène mondiale. Nous avons considéré qu'une étude de cas serait en mesure de nous livrer des indications

très précieuses sur les activités externes de la Chine, et nous offrirait la possibilité de juger de la conformité entre la position officielle et les actes posés. L'étude de cas retenue fut celle de l'Angola.

Nous avons choisi d'examiner le cas Angolais pour comprendre le comportement de la Chine sur la scène internationale. Pourquoi l'Angola? Notre hypothèse est que la Chine s'oppose partout à l'URSS indépendamment des politiques adoptées par le pays concerné. L'Angola est une ancienne colonie portugaise où trois mouvements de libération nationale ont oeuvré pour la conquête de l'indépendance. De plus, de nombreuses puissances étrangères (dont l'Union Soviétique et la Chine) sont intervenues de façon directe ou indirecte dans ce conflit.

Nous avons donc considéré que tous les éléments propres à une prise de position de la Chine en affrontement avec l'Union Soviétique étaient réunis dans cette guerre d'indépendance. La nature même du conflit (la lutte de libération nationale), les enjeux idéologiques très marqués, l'intervention considérable des grandes puissances étrangères, la situation géo-politique et les richesses minières de l'Angola sont les facteurs qui ont fait, nous semble-t-il, de l'Angola un cas type pour la théorie du social-impérialisme. De plus, ce cas d'intervention du social-impérialisme en Afrique correspond à la période que nous avons choisie pour l'examen de la politique extérieure chinoise.

Nous ne ferons pas une étude exhaustive du cas angolais puisque ce n'est pas le but du présent travail et que d'autres chercheurs l'ont

déjà effectuée d'une façon systématique. Nous tenterons plutôt de dégager les éléments clés de ce conflit afin d'y analyser le comportement de la Chine de façon plus précise, afin de pouvoir, en dernière analyse, éprouver la théorie et la pratique de la République Populaire de Chine en matière de comportement extérieur.

Notre étude comportera trois parties:

1. La première partie sera consacrée à mettre en place les principaux éléments théoriques de la politique extérieure chinoise. Ce sera le cadre auquel se raccroche et se légitime le développement des politiques externes de la Chine.
2. La seconde partie s'attachera principalement à nous faire saisir l'argumentation chinoise concernant la théorie du social-impérialisme soviétique. Nous y développerons les deux concepts du révisionnisme et du social-impérialisme afin de mettre en lumière l'analyse chinoise du système international.
3. La troisième partie fera la présentation de notre étude de cas sur l'Angola. Après avoir effectué une brève introduction au colonialisme portugais, nous tracerons le profil des mouvements de libération nationale angolais. Nous évoquerons ensuite l'évolution de la guerre qui a conduit aux accords d'Alvor et à la guerre civile. Enfin, nous examinerons les diverses interventions étrangères qui eurent lieu en Angola afin de mieux saisir la position de la Chine.

Nous devons cependant mentionner au lecteur que cette étude comporte certaines limites. Premièrement, la "voix" soviétique ne se fera pas entendre pour contrer les attaques des Chinois. Nous n'avons pas recherché à prouver la véracité des énoncés chinois sur les politiques de l'Union Soviétique. Deuxièmement, ce travail ne porte pas sur le conflit sino-soviétique bien que de nombreux éléments y font référence. Troisièmement, la rareté des sources sur le conflit angolais de même que le recul historique très court sur le cas angolais et sur la période étudiée de la politique extérieure chinoise nous oblige à une certaine modération quant aux interprétations possibles. Nous désirons également souligner le peu de sources qui ont traité du social-impérialisme, thème que nous avons privilégié dans notre étude. Les documents chinois ont constitué dans ce cas nos sources primaires, entre autres le Peking Information et le texte "Leninism or Social-Imperialism" (1). Sur le plan des sources secondaires, des ouvrages spécifiques nous ont aidés plus particulièrement, dont ceux de Van Ness et Quiminal (2).

1. "Leninism or Social-Imperialism", Foreign Languages Press, Peking, 1970.

2. Van Ness, Peter, Revolution and Chinese Foreign Policy, University of California Press, Berkeley, 1973, 266 pages.

Quiminal, Catherine, La politique extérieure de la Chine, François Maspero, Paris, 1975, 281 pages.

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE

1. L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Les dirigeants chinois reconnaissent que l'internationalisme prolétarien constitue la base de leur politique extérieure et que c'est à partir de ce principe que leur ligne politique sera établie dans les relations internationales.

"toujours fidèle à l'internationalisme prolétarien, le président Mao a défini pour notre pays la ligne, les principes et les mesures politiques à suivre dans les affaires extérieures".
(1)

La Chine a, en tant qu'Etat socialiste dont le fondement théorique est le marxisme-léninisme lié à la pensée Mao Tsétoung (2), certains devoirs sur la scène internationale. Il s'agit de travailler à la révolution mondiale en soutenant les diverses luttes révolutionnaires qui se déroulent partout dans le monde.

Selon la direction du PCC, le peuple chinois devra alors...

"renforcer son union avec les pays socialistes, avec le prolétariat, les peuples et nations opprimés du monde entier et soutenir fermement les luttes révolutionnaires des peuples."
(3)

-
1. Pékin Information, no. 45, le 7 novembre 1977, page 10.
 2. Constitution de la République Populaire de Chine, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1975, page 7.
 3. Pékin Information, no. 45, le 7 novembre 1977, page 10.

Selon Quiminal ⁽¹⁾, la Chine aurait toujours soutenu tous les mouvements de libération comme étapes de la révolution mondiale ce qui rendait possible d'une certaine façon, la continuité de la révolution de la Chine. Cette thèse fait ressortir la dialectique politique interne et politique externe où la politique extérieure serait l'appendice des politiques sur le plan intérieur.

Si la Chine doit soutenir les mouvements de libération nationale, c'est qu'elle est engagée dans une lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. Cela provient d'une conception de la société internationale où les rapports ne sont fondés que sur des antagonismes de classes à l'échelle mondiale ⁽²⁾. Il suffit de s'opposer à l'impérialisme pour que la lutte soit partie intégrante de la révolution socialiste prolétarienne. Mao précise sur ce sujet:

"Peu importe, chez les peuples opprimés, quelles classes, quels partis ou individus participent à la révolution et peu importe qu'ils soient conscients ou non de ce que nous venons d'exposer, qu'ils comprennent ou non, il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés." ⁽³⁾

Selon Lénine ⁽⁴⁾, la révolution socialiste est un processus international. La classe ouvrière a un devoir qui consiste à faire

1. Quiminal, Catherine, op. cit., page 250.

2. Merle, Marcel, Sociologie des Relations Internationales, Dalloz, Paris, 1976, page 61.

3. Mao Tsétoung cité dans Quiminal, C., op.cit., page 250.

4. Lénine, Vladimir Illich, Oeuvres Choiesies, Editions du Progrès, Moscou, 1957, tome 28, page 302.

«le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans tous les pays».

La Chine a en tant que pays socialiste, c'est-à-dire dont le prolétariat est au pouvoir, l'obligation de poursuivre sa lutte révolutionnaire sur le plan externe notamment dans le tiers-monde et particulièrement en Afrique.

"La Chine est un pays socialiste en développement et comme l'Afrique, elle appartient au tiers-monde. Dans la grande lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, le peuple chinois, suivant les enseignements de son grand dirigeant, le président Mao, se tiendra toujours aux côtés des peuples africains frères et soutiendra résolument leur juste lutte, jusqu'à la victoire finale." (1)

Selon la théorie marxiste-léniniste, la Chine articulera sa politique étrangère à partir des intérêts du prolétariat chinois qui confondra les siens à ceux du prolétariat mondial. L'internationalisme prolétarien est le principe qui devrait guider les rapports entre le prolétariat des différents pays (2) mais également selon les Chinois entre les peuples opprimés de la terre. Ce qui importe en définitive c'est le caractère mondial de la révolution d'où pour la Chine un rôle considérable de promotion et de soutien aux luttes de libération.

1. Pékin Information, no. 29, le 19 juillet 1976.

2. Quiminal, Catherine, op. cit., page 14.

2. LA COEXISTENCE PACIFIQUE

La coexistence pacifique est aux yeux des Chinois un sujet très important, voire fondamental. Elle constitue en réalité un axe d'appui de premier plan pour l'Etat socialiste chinois dans ses relations avec le reste du monde. En plus d'influencer son comportement sur la scène internationale, la coexistence pacifique est l'un des facteurs essentiels pouvant expliquer la divergence idéologique entre la Chine et l'URSS, et dans une large mesure le conflit qui existe entre eux⁽¹⁾. Le problème est important et de taille sans oublier qu'il est fort complexe.

A partir des textes "Vive le Léninisme", "La lettre en 25 points" de même que quelques articles parus dans les journaux chinois "Drapeau Rouge" et "Quotidien du peuple" qu'ils ont révélé leurs positions sur la coexistence pacifique. En même temps qu'ils exposaient leurs thèses, les dirigeants du P.C. chinois procédaient également à une attaque en règle des prises de position adoptées par le parti communiste d'Union Soviétique. La divergence était profonde et sérieuse à tel point que

1. Fejtő, François, Chine - URSS: De l'alliance au conflit 1950-1977, Editions du Seuil, Paris, 1977, 482 pages.

Voir: Bettati, Mario, Le conflit Sino-soviétique, Armand Colin, Paris, 1971, 2 tomes, 270 pages.

Ieduc, Victor, La coexistence pacifique, Paris, Julliard, 1962, 178 pages.

Kardelj, Edouard, Le Socialisme et la Guerre, René Julliard, Paris, 1962, 252 pages.

Strong, John W., the Sino-Soviet dispute, in the Communist States in Disarray 1965-1971, Edited by Adam Bronke and Teresa Rakowska-Harmstone, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1972, pp. 21 à 42.

les Chinois lancèrent des accusations de révisionnisme aux Soviétiques. La division s'est alors établie et élargie dans le camp socialiste⁽¹⁾.

Pour les chinois, la coexistence pacifique telle que prêchée par l'Union Soviétique, revient en quelque sorte à abandonner l'idée que le système socialiste vaincra; c'est mettre fin à la révolution et à la possibilité pour les pays du tiers-monde de se libérer de l'impérialisme, c'est nier la perspective de la révolution mondiale. Il n'y a plus de doute possible, les Soviétiques sont révisionnistes selon les Chinois, et eux sont les fidèles disciples de Lénine et ils continuent de s'en revendiquer pour appuyer leurs thèses⁽²⁾.

Toutefois, la République Populaire de Chine applique néanmoins une certaine coexistence pacifique avec les pays ayant des régimes sociaux différents, il importe alors d'en définir le cadre. C'est Mao Tsétoung dans le discours de juin 1949 qui posa l'essentiel des principes de la coexistence pacifique:

"Nous sommes prêts à entamer des négociations fondées sur les principes de l'égalité et de l'avantage réciproque, ainsi que du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale... Le peuple chinois est disposé à coopérer amicalement avec les peuples de tous les pays, à rétablir et à développer le commerce avec l'étranger afin de favoriser la production et de développer l'économie." (3)

-
1. Strong John, The Sino-Soviet Dispute, op.cit, pp. 22-23.
 2. DeVere, E. Pentony, Red World in tumult, San Francisco Chandler, San Francisco, 1962, p. 57
 3. Bouc, Alain, Mao Tsétoung, ou la Révolution approfondie, Collections idées, Gallimard, Paris, 1967, p. 137.

Mao Tsétoung va un peu plus loin lorsqu'il précise le 28 juin 1960 le principe que chaque pays doit librement décider ses propres affaires:

"Les affaires des différents pays à travers le monde doivent être réglées par les peuples de ces pays; les affaires d'Asie doivent l'être par les peuples d'Asie et non par les U.S.A." (1)

Ce n'est cependant qu'en 1954 qu'ont véritablement pris forme les principes de la coexistence pacifique. Dans son effort pour régler la situation du Tibet, la Chine a signé un traité avec l'Inde où elle énonce les principes de la coexistence pacifique. Ils sont au nombre de cinq (5): Respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique (2). Ces principes furent inclus dans le traité avec la Birmanie signé quelques mois après l'accord conclu avec l'Inde.

En 1955, à la Conférence de Bandoeng qui regroupait les Etats d'Asie et d'Afrique, la Chine s'est particulièrement distinguée avec ses interventions et ses prises de position en faveur des pays du tiers-monde (3). Son succès le plus éclatant fut sans aucun

1. Bouc, Alain, op. cit. p. 137

2. Gittings, John, The World and China, 1922, 1972, Eyere Metheen, London, 1974, p. 210.

3. Richer, Philippe, La Chine et le tiers-monde, Payot, Paris 1971, p. 181.

doute le fait que dans la déclaration finale adoptée par les 29 pays participants, on y retrouvait les cinq principes chinois de la coexistence parmi les 10 points posés pour l'établissement de leurs relations sur la scène internationale ⁽¹⁾.

La Chine recherche la paix et met en oeuvre des politiques de paix, tel semble être l'avis de Quiminal qui considère que, en tant que pays socialiste, la Chine doit effectivement poursuivre de tels objectifs de paix ⁽²⁾.

Cette opinion n'est pas partagée par P. Van Ness ⁽³⁾ qui défend la thèse de l'intérêt d'Etat. Van Ness prétend quant à lui que la Chine a une politique dichotomique à l'égard des pays en voie de développement: "coexistence pacifique" ou "lutte armée" ⁽⁴⁾. Cette politique s'évalue en terme d'amis et d'ennemis. Ainsi, aux régimes favorables à Pékin, on appliquera la coexistence pacifique; quant à ceux qui sont ennemis, la Chine supportera alors les mouvements révolutionnaires dans ces pays ⁽⁵⁾. Donc selon lui, le but n'est pas la paix mais plutôt de renforcer l'Etat chinois avec des régimes qui seraient sympathiques à sa cause.

1. Bettati, Mario, Le Conflit sino-soviétique, op. cit, p. 229-230.

2. Quiminal, C., op. cit, p. 116.

3. Van Ness, Peter, Revolution and Chinese Foreign policy, University of California Press, Berkeley, 1973, 260 pages.

4. Ibid, p. 133.

5. Van Ness, Peter, op.cit, p. 13

Les Chinois prennent officiellement position en faveur du principe de la paix dans leur politique étrangère⁽¹⁾, le tout étant basé sur la nature même du système socialiste dont ils se revendiquent:

"The foreign policy of socialist countries can only be a policy peace. The socialist system determines that we do not need war, absolutely would not start a war, and absolutely must not, should not and could not encroach (on) one inch of the territory of a neighboring country. Ever since its founding, the People's Republic of China has adhered to a foreign policy of peace." (2)

Mais il ne faut pas confondre paix et soumission à l'impérialisme; car les Chinois disent bien qu'ils recherchent la paix mais par contre ils ne sont pas pour renier le principe fondamental de l'internationalisme prolétarien et cesser ainsi leur appui aux mouvements révolutionnaires dans le tiers-monde. Les Chinois ne veulent pas accorder de faveurs à l'impérialisme et à la fois négliger l'appui aux mouvements de libération.

"Les Chinois avaient peur que la coexistence avec l'impérialisme (paix et compromis) ne détienne désormais la priorité sur cette solidarité avec tous les révolutionnaires que Lénine avait incontestablement placé au-dessus de tout. Or les Chinois ne voulaient pas sous prétexte que les capitalistes et impérialistes affichent un nouvel état d'esprit que l'on refuse alors de soutenir les révolutions." (3)

-
1. Leduc Victor, La Coexistence Pacifique, op. cit, pp. 88-89.
 2. Pentony, De Vere, E., Red World in Tumult, op. cit, p.61.
 3. Fejtö, Chine - URSS, op. cit, p. 169.

Pour les Chinois, il n'est nullement question de tomber dans le piège des impérialistes qui tentent de faire croire qu'ils ont changé et qu'ils désirent la paix. C'est là selon eux une erreur grave que de penser que l'impérialisme peut changer sa nature car la théorie de Lénine est toujours la plus actuelle.

"Nous sommes convaincus de l'absolue justesse de la pensée de Lénine: la guerre est le résultat inévitable des systèmes d'exploitation et le système impérialiste est la source des guerres de notre temps. Jusqu'à la fin du système impérialiste et des classes exploiteuses, des guerres d'un genre ou d'un autre surgiront toujours." (1)

De plus, les Chinois reconnaissent le fait qu'actuellement la situation n'est plus celle qui prévalait dans le temps de Lénine et jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Ils le prennent en considération certes, mais... ils demeurent fermement convaincus que l'impérialisme sous toutes ses formes n'a pas modifié sa nature agressive et vicieuse (2). Ce qu'ils veulent, c'est combattre l'impérialisme, non pas chercher des accommodements ou encore une compétition à la soviétique telle que proposée par N. Krouchtchev. La Chine estime demeurer plus fidèle à la ligne marxiste-léniniste en s'opposant à l'impérialisme et en appuyant les mouvements de libération nationale.

1. Vive le Léninisme cité dans Leduc, La Coexistence Pacifique, p. 82 et dans Pentory, De Vere, Red World in Tumult, p. 63

2. Fejtö, Chine - URSS, op. cit, p. 175

Le Quotidien du peuple soulignait en même temps, en rappelant les conclusions de Vive le Léninisme, que la seule stratégie communiste visant à maintenir la paix et à faire triompher les causes justes et progressistes, consistait à «lancer une offensive générale contre l'impérialisme et avant contre l'impérialisme américain. Il ne faut surtout pas freiner ni bloquer les mouvements de libération nationale des divers peuples à travers le monde»⁽¹⁾.

Il apparaît clairement que la coexistence pacifique n'est pas un principe sur lequel se fonde la politique extérieure de la République Populaire de Chine. La coexistence pacifique n'est en définitive qu'une stratégie. La politique extérieure chinoise serait, selon la Chine, modelée à partir du grand principe de l'internationalisme prolétarien tout en étant le reflet des politiques internes.

Les relations d'un pays socialiste avec des pays à systèmes sociaux différents donc, régies par la coexistence pacifique, devraient être secondaires par rapport aux autres relations soient celles entre Etats socialistes et celles avec les peuples et nations opprimés. Du point de vue de la révolution mondiale ces derniers rapports sont considérés comme principaux⁽²⁾. Donc la lutte pour le socialisme et l'appui aux mouvements de libération nationale doivent passer en premier lieu, et les compromis de paix

1. Fejtö, Chine - URSS, op. cit., p. 175.

2. Quiminal, C., op. cit., p. 120.

avec les pays ayant des régimes sociaux différents au deuxième rang dans les priorités ou choix politiques.

"L'alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout poil, telle est la politique extérieure du prolétariat." (1)

L'étude de la question de la coexistence pacifique nous révèle que l'impérialisme se trouve au centre des débats et constitue même le noeud de la controverse. Non seulement les Chinois sont-ils convaincus que l'impérialisme n'a pas changé sa nature mais encore qu'il est le problème fondamental.

"Le conflit décisif de notre époque est celui qui oppose les impérialistes aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui luttent pour leur émancipation." (2)

Si tel est le cas, on comprendra plus aisément toute la stratégie du front uni anti-impérialiste proposé par les Chinois. Il nous reste cependant un point très important à éclaircir soit celui de l'inévitabilité de la guerre. Les Chinois dans leurs thèses sur la coexistence pacifique maintiennent que les guerres sont inévitables et même en préparation (3). De par leur position théorique sur

1. Lénine, La Politique extérieure de la révolution russe, O.C. T. XXV, cité dans Quiminal, p. 120.

2. Propositions chinoises du 14 juin 1963, cité dans Fejto, p. 167.

3. Leduc, Victor, La coexistence pacifique, op. cit, p. 92

l'impérialisme, les Chinois voient dans le plan de paix des impérialistes une supercherie visant à saboter les efforts des peuples qui désirent l'indépendance et le socialisme et ainsi éliminer les chances d'une véritable paix mondiale (1).

"The Chinese respond that, according to Marxism-Leninism, real peace can never come until imperialism is dead." (2)

Mao a ajouté ceci: "but there is only one way to eliminate it (imperialism) and that is to oppose war to war." (3)

En effet, selon les Chinois il faut opposer la guerre à la guerre. Cependant, ils en précisent la nature en lançant le slogan " À la guerre injuste (impérialiste) il faut opposer la guerre juste (révolutionnaire)." C'est par ce moyen et à cette condition qu'une paix mondiale peut être envisagée.

"Therefore revolutionary wars are not only an effective and necessary weapon against the imperialist enemy they also are the best means of attaining a true and lasting peace." (4)

Comme les Chinois avaient porté des accusations de révisionnisme à l'égard des Yougoslaves, ces derniers accusèrent les Chinois de vouloir

-
1. Leduc, Victor, La Coexistence pacifique, op. cit. p.89
 2. Van Ness, Peter, op. cit., p. 34.
 3. Ibid, p. 33.
 4. Ibid, p. 34.

plonger les peuples du monde dans une guerre mondiale où tous seraient perdants si l'on tient compte de la menace nucléaire. Kardelj ⁽¹⁾ soupçonne les Chinois de vouloir faire un règlement de compte révolutionnaire avec les tenants de l'impérialisme. De plus selon lui, la politique chinoise nie la politique de coexistence et proclame en quelque sorte l'inévitabilité de la guerre en tant que forme de la révolution mondiale ⁽²⁾.

Rejetant ces considérations un peu exagérées sur l'inévitabilité des guerres, nous sommes tentés d'en retenir que la coexistence pacifique n'est pour les Chinois qu'une stratégie. Celle-ci n'est pas une fin en soi. Pour eux il s'agit à long terme et dans une stratégie plus générale de permettre à la révolution mondiale de s'achever et pour se faire de viser la destruction de l'impérialisme. Cependant, le rapprochement de 1972 avec les U.S.A. et les pays à systèmes sociaux différents nous amène à regarder la position de Leduc ⁽³⁾ pour qui la coexistence pacifique se réduit à une coexistence de fait.

1. Kardelj, Edouard, Le Socialisme et la Guerre, op. cit, p. 88.

2. Ibid, p. 135.

3. Leduc, V., La Coexistence pacifique, op. cit, p. 89.

3. ANALYSE DES CONTRADICTIONS

Dans cette section, nous tenterons de situer et d'exposer les contradictions sur le plan mondial telles que les présentent les Chinois dans leur analyse de la situation internationale. Il n'est toutefois pas dans notre intention de faire un exposé théorique complet sur la contradiction ⁽¹⁾. Nous chercherons plutôt à ne livrer que ce qui concerne l'aspect global des problèmes de la conjoncture mondiale que la Chine a identifiés comme étant fondamentaux dans leur résolution pour la progression de la révolution au niveau mondial.

L'analyse des contradictions est essentielle aux yeux des Chinois si l'on veut voir ce qui se déroule dans le monde. C'est leur vision du monde, leur tableau des problèmes sur la scène internationale. Il faut selon eux partir du début c'est-à-dire avoir une idée bien structurée de la situation sur le globe si on veut y faire progresser le socialisme et la révolution prolétarienne. On y détermine par cette analyse ceux qui sont contre la révolution (ennemis) et ceux qui se joignent au camp progressiste (amis), et enfin quelle

1. Voir les textes:

Mao Tsétoung, De la Contradiction, Tome I, Oeuvres Choiesies, Editions en Langues Etrangères, 1967, p. 347.

Lénine, Vladimir Illich, Cahiers Philosophiques, Editions Sociales, Paris, 1973.

Badiou, Alain, Théorie de la Contradiction, Collection Yenan, Librairie François Maspero, Paris, 1976, 114 pages.

lutte doit être menée pour arriver à éliminer la contre-révolution. Nous pourrions qualifier cela de méthode par laquelle le P.C. chinois prend des décisions, choisit ses politiques qu'il tentera de mettre en oeuvre sur le plan externe.

Ce cadre théorique basé sur le matérialisme historique devrait guider ou influencer la pratique révolutionnaire en fonction même de l'identification des diverses contradictions. Les communistes chinois mentionnent qu'ils se servent de cette analyse des contradictions pour élaborer leurs stratégies et leurs tactiques en vue d'atteindre les buts révolutionnaires qu'ils se sont fixés sur le plan interne et externe. Mao l'exprime de façon fort explicite:

"The study of the various states of unevenness in contradictions, of the principal and non principal contradictions and the non-principal aspect of a contradiction constitutes an essential method by which a revolutionary political party correctly determines its strategic and tactical policies both in politics and in army. All communists must give it attention." (1)

Les Chinois reconnaissent donc se servir de cet outil d'analyse pour avoir une perspective du développement de la situation mondiale et conséquemment pour orienter leurs choix politiques. Nous assisterons alors à un alignement de la Chine derrière des positions et des comportements politiques sur la scène internationale, issus de cette "vision" ou de ce cadre conceptuel pouvant rendre compte des réalités mondiales (2).

1. Mao Tsétoung, cité dans Van Ness, op. cit., p. 110.

2. Van Ness, Peter, op. cit., p. 25.

Les Chinois prétendent de plus que ce schéma d'interprétation soit celui de l'analyse des contradictions est l'instrument de travail à partir duquel le mouvement communiste dans son ensemble définit ses politiques et détermine son action (et bien entendu eux-mêmes).

"La définition de la ligne générale du mouvement communiste international a pour point de départ l'analyse de classe concrète de la situation politique et économique du monde prise dans son ensemble et celles des situations concrètes dans le monde: en d'autres termes, l'analyse de classe concrète des contradictions fondamentales du monde contemporain." (1)

Pourquoi les Chinois utilisent-ils alors un tel cadre pour poser des gestes politiques? Selon la méthode dialectique, toute chose dans la société est en mouvement dans un processus continu de changement, de transformation. Si toute chose est en évolution constante, c'est qu'elle est mue par une autre ou un ensemble d'autres. Pour les marxistes, la contradiction tient place de moteur pour toute chose, tout processus. C'est donc la contradiction qui devient le facteur explicatif et explicant.

La contradiction se veut la cause interne de tout phénomène. Pour Mao Tsétoung, tout processus se ramène, en dernier ressort, à un système de contradictions ⁽²⁾. De plus, selon lui, ce qu'il y a d'essentiel dans l'application pratique de l'analyse des contradic-

1. Lettre en 25 points du PCC, Pékin, E.L.E., 1965, p. 6.

2. Mao Tsétoung, De la contradiction, O.C., Tome I, p. 385.

tions, c'est de déterminer la contradiction principale:

"Il y a plusieurs contradictions dans le processus de développement d'une chose complexe, et une d'elles est nécessairement la contradiction principale laquelle dans son existence et développement détermine ou influence l'existence et le développement des autres contradictions." (1)

Ce cadre théorique de l'analyse des contradictions a, selon Van Ness, une signification pratique très marquante ou déterminante pour les choix politiques faits par Pékin. Jetons alors un coup d'œil aux contradictions que semblent soulever les Chinois.

De 1949 à 1963, le leadership chinois proposait quatre (4) contradictions majeures et fondamentales sans vraiment y établir un ordre hiérarchique pour autant. Il s'agissait alors des contradictions entre le camp socialiste et le camp impérialiste, celle au sein même du camp impérialiste, celle entre bourgeoisie et prolétariat et enfin celle entre l'impérialisme et les nations opprimées (Afrique, Asie, Amérique Latine) (2).

Or, à partir du 14 juin 1963, les Chinois affirment dans leur lettre en 25 points (3) que la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale se trouvait désormais en Asie, en Afrique et en Amérique Latine (4). La contradiction impérialisme et nations

1. Mao Tsétoung, op. cit., Tome I, p. 369.

2. Van Ness, Peter, op. cit., p. 25.

3. Lettre en 25 points, op. cit., p. 7.

4. Carrere D'Encausse, Hélène, Schram, Stuart R., L'URSS et la Chine devant les sociétés pré-industrielles, Armand Colin, Paris, 1970, p. 79.

opprimées devenait alors principale. C'était alors le problème le plus urgent et le plus important auquel devait faire face le leadership chinois pour avancer à un stade plus élevé dans le développement de la révolution mondiale. ●

Comme l'indiquait Mao Tsétoung, c'est la contradiction principale qui influence les autres contradictions (dites secondaires), qui commande l'action, qui focalise l'intérêt sur elle, sur sa résolution. Ainsi, en 1965, le POC a mis l'accent sur la lutte du tiers-monde contre l'impérialisme (Américain) ⁽¹⁾. L'ennemi principal était alors l'impérialisme américain. La stratégie adoptée fut celle de la lutte révolutionnaire des peuples du tiers-monde sous la direction du P.C. chinois. La tactique fut celle du "Front Uni" anti-impérialiste. Van Ness est d'accord avec l'ensemble de cet énoncé sauf qu'il prétend que les Chinois n'ont pas mis l'accent sur cette contradiction principale avant 1965, soit plus précisément lors du discours de P'eng Chen en mai 1965. Il avait alors affirmé devant des communistes indonésiens que la contradiction impérialisme américain et nations opprimées était devenue la contradiction principale de notre époque. Van Ness renforce son hypothèse en soulevant le fait que le texte de Lin Piao "Vive la victorieuse guerre du peuple" a fait son apparition quelques temps plus tard ⁽²⁾. Nombreux, cependant, sont les observateurs qui situent la présence de cette contradiction principale en 1963 et peut-être même avant.

1. Van Ness, Peter, op. cit, p.26.

2. Ibid, p. 28.

"La contradiction entre le peuple révolutionnaire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, et les impérialistes, qui ont les Etats-Unis à leur tête est la principale contradiction du monde actuel. Son développement est le moteur de la lutte des peuples contre l'impérialisme américain et ses laquais." (1)

Les contradictions sont par définition en mouvement continu, elles ne sont donc pas figées. Par conséquent, elles peuvent se transformer, se renforcer, disparaître, bref continuer leur processus de développement. Après avoir reconnu que l'impérialisme américain était devenu l'ennemi principal et que la contradiction impérialisme/nations opprimées demeurerait la contradiction principale de notre époque, les Chinois ont mentionné au début de 1969 que le camp impérialiste venait de grossir ses rangs avec la venue du social-impérialisme (2).

L'impérialisme possède maintenant deux têtes selon les Chinois, soit l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Le changement de camp de l'Union Soviétique, longtemps accusée d'être un révisionniste moderne, coïncide très étrangement avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968. Au neuvième congrès d'avril 1969 du PCC, on confirme que l'URSS a gagné le camp impérialiste dirigé par les réactionnaires américains (3). Cette modification dans la

1. Lin Piao, Vive la victorieuse guerre du peuple, E.L.E., Pékin, 1965.

2. Documents du 9e congrès du PC Chinois, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1969.

3. Idem

structure des contradictions renforce l'idée de la zone des tempêtes puisque c'est là selon eux que convergent les différentes contradictions du monde contemporain et que les coups les plus directs sont portés à l'impérialisme.

Si l'impérialisme s'est renforcé avec l'acquisition d'un nouveau membre dans son club, la Chine n'en a pas moins relancé son programme anti-impérialiste de façon à s'assurer des progrès dans la construction du socialisme et de la paix véritable pour le monde et par là en espérant de renverser la vapeur impérialiste. A court terme, on peut cependant noter que la Chine mise sur un vent d'indépendance nationale (particulièrement en Afrique) pour donner du poids à son mouvement de lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. Elle accepte sous son égide le leadership du P.C. local ou de la bourgeoisie nationale ⁽¹⁾. Le front uni proposé demeure très large et fort souple dans ses structures. La stratégie chinoise est celle du P.C. chinois d'avant 1949, celle qui devait d'ailleurs amener le P.C. au pouvoir. La Chine tente de présenter son modèle de révolution comme étant celui du tiers-monde.

Le schéma des contradictions se modifie à nouveau vers la fin de 1972 notamment dans le camp impérialiste où c'est l'Union Soviétique qui assume maintenant la direction du camp impérialiste. L'URSS de plus en plus puissante supplante l'impérialisme américain qui, lui, est sur son déclin. Le social-impérialisme soviétique devient alors

1. Van Ness, Peter, op. cit., p. 51.

l'ennemi principal. L'URSS est aux yeux des Chinois plus fourbe et plus dangereux que son rival américain (tout en admettant qu'il est moins à contre-courant) parce qu'il se sert des aspirations des peuples, en s'appuyant sur elles pour les conquérir et les assujettir à son hégémonisme de grand tsar (1). La Chine n'en dénonce pas moins la pseudo-amitié et la prétendue "aide" dont l'URSS se réclame à tout instant pour mieux dévoyer les nations aspirant à l'indépendance.

Parallèlement à ceci, la Chine a mené un combat contre le révisionisme soviétique. Dès 1962, les Chinois cessent de faire mention que la contradiction la plus fondamentale soit celle entre le camp impérialiste et le camp socialiste (2). Plus la Chine étale les différences idéologiques avec l'URSS plus elle tend à proposer son modèle, ses tactiques et, dans un deuxième temps elle cherche à discréditer l'URSS comme pays authentiquement révolutionnaire. Ses revendications à la fidèle pensée de Lénine sont très nombreuses. Le camp socialiste est déchiré.

La Chine ne parle désormais plus de la contradiction camp socialiste/camp impérialiste. Elle s'emploie plutôt à dénoncer le grand traître qui reconnaît les forces montantes que pour contrôler et étendre son hégémonie sur les divers pays particulièrement le tiers-monde. Les Chinois se sont engagés dans une lutte à fond de train pour dénoncer

1. Quiminal, Catherine, op. cit., p. 233

2. The differences between comrade togliatti and us, editorial People's Daily, Dec 31, 1962, cité dans Dallin, Alexander et al, Ed: Diversity in International Communism, a documentary record 1961-63, New-York, Columbia University Press, 1963, p. 707.

le grand ennemi des peuples, l'ennemi principal: le social-impérialisme soviétique. Ce dernier est vicieux selon eux car il tente de faire croire qu'il apporte son soutien aux mouvements de libération nationale, son aide aux jeunes nations indépendantes sous le prétexte de faire son devoir d'internationalisme prolétarien en s'affichant faussement comme le défenseur du marxisme-léninisme et de la révolution. Les Chinois s'opposent donc le plus énergiquement possible à ce qu'ils qualifient de social-impérialisme et qu'ils ont identifié comme ennemi principal. La contradiction principale est maintenant le social-impérialisme versus les nations opprimées. La lutte prend pied à partir de cette analyse de contradictions.

4. LA THEORIE DES TROIS MONDES

La théorie des trois mondes attribuée à Mao Tsétoung ⁽¹⁾ lorsqu'il était président, se devrait d'être fidèle à l'internationalisme prolétarien et s'inscrire dans les orientations définies par Mao en matière de politique étrangère. Il s'agit selon les Chinois ⁽²⁾ d'une analyse scientifique marxiste de la situation internationale faite par le grand timonier. Elle constitue à leurs yeux une arme idéologique de première importance pour le prolétariat international, les pays socialistes et les nations opprimées ⁽³⁾. Elle servirait à la formation du "Front Uni" afin de lutter contre les deux superpuissances.

Reprenant et développant les principes fondamentaux du marxisme-léninisme à travers le prisme de la lutte des classes se déroulant à l'échelle mondiale, le président Mao Tsétoung aurait formulé en février 1974, en présence des présidents Kaunda de Zambie et de Boumédiène d'Algérie, la théorie suivante:

"A mon avis, les Etats-Unis et l'Union Soviétique constituent le premier monde. Les forces intermédiaires, telles que le Japon, l'Europe et le Canada, forment le second monde. Quant à nous, nous sommes du tiers-monde". Le tiers-monde a une population fort nombreuse. Toute l'Asie, à l'exception du Japon, fait partie du tiers-monde. L'ensemble de l'Afrique

-
1. Wang, James, Contemporary Chinese Politics: an introduction, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1980, p. 224.
 2. La théorie du président Mao sur la division des trois Mondes, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1977, 85 pages.
 3. Ibid, p. 3.

appartient au tiers-monde, l'Amérique Latine aussi." (1)

Cette division serait fondée selon les Chinois sur la théorie de Lénine, selon laquelle notre époque est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Ainsi, pour Mao, c'est l'impérialisme qui marque les rapports entre les nations du monde. Selon cette même analyse, le monde est divisé entre nations oppressives et nations opprimées. C'est donc la lutte entre ces nations impérialistes et ces nations agressées qui est déterminante.

En regard de cette théorie, Mao avait antérieurement défini la ligne de conduite pour la Chine en matière de politique extérieure.

"Le président Mao nous a enseigné qu'il faut renforcer notre union avec les pays socialistes, avec le prolétariat, les peuples et les nations opprimés du monde entier et soutenir fermement les luttes révolutionnaires des peuples; appliquer les cinq principes de la coexistence pacifique dans le développement de nos relations avec les autres pays; poursuivre avec persévérance la lutte contre la politique d'agression et de guerre pratiquée par l'impérialisme et le social-impérialisme; et contre l'hégémonisme des super-puissances; combattre toute manifestation de chauvinisme de grande puissance dans nos relations internationales et ne jamais prétendre à l'hégémonie." (2)

L'impérialisme étant identifié comme la contradiction fondamentale actuelle, la division du monde par Mao s'inscrit dans cette analyse des

1. La théorie des trois mondes, op. cit., p. 4; Wang James, op. cit., p. 242.

2. Théorie des trois mondes, op. cit., p.2.

rapports mondiaux. La formulation faite par Mao respecterait selon les Chinois la formulation pour la classification des forces politiques mondiales ⁽¹⁾. Ce concept des "trois mondes" a été présenté officiellement par Deng Xiaoping ⁽²⁾ devant l'Assemblée Générale des Nations Unies en avril 1974. Cette même conceptualisation du monde et des relations entre les nations concorde très bien avec la structure idéologique traditionnelle des communistes chinois notamment en regard avec la lutte des classes ⁽³⁾.

La classification des forces politiques à l'échelle mondiale Le premier monde

La théorie des "trois mondes" de Mao Tsétoung prétend être plus précise sur la stratification des forces politiques mondiales. Ainsi dans le premier monde, nous retrouvons les deux superpuissances soit l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Ces puissances sont retenues à cause de leur caractère impérialiste sur la scène internationale, c'est-à-dire de leurs agressions sous toutes les formes contre les autres pays du globe, principalement les nations du tiers-monde. De ces deux ennemis, la Chine a identifié l'URSS comme étant le plus dangereux de tous les impérialismes.

-
1. Théorie des Trois Mondes, op. cit, p. 6-8.
 2. Wang, James, op. cit, p. 243; China and the Three Worlds: A Foreign Policy Reader, Edited by King C. Chen, White Plains, New York, M.E. Sharpe, 1979, p. 85.
 3. De plus, Hua Guofeng adhéra à ce concept et le relia au "Front Uni" en 1977, et aux cinq ⁽⁵⁾ principes de Bangdung en 1978.

"Les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, sont les ennemis communs des peuples du monde, et l'Union Soviétique constitue le plus dangereux foyer de guerre mondiale." (1)

Le 9e congrès du P.C. chinois réaffirma en 1969 la thèse de la lutte sur les deux fronts (2). Or, la théorie des trois mondes est justement la poursuite de cette analyse précédente en identifiant les membres du 1er monde. Pour les Chinois, il ne reste plus que deux grandes puissances impérialistes qui tentent de se partager le monde en imposant leur hégémonie aux divers pays.

Un point important à souligner, c'est le fait que la Chine a placé l'Union Soviétique comme l'ennemi le plus dangereux. Cela semble, à notre avis, s'expliquer par le déclin des Etats-Unis comme grande puissance vers la fin des années 60, notamment en Asie du Sud-Est où les USA ont connu des défaites cinglantes. Deuxièmement, l'Union Soviétique connaît, dès les années 50, une croissance rapide de son développement économique et militaire. De plus, selon les Chinois (3), avec son étiquette socialiste elle réussit à se faire l'allié d'un bon nombre de pays du tiers-monde et par conséquent de fournir son "aide" à ces pays en voie de développement.

Les Chinois (4) expliquent la 1ère place à l'Union Soviétique

-
1. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 25
 2. Fejtő, Chine - URSS, op. cit., p. 396
 3. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 30.
 4. Ibid, p. 34.

comme ennemi principal par son agressivité à s'imposer comme puissance impérialiste étant donné qu'elle a surgi après les Etats-Unis. En second lieu, ce serait ⁽¹⁾ la faiblesse économique, relative, de l'URSS qui obligerait cette dernière à recourir à la force pour rétablir ses objectifs économiques et politiques. Troisièmement, la concentration économique et politique dans une clique monopoliste d'Etat permet un plus haut rendement au social-impérialisme soviétique, transformant tout le pays pour la guerre. Et, quatrièmement, l'URSS exploiterait le prestige de Lénine et agiterait le drapeau du socialisme pour tromper les peuples du monde et pour se livrer à l'agression.

Le second monde

Selon la thèse de Mao, le second monde serait composé des pays industrialisés notamment ceux de l'Europe de l'ouest, du Japon et des autres pays (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Pour les Chinois ⁽²⁾, les pays du second monde livrent un combat contre l'impérialisme américain et ses politiques d'agression afin de conserver leur indépendance et leur autonomie. De plus, l'attitude de ces pays vis-à-vis le tiers-monde s'est positivement transformée selon eux puisque les pays européens vont même jusqu'à fournir leur appui contre l'Union Soviétique. C'est le cas de la France qui a donné un soutien logistique au Zaïre ⁽³⁾. En définitive, les pays du second

1. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 35.

2. Ibid, p. 55..

3. Ibid, p. 58.

monde peuvent affaiblir selon les Chinois les deux superpuissances, tout en reconnaissant cependant que ces pays sont aussi des pays capitalistes et qu'ils pratiquent l'exploitation et le contrôle de certains pays du tiers-monde.

D'autre part, nous avons tendance à croire que ~~même~~ si Mao n'a pas cité expressément les pays de l'Europe orientale comme faisant partie du second monde, ceux-ci se retrouvent effectivement dans ce groupe. Leur combat pour sauvegarder leur indépendance, leur sécurité et leurs droits constitue aux yeux de Pékin une force non-négligeable pour lutter contre le social-impérialisme très spécifiquement (1).

Ainsi, le second monde (Europe occidentale et Japon surtout) est considéré comme un tampon entre les superpuissances et les pays opprimés du tiers-monde. Les Chinois pensent que ces pays sont en mesure de freiner les agressions américaines et soviétiques partout dans le monde et surtout contre les pays du tiers-monde. Ils influenceraient donc favorablement les relations internationales comme l'a mentionné Teng Hsiao-p'ing's dans son discours devant l'ONU en 1974: "Their struggles also have a significant impact on the development of the international situation" (2). Leur situation sert les pays du tiers-monde.

1. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 58

2. Chen, King C., op. cit., p. 89

Le Tiers-Monde

Le troisième monde serait composé selon l'analyse faite par Mao Tsétoung des pays de l'Afrique, de l'Asie (excepté le Japon) et de l'Amérique Latine, ou, si l'on préfère, les pays du tiers-monde. Ce sont les pays les plus démunis, pauvres et exploités qui font partie de cette catégorie. Elle constitue la force principale dans "la lutte mondiale contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme" (1). Mao avait déjà affirmé en 1966 que ces 3 régions du globe étaient une puissance révolutionnaire pouvant modifier le cours de l'histoire et surtout causer les plus grandes défaites aux pays agresseurs.

Le troisième monde, c'est à ce groupe qu'appartient la Chine, Mao l'a clairement indiqué:

"La Chine fait partie du tiers-monde car sur les plans politiques, économiques et autres, il n'y a pas de comparaison possible entre elle et les pays riches ou puissants; elle ne peut se ranger que du côté des pays relativement pauvres." (2)

Cela est significatif, puisque la Chine rivalise depuis le milieu des années 50 (3) avec l'Union Soviétique pour prendre le leadership du tiers-monde (4). La Chine a longtemps mentionné que

1. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 39
2. Entretien de Mao en février 1974 cité dans la Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 52.
3. Bandoeng fut la consécration de la volonté chinoise de s'imposer dans le 1/3 monde.
4. Fejtő, F., Chine - URSS, op. cit., p.317 et Chen, King, C., op. cit., p. 249.

l'Union Soviétique était le modèle pour les pays industrialisés tandis que le modèle chinois était celui des pays du tiers-monde (1).

Etant elle-même un pays du tiers-monde, la Chine peut facilement prétendre connaître et vivre les problèmes et les oppressions de ces pays défavorisés. Par contre, sa puissance lui permet de revendiquer le leadership du tiers-monde.

La Chine à l'instar de nombreux autres pays du tiers-monde tels l'Algérie, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Guinée-Bissau, etc, a connu la lutte armée, soit pour la révolution socialiste, soit pour l'indépendance nationale (2).

Ce sont les pays du troisième monde qui sont les plus exploités et les plus agressés par l'impérialisme, peu importe son visage. Pour les Chinois ce sont ceux-là qui portent le germe de la révolution et de la lutte anti-impérialiste. C'est là également qu'on retrouve le niveau de conscience le plus élevé concernant le développement de la situation mondiale (3). De plus, depuis le début des années 70, les pays du tiers-monde regroupés à l'ONU se sont faits les revendicateurs d'un nouvel équilibre économique. Ainsi, pour les Chinois, c'est sur le troisième monde que repose la transformation du monde.

"L'entrée en scène du tiers-monde en tant que force principale dans la lutte mondiale contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme a créé une situation sans précédent dans l'Histoire de l'humanité." (4)

-
1. Van Ness, Peter, op. cit, p. 317.
 2. La Théorie des Trois Mondes, op. cit, p. 40.
 3. Ibid, p. 45.
 4. Ibid, p. 41

Il n'est pas étonnant après pareille déclaration des Chinois, rhétorique ou pas, que l'ensemble des auteurs traitant de sa politique extérieure reconnaisse que la Chine a fait du tiers-monde sa priorité et établi ses objectifs sur la scène internationale en regard du développement de celui-ci, pour lequel elle pourrait jouer un rôle considérable dans le leadership.

Malgré la force et le rôle qui appartient aux pays du troisième monde, la Chine ne diminue en rien le rôle et les responsabilités du prolétariat international ⁽¹⁾. Le prolétariat international aurait à jouer le rôle d'avant-garde dans le Front Uni du troisième monde dans ses diverses luttes et aussi pour assurer une progression de celles-ci menant vers la révolution mondiale par des moyens indirectes ⁽²⁾. Ceci nous amène à croire que le prolétariat chinois, à cause du succès de sa grande révolution socialiste, sera associé très fortement à ce rôle d'avant-garde.

La théorie des trois mondes de Mao Tsétoung prétend donc expliquer le rapport des forces politiques sur la scène mondiale. En plus d'analyser la situation internationale, elle trace le "modèle" du comportement idéologique de la Chine vis-à-vis les autres Etats du globe.

Cette théorie est venue modifier considérablement l'échiquier de

-
1. Théorie des Trois Mondes, op. cit., p. 49.
 2. Armstrong, James D., Revolutionary Diplomacy, University of California Press, Berkeley, 1977, p. 27.

la révolution mondiale. Premièrement, elle confirme le dénombrement du camp socialiste. Deuxièmement, les pays du tiers-monde deviennent la force principale du changement, et par conséquent c'est autour d'elle que se bâtit le "Front Uni". Troisièmement, nous assistons à l'apparition d'un nouveau concept ⁽¹⁾ soit celui du deuxième monde où des pays capitalistes avancés sont considérés, malgré leur nature capitaliste et agressive à certains moments, comme pouvant jouer un rôle positif en luttant contre les deux superpuissances.

Toutefois, on ne peut penser sérieusement expliquer de façon exhaustive la politique extérieure chinoise à l'aide de ce cadre d'analyse. En effet, le rapprochement de la Chine avec les USA, les relations plus que difficiles avec l'Inde (et actuellement le Vietnam) et bien d'autres situations peuvent difficilement s'expliquer par cette seule analyse.

1. Chen, King C., op. cit, p. 43.

5. LE "FRONT UNI"

Si l'analyse des Trois Mondes de Mao Tsétoung nous a fourni de façon systématique la classification des forces politiques mondiales, elle a pour corollaire de nous présenter la stratégie que la Chine entend déployer pour résoudre les contradictions existantes sur la scène internationale. En effet, la présentation de la situation mondiale ne peut aboutir que par la solution de la contradiction principale, soit la lutte aux deux impérialismes, mais plus spécifiquement la lutte au social-impérialisme soviétique devenu l'ennemi principal.

La stratégie du "Front Uni" consiste à unir toutes les forces qui peuvent être unifiées pour contrer les agressions de l'impérialisme. Cette théorie stratégique a d'abord été définie par Mao Tsétoung dans son essai "On policy" (1). Cette théorisation est intimement reliée à l'analyse de la situation mondiale et ce pour chaque période observée. Le "Front Uni" nous apparaît alors comme la stratégie qui se modifie et qui s'adapte à l'étude faite par Mao Tsétoung et le PCC des contradictions et de leur développement à l'échelle mondiale.

"Our policy is to make use of contradictions, win over the many, oppose the few, and crush our enemies one by one." (2)

-
1. Armstrong, J.D., *Revolutionary Diplomacy*, op. cit, p. 37.
 2. King, C. Chen, *China and three worlds*, op. cit, p. 33.

Le "Front Uni" a connu diverses formes tout en conservant sa propre fonction, soit celle d'unir pour renverser l'ennemi. Toutefois, cette idée même du front uni tire son origine de Lénine qui en 1920 avait lancé la directive voulant que les communistes des colonies et semi-colonies d'Orient établissent des alliances avec leur bourgeoisie nationale respective. Mais cette directive s'était avérée catastrophique en Chine au moment où le PC chinois avait conclu une alliance avec le Kuomintang, et que ce dernier au terme de trois (3) années d'union lança en 1927 une offensive contre-révolutionnaire et écrasa les communistes chinois.

L'invasion du territoire chinois en 1931 par les impérialistes japonais ayant modifié les contradictions en Chine, Mao proposa et relança l'idée du "Front Uni" en 1935 au sein du PC chinois. L'impérialisme japonais était devenu la contradiction principale; les autres contradictions devenaient secondaires.

"La contradiction entre l'impérialisme et le pays considéré devient alors la contradiction principale et toutes les contradictions entre les diverses classes à l'intérieur du pays (y compris la contradiction, qui était principale, entre le régime féodal et les masses populaires) passent temporairement au second plan et à une position subordonnée. Tel est le cas en Chine dans la Guerre de l'Opium de 1840, la Guerre sino-japonaise de 1894, la Guerre des Yihotouan en 1900 et l'actuelle guerre sino-Japonaise." (1)

1. Mao Tsétoung, op. cit, Tome I, p. 370.

Toutefois, Mao dut batailler ferme pour faire passer sa stratégie, puisque, suite aux événements de 1927, une aile gauche du PCC adopta l'attitude du repli sur soi ou "porte close" (1). Mao l'emporta sur ses adversaires; cependant le PC chinois gardera son autonomie tant politique que militaire dans cette alliance tactique d'unité nationale (2). Il s'agit maintenant d'une guerre de résistance contre le Japon.

Cette unité dans la lutte anti-impérialiste japonaise, devait se faire derrière le leadership du parti communiste chinois. Ce front-uni national anti-japonais sera composé de l'appui général du pays. Tous les individus peut importe leur appartenance de classe, de parti ou d'autres peuvent et doivent se joindre à ce mouvement anti-impérialiste (3).

L'impérialisme américain et le nouveau "Front Uni"

Ayant réussi à abattre les impérialistes japonais grâce au "Front Uni", les communistes chinois ont décidé d'appliquer à nouveau la même stratégie pour s'opposer à l'ennemi des peuples du tiers-monde durant les années 60: l'impérialisme américain (4). C'est Mao qui relance cette politique parce qu'il était déçu de

1. Rajai, Mostafa, Mao Tsétoung on Revolution and War, Anchor Press, Garden City, New-York, 1970, p. 215.
2. Mao Tsétoung, Tome III, op. cit., p. 10
3. Mao Tsétoung, Tome II, op. cit., p. 17
4. La lettre en 25 points confirme selon Shram et D'Encausse qu'à partir de 1963, la Zone principale c'est le Tiers-Monde qui combat l'impérialisme américain, D'Encausse et Shram, op. cit., p. 79.

l'attitude du camp socialiste, ce qui l'incita à regarder vers les peuples du tiers-monde (en particulier en Afrique) qui luttèrent à cette époque contre le colonialisme pour l'obtention de leur indépendance. D'autant plus que Mao pensait alors que la lutte anti-impérialiste conduirait tôt ou tard au socialisme (1).

D'autre part, au moment où éclatait au grand jour le conflit sino-soviétique, notamment à cause de leur différend sur la question de la coexistence pacifique et aussi suite aux événements du U² en Union Soviétique, les communistes chinois ont décidé qu'ils devaient trouver une autre alternative que celle du camp socialiste (L'URSS faisant désormais la paix avec les Etats-Unis) pour combattre énergiquement l'impérialisme américain (2).

Ce nouveau "front uni" international sera selon le vœu même du PC chinois le plus large possible afin d'englober le plus de peuples possibles pour affronter l'ennemi commun, c'est-à-dire l'impérialisme américain. Cette stratégie en politique étrangère est en tout point conforme à celle appliquée par le PC chinois durant la guerre interne où les Chinois s'unirent sur une base temporaire avec le Kuomintang et la bourgeoisie nationaliste (3).

Les Chinois ont dans une très large perspective développé ce

-
1. Bouc, Alain, op. cit, p. 6
 2. Ogunsanwo, Alaba, China's Policy in Africa, 1958-1971, Cambridge University Press, Cambridge, 1974, p. 70
 3. Bouc, Alain, op. cit, p. 6

front uni de manière à accueillir toute personne qui était anti-impérialiste sans pour autant exiger une étiquette socialiste des futurs membres (1). Mao rappelle que toute lutte à l'impérialisme (peu importe laquelle) constitue une partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale (2).

Les communistes chinois qui avaient déjà pactisé en 1936 avec la bourgeoisie nationale chinoise n'hésiteront pas dans un front international à s'associer avec les pays du tiers-monde ayant à leur tête un gouvernement de bourgeoisie nationale dont le rôle serait nouvellement revalorisé (3). De ce point de vue, la Chine veut aider ces pays et les amener à ne compter que sur eux-mêmes en liant indépendance économique et indépendance politique, et, par là, à enrayer l'impérialisme.

"Nous avons toujours sincèrement espéré que par une telle opération économique et technique, nous pourrions aider ces pays à se fier avant tout à eux-mêmes et à développer leurs économies nationales, promouvant ainsi la cause commune de tous les peuples afro-asiatiques, la lutte contre l'impérialisme." (4)

Reconnaissant que des contradictions profondes persistent entre ces pays nationalistes (nouvellement indépendants) et les pays socialistes, les Chinois soulignent que des intérêts communs les lient ensemble,

-
1. Bouc, Alain, op. cit., p. 6.
 2. Ogunsanwo, Alaba, op. cit., p. 114; aussi Carrère d'Encausse et Shram, op. cit., p. 60
 3. Carrère d'Encausse et Shram, op. cit., p. 77.
 4. Ibid., p. 99.

soient la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et leur opposition à l'impérialisme. Les pays nationalistes constituent aux yeux de Pékin une force réelle d'opposition à l'impérialisme.

"Le fait dominant, celui qui est à la base de la politique étrangère chinoise, c'est dans l'affirmation des volontés nationales. Volontés timides ici, agressives là, mais toujours gênantes pour l'impérialisme." (1)

Plus particulièrement, la Chine s'affairera auprès de ces pays pour qu'ils adoptent une position anti-impérialiste de plus en plus ferme tant sur la scène nationale qu'internationale, et à l'intérieur du front-uni dirigé par elle (2). Sur la scène mondiale, elle verra à ce que les pays non-alignés, lors des conférences, s'engagent résolument contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Ce fut le cas notamment lors de la Conférence de Georgetown (Guyanne) en 1972 (3).

La Chine favorise très fortement la lutte armée comme instrument pour faire fonctionner le "Front-Uni". En effet, selon Larkin et Van Ness, les Chinois associent très positivement la lutte armée au Front-Uni (4). La lutte armée est généralement proposée aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine soit le tiers-monde (zone des tempêtes)

1. Bouc, Alain, op. cit., p. 142.

2. Van Ness, Peter, op. cit., p. 56.

3. North, Robert C., The Foreign Relations of China, Dickenson Publishing, Encino (California), 1974, p. 71.

4. Larkin, Bruce, op. cit., p.158-159, Van Ness, Peter, op. cit., p. 56.

pour lutter contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. Cela fait référence selon nous à ce que les Chinois ont développé chez eux comme lutte révolutionnaire.

La Chine suggère aux peuples et aux pays de la "Zone intermédiaire" ⁽¹⁾ c'est-à-dire l'Europe de l'Ouest, le Japon, le Canada et l'Australie de combattre l'interférence, le contrôle et la main-mise des impérialistes américains afin de préserver leur indépendance et leur intégrité ⁽²⁾. Ainsi, la lutte armée et la lutte pour l'indépendance nationale sont les deux composantes de ce "front uni" comme le mentionne Armstrong.

"First, since armed struggle was dealing imperialism direct blow , it had a "front uni" position. Second, it was believed that all "struggles for peace, national independence, democracy, and socialism" were interconnected in the sense that all would meet with opposition from U.S. imperialism." ⁽³⁾

Ces deux groupes faisaient alors partie de la "zone intermédiaire" pour affronter l'impérialisme américain. Mais à partir de 1969, l'Union Soviétique est considérée comme une super-puissance qui veut étendre son hégémonie. Les contradictions changent et l'ennemi principal change aussi.

-
1. Simmonds, John D., China's World; The Foreign Policy of a Developing State, Australian National University Press, Canberra, 1970, p. 152.
 2. Van Ness, Peter, op. cit, p. 64-65.
 3. Armstrong, James D., op. cit, p. 79.

La Chine change d'ennemi principal

Suite aux événements de la Tchécoslovaquie, le IXe congrès du PC chinois, marqué à la fois par un antiaméricanisme et un anti-soviétisme, réaffirma la thèse de la "lutte sur les deux fronts" (1). Ainsi, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique (autrefois l'attaque portait contre le révisionnisme) sont devenus les deux grands ennemis. Ces mêmes événements de Tchécoslovaquie, de même que les incidents frontaliers sino-soviétiques, ont provoqué une pression soviétique de plus en plus grande sur la Chine.

A peine sortie de la Révolution Culturelle et ressentant très fortement la menace soviétique, la diplomatie chinoise voulant rompre l'isolement progressif, s'employa à diversifier les appuis diplomatiques dans le monde afin d'en renforcer sa position sur la scène internationale et d'amorcer un rapprochement avec les Etats-Unis (2). Ce pragmatisme du printemps 1969 était aussi présent sur le plan de la théorie puisque comme le rapporte Fejtö, le journal Drapeau Rouge aurait dans son édition du 14 mars 1969, parlé de la souveraineté des Etats comme d'un "principe universel". De plus, l'intransigeance doctrinale chinoise fera place en 1971 à une attitude qui allie fermeté et flexibilité. La voie du grand rapprochement était alors pavé avec les U.S.A..

1. Fejtö, François, Chine - URSS, op. cit, p. 396.

2. Ibid, p. 403

Une étude publiée en août 1971 dans la presse de Pékin ⁽¹⁾ sous le titre de "Unir le peuple et vaincre l'ennemi" faisait état des nouveaux développements théoriques concernant la notion "d'ennemi principal". L'article, malgré une rhétorique compliquée suggérait en termes voilés que le social-impérialisme soviétique pouvait passer du statut d'ennemi au second degré à celui d'ennemi principal ⁽²⁾.

Ce qui semblait imminent arriva donc en décembre 1972 lorsque le ministre chinois des Affaires étrangères Chi Peng-fei, avait déclaré lors d'une réception à l'ambassade albanaise à Pékin, que le «social-impérialisme est plus fourbe et plus dangereux que l'impérialisme sans déguisements» ⁽³⁾. De plus, le message du Nouvel An publié le 31 décembre 1972 laissait paraître en première page une attaque dirigée d'abord contre le révisionnisme soviétique qu'on accusait de collusion avec les U.S.A. pour se partager le monde ⁽⁴⁾. La Chine venait donc de changer de cap, celui qui était dix ans auparavant son grand "frère" socialiste est alors devenu en 1972 son ennemi principal ⁽⁵⁾.

-
1. Pékin Information, 27 août 1971, cité dans Fejtö op. cit., p. 408.
 2. Fejtö, op. cit., p. 409.
 3. Cité dans Fejtö, op. cit., p. 410
 4. Idem, p. 410.
 5. Hardin, Harry, p. 97, in China's Quest for independence: Policy Evolution in the 1970, edited by Thomas Fingar, Westview Press, Boulder, 256 pages.

Ce nouveau "Front Uni" place l'accent sur l'"ennemi" en tant que "superpuissance hégémonique", sur les Etats plutôt que les peuples. Ce qui est sous-jacent à cette nouvelle stratégie des "Etats", c'est l'accentuation mise sur les luttes politiques, diplomatiques et économiques ⁽¹⁾. Ainsi, la Chine mènera un combat sur tous les fronts contre l'Union Soviétique et son social-impérialisme. Le nouveau "Front Uni" ne se veut pas simplement une réaction à la menace nouvelle mais il se définit plutôt:

"... as attempts to find a new formulation to guide China's international relations that would both enhance China's own status and come terms with the complexity of the world in the 1970s." (2)

Le "Front Uni" doit donc prendre en considération le fait que l'URSS est devenue la première puissance en terme militaire et l'ennemi principal des années 70 ⁽³⁾. L'analyse des contradictions doit en premier lieu présenter la situation et le développement des forces politiques mondiales. La stratégie du "Front Uni" peut alors, en second lieu, s'élaborer en fonction de ce qui aura été déterminé comme étant la contradiction principale et des termes envisagés pour sa solution. Ainsi, la Chine déploie tous les moyens pour combattre le Social-Impérialisme soviétique notamment la mobilisation du tiers-monde.

1. Armstrong, J.D., op. cit, p. 112.

2. Idem

3. Whiting, Allen S., Chinese Domestic Politics and Foreign Policy in the 1970s, Centre for Chinese Studies University of Michigan, Ann Arbor, 1979, p. 26.

Front Uni et Théorie

Derrière le "Front Uni" et son évolution, on peut remarquer le développement de la théorie auquel il s'intègre. En 1947, les soviétiques avaient lancé la théorie des "deux camps" pour contrer l'impérialisme américain. En 1964, c'était au tour des Chinois de présenter la nouvelle "carte" du monde en énonçant la théorie de la "zone intermédiaire" où le tiers-monde est la zone tampon entre les deux camps. Puis en 1974, Mao Tsétoung présenta la théorie des "Trois Mondes" pour expliquer la situation des forces politiques sur le plan international ⁽¹⁾. La théorie des Trois Mondes reprenait et développait la "Politique antihégémonique" de Mao Tsétoung qui avait été adopté lors du 10e congrès du PCC au mois d'août 1973. Cette politique lançait le nouveau front uni contre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, les superpuissances ⁽²⁾.

En 1964, les pays du tiers-monde s'alliaient au camp socialiste pour affronter les tempêtes du camp impérialiste. Le "Front Uni" de 1974 consacre le tiers-monde (avec la disparition du camp socialiste) comme élément principal de la lutte contre l'impérialisme.

Toutefois, le fonctionnement du nouveau "Front Uni" peut poser certaines ambiguïtés lorsqu'on le regarde à la lumière de la théorie des "trois mondes". La principale ambiguïté est que le "Front Uni"

-
1. Fejtő, Chine - URSS, op. cit, p. 312; Wang, James, op. cit, p.244.
 2. Chen, King, C., op. cit, p. 39-41.

doit sa puissance et sa force principale au "troisième monde" alors, qu'actuellement, les Chinois déclarent ⁽¹⁾ que l'Europe est "le point clé stratégique" où le social-impérialisme soviétique tenterait d'assurer son hégémonie. Les Chinois ne nous disent pas comment le "troisième monde" pourra ralentir l'URSS dans ses attaques contre l'Europe de l'Ouest.

La deuxième ambiguïté réside dans la position que pourrait occuper les pays d'Europe de l'Est dans le "Front Uni" proposé par les Chinois. On ne devine pas facilement à quelle catégorie appartiennent les pays d'Europe Orientale. Toutefois, à deux reprises ⁽²⁾ ils mentionnent dans des propos un peu voilés que le second monde aligne tous les pays d'Europe.

"Etant donné que l'Union Soviétique considère l'Europe comme le point clé stratégique, les pays européens, qu'ils soient de l'est ou de l'ouest, se trouvent les premiers à être menacés; ils sont donc tous confrontés au problème crucial de sauvegarder leur indépendance nationale." ⁽³⁾

Toutefois, nous considérons que ces deux régions de l'Europe (Est et Ouest) forment deux entités non homogènes au sein du second monde. Cependant, le fait que les Chinois ⁽⁴⁾ mentionnent si peu

1. Théorie des Trois Mondes, op. cit, p. 56.

2. Ibid, p. 58-60.

3. Ibid, p. 60.

4. Aucune référence dans le discours de Teng Hsiao-p'ing, discours cité dans Chen, King, C., op. cit, p. 85.

l'Europe de l'Est dans ce "Front Uni" laisse entrevoir une certaine distance entre les anciens membres du camp socialiste alors dirigé par l'Union Soviétique.

La théorie des Trois Mondes et la stratégie du "Front Uni" se rejoignent et se complètent donc pour déterminer les comportements de la Chine sur la scène internationale. Le nouveau "Front Uni" traduit en quelque sorte la nouvelle approche que s'est donnée la Chine en matière de relations internationales. Comme ce Front-Uni a pour principal objectif la lutte au social-impérialisme soviétique en faisant appel à d'autres moyens que la révolution armée, il traduit selon Armstrong ⁽¹⁾ un revirement dans l'approche traditionnelle de la Chine en ce qui concerne ses relations sur l'échiquier mondial. La Chine se réaligne donc en fonction du développement des contradictions sur le plan international.

1. Armstrong, James D., op. cit., p. 112.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE PHÉNOMÈNE DU SOCIAL-IMPERIALISME

Dans le chapitre précédent nous avons amorcé l'étude de la politique étrangère chinoise en essayant de tracer le cadre théorique de celle-ci, et, lequel cadre devrait, selon nous, être en mesure de rendre compte de la nature et des comportements de cet Etat socialiste sur le plan extérieur. Nous tenterons dans cette deuxième partie de mettre en évidence le caractère d'originalité de ce phénomène du social-impérialisme.

Les Chinois ont repris et développé les concepts et les théories du révisionnisme et du social-impérialisme à partir des classiques du marxisme (notamment Lénine). Ces théories traduisent en bonne partie les principes de base qui charpentent la politique extérieure chinoise.

Pour être en mesure de bien situer la théorie du social-impérialisme, il nous faudra aborder la théorie du révisionnisme comme facteur explicatif de la thèse avancée sur le social-impérialisme. Quoique ces théories soient au coeur du conflit sino-soviétique, nous n'aborderons pas ce chapitre dans cette problématique, mais nous essaierons plutôt de comprendre et de saisir l'argumentation et la logique chinoises sur le phénomène du social-impérialisme.

1. LE REVISIONNISME

Le révisionnisme n'est pas comme plusieurs le pensent un concept nouveau, pas plus qu'il ne tire son origine du conflit sino-soviétique. Le révisionnisme possède des racines beaucoup plus profondes et plus vastes dans l'histoire du marxisme et de son développement comme phénomène du communisme.

Nous pouvons tenter de poser une première définition du concept "révisionnisme". Le Dictionnaire Politique Soviétique le qualifie ainsi: "Il est une tendance dans le mouvement ouvrier, qui, au service de la bourgeoisie, veut avilir, émasculer et détruire le marxisme par une révision, c'est-à-dire par ordre de réexamen, de distorsion et de négation de ses principes" (1). Le mot révisionniste constitue alors une "épithète flétrissante" que l'on dirige à l'endroit de son camarade-ennemi.

D'autre part, l'auteur Anvar Khamei réussit à présenter dans son étude sur le révisionnisme une définition à la fois simple et complète de ce concept marxiste.

"En vérité, la meilleure définition du révisionnisme se trouve dans le mot même; là où il y a une révision dans une partie de la théorie ou de la pratique marxiste, un changement dans les principes ou le programme d'un parti marxiste, dans ses conceptions philosophiques ou sociologiques, sa tactique, son organisation, même son mode de propagande et d'agitation, nous sommes devant le révisionnisme." (2)

1. Cité dans Anvar Khamei, Le révisionnisme de Marx à Mao, Edition Anthropos, Paris, 1976, p. 7.

2. Anvar, Khamei, op. cit. p. 9.

Si cette définition peut sembler très exhaustive, il nous paraît important toutefois de revenir sur le fond du concept, là où tout le véritable débat s'est établi et cela depuis les différentes utilisations faites du révisionnisme à travers l'histoire du marxisme. Lénine, un des classiques de la théorie marxiste employa ce terme "révisionniste" contre les marxistes qui critiquaient certaines conceptions philosophiques (1). Il précise d'ailleurs ce qu'il entend par révisionnisme dans l'une de ses premières interprétations du phénomène.

"La révision des formes du matérialisme d'Engels, la révision de ses postulats de philosophie naturelle, n'a rien de révisionniste au sens sacré du mot; le marxisme l'exige au contraire. Ce n'est pas cette révision que nous reprochons aux adeptes de Marx, c'est leur procédé purement révisionniste qui consiste à modifier l'essence du matérialisme en feignant de n'en critiquer que la forme." (2)

Les propos de Lénine, alors théoricien et dirigeant communiste, évoquent déjà au début du siècle une lutte interne au sein du mouvement communiste international. Il a lui-même qualifié la forme du révisionnisme comme étant «un courant hostile au marxisme au sein du marxisme» (3).

Le révisionnisme aurait selon Trapenznikov (4) quatre phases

-
1. Anvar, Khamei, op. cit., p. 9.
 2. Lénine, Matérialisme et Empiriocriticisme, p. 228, cité dans A. Khamei, op. cit., p. 11.
 3. Lénine, V., Tome 15, p. 28, cité dans V. Gravnov, Le révisionnisme de droite, op. cit., p. 3.
 4. Fejtő, François, L'héritage de Lénine, Casterman, Paris, 1973, p. 182.

historiques qu'il identifie comme suit:

- 1) Critiques bourgeoises du marxisme vers le milieu du XIXe siècle
- 2) le révisionnisme de Bernstein et de Kautsky
- 3) l'opposition de gauche et de droite en Russie après la mort de Lénine
- 4) le révisionnisme contemporain.

Dans ces quatre périodes, nous retiendrons la deuxième et la quatrième en raison de leur importance et de leur acuité pour notre étude sur la politique extérieure chinoise.

L'époque de Lénine et de la IIe Internationale fut caractérisée par des luttes idéologiques au sein des différents partis communistes et à l'intérieur même de la IIe Internationale. L'ancien révisionnisme soit celui de Edouard Bernstein et de Karl Kautsky, des autrichiens Otto Bauer et Victor Adler ⁽¹⁾ a constitué une crise majeure qu'a subie le communisme et le mouvement international communiste tout entier. La polémique que Lénine a amorcé sur les positions de Kautsky et des autres chefs socialistes de la IIe Internationale, a entraîné la division entre bolcheviks et socialistes, et, plus encore, elle a causé la mort de la IIe Internationale.

1. Fejtő, François, L'héritage de Lénine, op. cit, p. 181-182; Voir aussi Faris, Ralph M., Revisionist Marxism: The opposition Within, B.R. Grüner, Amsterdam, 1974, p. 8.

Lénine, dans la critique qu'il faisait des révisionnistes, disait de ceux-ci qu'ils dépouillent le marxisme de son contenu révolutionnaire pour aboutir à un opportunisme et à un réformisme petit-bourgeois social-démocrate ⁽¹⁾. Les révisionnistes ont voulu réorienter le marxisme notamment dans ses bases propres et fondamentales en abdiquant sur certains points tels que la dictature du prolétariat, la lutte des classes et la théorie léniniste de la révolution ⁽²⁾. On obtenait alors qu'un marxisme dilué à tel point que les fondements de cette nouvelle théorie étaient plus près des intérêts des capitalistes que ceux du prolétariat.

Lénine n'a pas cessé de pourfendre ceux qu'il qualifiait de social-traîtres (Kautski, Bauer et Cie), c'est-à-dire des socialistes en paroles, traîtres dans les faits au prolétariat et au mouvement ouvrier. Plus loin il en parlera comme des social-chauvins, en d'autres mots que ces socialistes sont des amis de la classe ouvrière en paroles, mais en fait des laquais de «leur» bourgeoisie nationale ⁽³⁾.

Ce qui semble caractériser toute cette lutte, c'est, d'une part, un groupe qui derrière Lénine et le parti bolchevik affirme le caractère révolutionnaire de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, et, de l'autre côté, les socialistes et les sociaux-démocrates qui veulent ramener le marxisme à une position modérée niant le

1. Lénine, op. cit., Tome 28, p. 238.

2. Fejtö, François, L'héritage de Lénine, op. cit., p. 184.

3. Lénine, op. cit., Tome 29, p. 505.

caractère violent et révolutionnaire de la lutte de classe. Lénine reconnaît que cet état de lutte de classe n'est pas saisi par ceux qu'il qualifie de révisionnistes:

"Voilà ce que n'ont pas compris les chefs «révolutionnaires» de la IIe Internationale, tels que Kautsky en Allemagne, Otto Bauer et Friedrich Adler en Autriche, qui pour cette raison se sont révélés des réactionnaires, les défenseurs de l'opportunisme et de la sociale-trahison." (1)

Le Kautskisme

Après la mort de Marx et d'Engels, l'héritage des fondateurs du marxisme est déchiré selon Henri Chambre. Il mentionne que les querelles surgissent quant à la manière de l'interpréter et de le prolonger au sein même des leaders marxistes. D'une façon très profonde, ils en remettent en cause les fondements.

"Ce ne sont plus des socialistes plus ou moins idéalistes comme E. Dühring qui réagissent. Des marxistes qui avaient jusqu'alors accepté l'essentiel des idées de K. Marx critiquent certaines thèses maîtresses." (2)

Si le conflit a éclaté dans le camp marxiste, soit celui de la IIe Internationale, certains personnages dominent les débats d'alors. Il s'agit principalement de Karl Kautsky et également d'Edouard Bernstein. Lénine s'est violemment pris contre Kautsky qu'il accuse de vider le marxisme de son contenu et de le transformer en opportunisme.

1. Lénine, op. cit., Tome 31, p. 16.

2. Chambre, Henri, De Karl Marx à Lénine et Mao Tsétoung, Paris Aubier Montaigne, 1976, p. 217.

Lénine qualifie ainsi le mouvement révisionniste engendré:

"Le Kautskisme n'est pas dû au hasard, c'est le produit social des contradictions de la IIe Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée de fait à l'opportunisme." (1)

C'est donc ce courant "hostile au marxisme" que Lénine s'est employé à combattre dans ses nombreuses interventions pour le parti bolchévik contre la IIe Internationale. Alors qu'il avait reconnu le caractère essentiel de la critique au sein du marxisme, il a poursuivi sa lutte au révisionnisme qui va dans le sens contraire du marxisme et qu'il s'oppose en définitive à la révolution prolétarienne que propose le parti bolchévik. Il importait donc de mettre un terme à cette hérésie qui avait pris naissance au sein de la social-démocratie allemande et qui était devenue selon Lénine l'idéologie officielle de la IIe Internationale (2).

Le révisionnisme contemporain ou moderne

Le révisionnisme a, en tant que concept, subi une évolution considérable au sein de la pensée marxiste. Nous avons mentionné précédemment les quatre phases, tel que nous le proposait l'auteur Trapeznikov; la quatrième phase proposée par ce dernier a été identifiée comme étant celle du révisionnisme contemporain ou moderne.

1. Lénine, op. cit., Tome 28, p. 237.

2. Fejtö, F. L'héritage de Lénine, op. cit., p. 182.

Ce courant révisionniste dit "moderne" prendra naissance après la deuxième guerre mondiale suite à la formation de plusieurs états socialistes qui mettront à l'épreuve la vision du modèle unique quant au développement du marxisme et de son application. C'est principalement dans la période qui suivit la mort de Staline que les chefs d'Etat tels que Gomulka, Mao, Tito furent tentés d'adopter une voie "personnelle" pour l'application du marxisme-léninisme dans leur pays.

D'autre part, selon François Fejtö ⁽¹⁾, ce n'est que vers 1956, que le concept du révisionnisme moderne fera son apparition tel que nous le connaissons actuellement dans le vocabulaire marxiste. La conférence de Moscou en 1957, réunissant les partis communistes internationaux, avait pour but bien précis de s'attaquer au révisionnisme au sein du monde communiste.

Les années 1956-57 qui ont été marquées par le XX^e Congrès du PC Soviétique, de l'Octobre Polonais et de l'insurrection hongroise, ont fait naître une certaine inquiétude au sein du mouvement communiste concernant les déviations du développement du communisme dans les pays socialistes.

Ce nouveau mouvement idéologique au sein des partis communistes a, lors de la dite Conférence de Moscou de 1957, été largement circonscrit. On peut le définir ainsi:

1. Fejtö, F. L'héritage de Lénine, op. cit., p. 181.

"C'est un courant idéologique surgi à l'intérieur des partis communistes au pouvoir, qui éprouvaient des difficultés à surmonter les contradictions entre le développement socio-économique et le contrôle centralisé de la dictature." (1)

L'enjeu, ou la situation, apparaît dès lors fort différent de ce qui avait prévalu à l'époque de Bernstein, Bauer et Cie. En effet, le mouvement qui tend à modifier les bases du communisme et surtout son application dans la pratique politique, est celui dirigé par un parti communiste détenant le pouvoir et exerçant son autorité dans un Etat communiste. C'est là toute la problématique du révisionnisme contemporain, celle qui remet en cause les orientations et le développement futur du marxisme, non seulement en théorie mais surtout sur le plan de la pratique. C'est la remise en question des structures et des politiques liées au développement du socialisme au sein des Etats socialistes déjà existants.

Le concept chinois du révisionnisme

Dans la pensée chinoise, il existe un postulat de base en ce qui concerne leur idéologie marxiste. Citant Staline, les Chinois indiquent que le léninisme est le marxisme de notre temps, celui de l'ère de l'impérialisme (stade suprême du capitalisme) et de la révolution prolétarienne (2). Il s'agit en quelque sorte des paramètres chinois

-
1. Fejtő, F., *L'héritage de Lénine*, op. cit., p. 183.
 2. *Leninism or Social-Imperialism*, Foreign Languages Press, Peking, 1970, p. 2.

d'un communisme authentique par opposition à ce qui s'en écarte: le révisionnisme.

Dans la logique chinoise, c'est avec Lénine (et sa pensée) que l'on peut poursuivre le vrai marxisme, qu'on défend les intérêts du prolétariat et du mouvement ouvrier en général. Hors de Lénine, point de véritable marxisme. Le marxisme-léninisme devient alors vérité universelle.

Les dirigeants chinois avouent qu'ils ont toujours soutenu et défendu le marxisme-léninisme ⁽¹⁾. Ils soutiennent que son application a permis de changer le visage de la Chine, de transformer celle-ci en un pays socialiste, maintenant puissant et prospère.

"We Chinese Communists and the Chinese people will never forget that it was precisely in Leninism that we found our road to liberation." (2)

Les Chinois affirment d'autre part qu'après la mort de Lénine, le camarade Joseph Staline a accepté et défendu les principes du Léninisme ⁽³⁾. Staline aurait, selon eux, poursuivi le socialisme en Union Soviétique dans la bonne voie c'est-à-dire celle tracée par Lénine. Malgré quelques erreurs de parcours, Staline demeure un grand marxiste-léniniste. Joseph Staline meurt en 1953. Son succes-

1. Mao Tsétoung: Sur la dictature démocratique du peuple, cité dans *Leninism or Social-Imperialism*, op. cit., p. 4.

2. *Leninism or Social-Imperialism*, op. cit., p. 3-4.

3. Idem, p. 3-4.

seur, Nikita Khrouchtchev, amorce son leadership par un style et un programme nouveaux.

Khrouchtchev débute son nouveau mandat lors du 20e Congrès du PC Soviétique en 1956 en mettant de l'avant la déstalinisation, c'est-à-dire en dénonçant et condamnant les crimes et les erreurs commis par le camarade J. Staline. Or, F. Fejtö rapporte que les Chinois établissent le début de leurs brouilles idéologiques lors de ce même 20e congrès, où les soviétiques y auraient manifesté une attitude trop autocratique concernant le mouvement communiste en général (1).

Non seulement les Chinois considéraient-ils que Khrouchtchev s'était montré-intransigeant envers les autres partis communistes, mais encore qu'il avait attaqué sans consultation une très grande figure du marxisme. Plus tard, il introduisait lors du 22e Congrès la notion du développement pacifique menant au socialisme, et, surtout la détente ou la coexistence pacifique entre les pays socialistes et les pays communistes. Khrouchtchev est parvenu à mettre bien en place ses idées au sein du P.C.U.S. et en développer une ligne politique que les Chinois jugent incorrecte.

"La ligne révisionniste est une ligne erronée qui aide à aggraver le danger d'une nouvelle guerre. Elle est celle que les dirigeants du P.C.U.S. ont graduellement développé depuis son XXe congrès." (2)

-
1. F. Fejtö, L'héritage de Lénine, op. cit., p. 168.
 2. Deux lignes différentes dans la question de la guerre et de la paix (V), p. 2, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1963.

Cette ligne révisionniste s'est développée très rapidement au sein du P.C.U.S.. Sur le plan idéologique, la direction de ce parti a amorcé de nombreux changements fondamentaux sur le plan de la théorie marxiste atteignant un haut niveau de modifications lors du XXII^e congrès du P.C.U.S..

"Au XXII^e congrès du P.C.U.S., la clique révisionniste de Khrouchtchev a érigé son révisionnisme en un système complet en parachevant ses théories antirévolutionnaires de "co-existence pacifique", en proclamant que la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire en Union Soviétique et en formulant l'absurde théorie de l'Etat du peuple tout entier "et du" parti du peuple tout entier." (1)

Après avoir fait l'analyse et la critique de ces deux congrès, les Chinois sont parvenus à formuler une définition de ce qu'ils entendent par révisionnisme moderne au sein des partis communistes existant dans les pays socialistes.

"La caractéristique du révisionnisme, c'est qu'il adopte les positions de la bourgeoisie pour attaquer le prolétariat en niant les classes et la lutte de classe, et transforme la dictature du prolétariat en une dictature de la bourgeoisie." (2)

A travers une longue série de lettres et d'échanges entre les partis communistes chinois et soviétiques, les dirigeants chinois

1. Le pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons qu'il donne au monde, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1965, p. 7.

2. Idem, p. 15.

(Mao Tsétoung en particulier) ont pris position non seulement sur le mouvement communiste en général mais également sur la direction du communisme en Union Soviétique. Mao a d'abord indiqué que "la prise du pouvoir par le révisionnisme signifiait en définitive la prise du pouvoir par la bourgeoisie". Il a également ajouté que l'Union Soviétique d'aujourd'hui, (c'est-à-dire en 1962 et sous Khrouchtchev) est sous la dictature de la bourgeoisie (1).

Certes, les Chinois étaient inquiets de la tangente prise par l'Union Soviétique vers la restauration du capitalisme, mais ils ont exprimé leurs craintes quant à l'influence que l'Union Soviétique tentait de répandre (propager) sur le mouvement communiste en général et les partis frères.

"La direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Khrouchtchev en tête, voulait imposer sa ligne révisionniste aux partis frères." (2)

Pour les Chinois, le cheminement et la direction du mouvement communiste international, et en particulier pour les partis communistes au pouvoir, constituent des éléments fondamentaux de la politique chinoise sur le plan externe. Aussi souhaitent-ils que leurs conceptions du marxisme (et du monde) puissent avancer et pénétrer au sein du mouvement. Ils ne se contentent plus d'être consultés pour la forme par les représentants du Kremlin qui se sont toujours accordés

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 14.
2. Luttons jusqu'au bout contre le révisionnisme Khrouchtchévien, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1965, p. 1.

le rôle principal de leadership en ce qui concerne le communisme et son évolution dans le monde.

A ce propos, il appert selon la thèse chinoise sur le révisionnisme que les deux congrès, le 20e et le 22e, du Parti Communiste d'Union Soviétique ont permis l'établissement en URSS d'une ligne politique complètement révisionniste, et, totalement contraire aux Déclarations de 1957 et de 1960 des Partis Communistes réunis à Moscou, et également radicalement opposés aux principes révolutionnaires qui y furent établis lors de ces conférences (1).

Les nombreux échanges qui eurent lieu entre le PC chinois et le PC soviétique dans les années 1960 et 1963 témoignent de l'importance qui est accordée aux aspects théoriques concernant le marxisme et son évolution par les deux partis directement concernés par le leadership qui doit être assumé pour le mouvement communiste international.

1. Pékin Information, 14 juillet 1969, p. 27.

Du révisionnisme soviétique au social-impérialisme

Nous avons vu sommairement la position chinoise sur le révisionnisme dans la section précédente. Nous tenterons ici d'établir les diverses composantes du révisionnisme soviétique qui mènent jusqu'au concept du social-impérialisme. Ces deux concepts sont inséparables si l'on veut parvenir à analyser la vision que possède ou adopte la Chine sur le monde et sur l'Union Soviétique plus particulièrement, puisque l'URSS constitue pour les Chinois la contradiction principale à laquelle font face tous les pays et peuples du monde.

A travers cette critique virulente de la part des Chinois vis-à-vis l'Union Soviétique se dessine également une image qu'ils aimeraient projeter. Ainsi, l'URSS ne serait donc plus socialiste, elle serait entrée dans le camp de l'impérialisme. Alors, si l'Union Soviétique n'est plus le chef de file du marxisme et du socialisme, la Chine peut très aisément revendiquer son authenticité et sa fidélité au marxisme-léninisme et s'afficher comme étant "le modèle" du socialisme, et, également le parti communiste ayant la ligne politique "la plus juste".

Toutefois, avant d'en arriver à se présenter comme étant le modèle communiste authentique, les Chinois ont procédé à l'analyse du révisionnisme soviétique, lequel n'avait d'autre alternative que de déboucher sur l'impérialisme, encore appelé dans le cas de l'URSS, le social-impérialisme. Nous verrons donc le déroulement

des diverses phases (ou événements) qui ont selon les Chinois conduit à la restauration du capitalisme en URSS et qui, par conséquent a mis fin à un mode de production basé sur l'égalité et le collectivisme.

Nous examinerons de plus près les événements du XXe et du XXIIe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et surtout la critique chinoise faite sur Khrouchtchev et sur la ligne politique. Nous étudierons également ce que les Chinois ont appelé les thèses de Brejnev. Nous pourrions alors mieux saisir la continuité dont fait état la Chine lorsqu'elle parle du révisionnisme soviétique qui se poursuit encore au sein du PCUS et de l'Etat soviétique.

Révisionnisme Khrouchtchévien

Suite à la mort de Staline, un certain vide politique s'est créé par l'effacement d'une figure qui avait exercé son pouvoir pendant plus de trente ans sur l'Union Soviétique. Staline s'est imposé comme dirigeant de l'Etat (industrialisation et collectivisation) comme chef de Parti, comme idéologue et comme chef d'Etat (2e guerre Mondiale, partage de l'Europe, Guerre froide). Durant ces nombreuses années, des échecs et des succès se cotoyaient très largement. Un homme décide cependant de présenter "le" bilan de Staline au pouvoir. C'est Nikita Khrouchtchev qui lors du XXe congrès du P.C.U.S. en 1956, profitera de l'occasion pour retirer à Staline sa couronne et ses lauriers. C'est la déstalinisation.

Le XX^e Congrès du P.C.U.S.

Lors du XX^e congrès du PCUS tenu à Moscou en 1956, Khrouchtchev aurait profité de l'occasion, selon les Chinois, pour prendre le pouvoir du PC et de l'Etat soviétiques. Toutefois, ce n'est qu'après 1959 qu'une véritable critique sera entreprise chez les "puristes" du communisme.

"Ce n'est qu'après 1959, que les Chinois et les Albanais élaboreront l'image de Khrouchtchev traître-renégat qui n'aurait renversé le culte de Staline que pour usurper sa place et corrompre le léninisme par un opportunisme éhonté." (1)

N'ayant pas réagi immédiatement lors du XX^e congrès concernant la déstalinisation, puisque Khrouchtchev avait accepté de dénoncer le chauvinisme grand-russe de Staline à l'égard de la Chine, les dirigeants du PC chinois n'ont pas tardé à prendre leurs distances idéologiques vis-à-vis la nouvelle direction de l'Union Soviétique. Ils l'ont clairement exprimé en parlant du révisionnisme et de ses composantes:

"The special characteristics of revisionism are: on the pretext of opposition to doctrinairism, on the pretext of opposition to the mistakes of Stalin... the signifiante of Marxism-Leninism as a universal truth is denied."

(2)

1. Fejtő, F., L'héritage de Lénine, op. cit, p. 178.

2. Etude théorique, février 1957, cité dans Simmonds, John D., op. cit, p. 179.

Lors du XX^e Congrès du P.C.U.S., les grands principes marxistes ayant subi les foudres du nouveau leadership soviétique, les Chinois acceptaient mal les réorientations subites des dogmes marxistes notamment celles sur la coexistence pacifique et sur la dictature du prolétariat. La rupture entre les deux PC, chinois et soviétique, semble s'être consacrée en 1960 lors de la Conférence des partis communistes ouvriers lorsque la Chine s'est opposée à la formulation de la nouvelle théorie et du nouveau concept "d'Etat de démocratie nationale" qui, comme le fait remarquer Jacques Levesque, implique la transition pacifique au socialisme éliminant ainsi la dictature du prolétariat (1).

Les Chinois pouvaient difficilement être à l'aise dans une politique prônant la détente entre les blocs pour la paix internationale, alors que l'impérialisme américain continue selon eux à aggraver les peuples du monde entier. Cette ligne politique s'opposait à "leur" stratégie du "front uni". L'un désirant la détente (URSS) et l'autre désirant riposter aux agressions impérialistes (2). On peut rattacher à cela la proposition que Khrouchtchev fera proclamée en 1961, à l'effet que le parti communiste soviétique, avant-garde de la classe prolétarienne soit devenu le parti du peuple tout entier (3).

-
1. Levesque, Jacques, L'URSS et la révolution cubaine, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, 1976, p. 76
 2. Gittings, John, The World and China, 1922-1972, Eyre Methuen, London, 1974, p. 220.
 3. Fejtő, F., L'héritage de Lénine, op. cit, p. 185.

Cette conception tant interne qu'externe du marxisme-léninisme ne pouvait satisfaire les dirigeants du PC chinois.

Le XXII^e Congrès du P.C.U.S.

Le XXII^e congrès du PCUS avait pour principale mission de consolider le leadership de l'équipe dirigeante de Khrouchtchev et surtout de consacrer les nouvelles politiques élaborées lors du XX^e congrès. Les Chinois ont d'ailleurs explicitement fait part de leurs points de désaccord à propos de cet événement et des réorientations mises en place par les Khrouchtchev et associés pour l'Union Soviétique et le mouvement communiste international.

"Au XXII^e congrès du P.C.U.S., la clique révisionniste de Khrouchtchev a érigé son révisionnisme en un système complet en parachevant ses théories anti-révolutionnaires de "coexistence pacifique", de "compétition pacifique" et de "passage pacifique" en proclamant que la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire en Union Soviétique et en formulant l'absurde théorie de l'Etat du peuple tout entier "et du" parti du peuple tout entier." (1)

Il appert selon la thèse chinoise que les deux congrès (XX^e et XXII^e) du parti communiste d'Union Soviétique ont permis l'établissement d'une ligne politique complètement révisionniste et totalement contraire aux Déclarations de 1957 et de 1960 des partis communistes réunis à Moscou. Les dirigeants de Pékin ont vertement dénoncé l'attitude et les orientations révisionnistes de la doctrine marxiste-

1. Le pseudo-communisme de Khrouchtchev, op. cit., p. 7.

léniniste et les principes révolutionnaires des deux Déclarations (1).

Les Chinois considèrent que les révisionnistes Khrouchtcheviens n'ont pas respecté l'unité des partis communistes et des pays socialistes devant reposer sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

Ils accusent aussi les soviétiques de faire preuve de chauvinisme de grande puissance vis-à-vis les partis et les pays frères. En conséquence, le parti communiste chinois dit avoir engagé avec les autres partis marxistes-léninistes une lutte des plus dures contre la clique révisionniste de Khrouchtchev, et défendu la pureté du marxisme-léninisme (2). La lutte idéologique au niveau des partis est donc des plus vives suite à ces deux congrès, d'autant plus que les Chinois sentaient que Khrouchtchev et sa clique dirigeante voulaient en imposer aux partis frères.

Khrouchtchev et le coup d'Etat

Les dirigeants chinois ont identifié le responsable du révisionnisme en Union Soviétique: Nikita Khrouchtchev. Selon eux, si le PCUS et l'Etat soviétique sont devenus révisionnistes, cela n'est pas le fruit du hasard. Bien au contraire, Khrouchtchev en tête et sa clique de "renégats" auraient dans la logique des Chinois dépouillé

1. Les dirigeants du P.C.U.S. traîtres aux deux Déclarations, Edition en Langues Etrangères, Pékin, 1973, p. 2.

2. Ibid, p. 1 à 14.

l'Union Soviétique du communisme pour le remplacer par un révisionnisme menant à la restauration du capitalisme (1).

Les Chinois déclarent sans ambage que Khrouchtchev a de l'intérieur usurpé par un coup d'Etat de Palais le pouvoir du parti et de l'Etat communistes d'Union Soviétique (2) pour mettre en oeuvre ses propres politiques contre-révolutionnaires et anti-prolétariennes. Il s'agit selon eux d'un coup d'Etat pour renverser le prolétariat et y installer la dictature de la bourgeoisie (3).

Khrouchtchev apparaît donc comme l'homme qui a permis aux éléments bourgeois de la société soviétique de réintégrer les postes clés de l'Etat et du parti, pour lentement se constituer en une couche privilégiée de la population, c'est-à-dire de la bourgeoisie. La clique dirigeante révisionniste Khrouchtchevienne se serait faite alors le défenseur des intérêts politiques et économiques de cette nouvelle classe bourgeoise et aurait entrepris la restauration du capitalisme en Union Soviétique. Cette situation ne peut s'expliquer par le fait d'un seul homme, mais plutôt par les contradictions existantes au sein de l'Union Soviétique (4).

La vive polémique entre les deux partis communistes chinois et soviétique concernant l'orientation du mouvement communiste international n'était pas encore terminée (et par conséquent l'échange

1. Le pseudo-communisme de Khrouchtchev, op. cit., p. 7.

2. Pékin Information, 14 juillet 1969, p. 27.

3. Fejtő, F., L'héritage, op. cit., p. 178.

4. Luttons jusqu'au bout contre le révisionnisme Khrouchtchévien, op. cit., p. 14

de lettres) que Mao Tsétoung prit position contre le révisionnisme et la nouvelle société bourgeoise en Union Soviétique lors de deux discours en mai et juin 1962:

"La prise du pouvoir par le révisionnisme signifie la prise du pouvoir par la bourgeoisie"

"L'Union Soviétique d'aujourd'hui est sous la dictature de la bourgeoisie." (1)

Les Chinois ont également élaboré sur ces deux déclarations lorsqu'ils parlent du révisionnisme moderne au sein des partis communistes dans les pays socialistes et ils nous éclairent davantage sur le concept même du révisionnisme:

"La caractéristique du révisionnisme, c'est qu'il adopte les positions de la bourgeoisie pour attaquer le prolétariat en niant les classes et la lutte des classes, et transforme la dictature du prolétariat en une dictature de la bourgeoisie."
(2)

A partir de juillet 1964, la Chine a clairement exposé dans le "Pseudo-Communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne du monde" que les dirigeants du parti communiste soviétique et ceux de l'Etat d'Union Soviétique sont révisionnistes, que c'est maintenant la bourgeoisie qui impose ses volontés, sa dictature au prolétariat, qui assume en quelque sorte la restauration du capitalisme en URSS. Les Chinois ne fournissent cependant pas un bon

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 14

2. Le pseudo-communisme de Khrouchtchev, op. cit., p. 15.

éclairage sur la situation ayant permis au révisionnisme de s'installer en URSS.

Il aurait été intéressant que les idéologues chinois nous fassent connaître le processus ayant permis la venue de Khrouchtchev et de son révisionnisme au pouvoir. Dire que cela est le résultat des contradictions au sein de l'Union Soviétique est certes une source importante de renseignements de l'activité politique et même sociale au sein de l'URSS. Toutefois, certaines interrogations persistent puisque les Chinois ne nous donnent pas d'indication plus spécifique sur les contradictions en URSS, pourquoi un tel phénomène est possible au sein du parti communiste, et enfin, comment expliquer que les masses (ou prolétariat) ne se sont pas révoltées contre ce "coup d'état" de l'intérieur.

Nous pouvons à ce stade-ci mentionner que le comment et le pourquoi de l'établissement d'une ligne politique révisionniste en Union Soviétique (et par extension aux pays de l'Europe de l'Est dits satellites) ne nous a pas encore été démontré de manière à comprendre le phénomène lui-même. Il s'agit là d'une lacune fort importante dans l'analyse du révisionnisme et du social-impérialisme. Les Chinois ont amplement fait état dans leurs textes des divergences idéologiques avec le PC Soviétique portant sur des concepts tels que dictature du prolétariat, coexistence pacifique, etc. Certes, cela est utile pour comprendre l'évolution idéologique des deux PC et leurs différences. Toutefois, le lecteur peut diffi-

cilement bien connaître les raisons du glissement de l'URSS dans le révisionnisme et dans le capitalisme selon le discours chinois.

Brejnev: successeur de Khrouchtchev

En 1964, des échecs économiques et des dissensions politiques ont amené le PCUS à limoger Nikita Khrouchtchev. Ses successeurs, Léonid Brejnev et Alexis Kossyguine, ont selon les Chinois réaffirmé leur volonté de poursuivre les mêmes politiques déjà établies sous le règne de Khrouchtchev.

"Ils ont déclaré à maintes reprises que la ligne définie par les XX^e et XXII^e Congrès et le programme du PCUS a été, est et restera "la seule et inébranlable" ligne de leur politique intérieure et extérieure." (1)

Les dirigeants du PC chinois ont ajouté que les remplaçants de Khrouchtchev faisaient partie de son équipe, et que leur carrière politique est inséparable de ce dernier (2). Le révisionnisme Khrouchtchévien se poursuit toujours sans son fondateur. Les idées politiques sont également les mêmes. Aussi les Chinois font le rapprochement entre les thèses de Trotsky, Bauer et Bernstein et cie, et, celles avancées par Khrouchtchev, Brejnev et cie. Ils clament que la philosophie de ces deux groupes est la même soit celle de réviser le marxisme dans ses bases fondamentales en le vidant de tout contenu révolutionnaire. Une différence persiste cependant; elle

1. Luttons jusqu'au bout contre le révisionnisme Khrouchtchévien, op. cit, p. 13.
2. Idem, p. 16.

réside dans le fait que les révisionnistes de l'époque de Lénine n'étaient pas au pouvoir dans un pays socialiste contrairement à Khrouchtchev et Brejnev. C'est là selon nous une distinction fondamentale entre le révisionnisme de la IIe Internationale et le révisionnisme moderne.

Si les nouveaux dirigeants du PCUS ont emboîté le pas déjà tracé par Khrouchtchev pour accélérer la restauration de l'Union Soviétique en un Etat capitaliste⁽¹⁾, ils ont, selon les Chinois, choisi d'imposer leur pouvoir révisionniste par des méthodes fascistes ayant recours à la police, à l'armée, aux prisons, etc⁽²⁾.

De plus, Brejnev et cie auraient d'abord fait dégénérer le parti prolétarien en un parti bourgeois, en un instrument de dictature fasciste pour exercer la répression sur les masses⁽³⁾. Ils se serviraient également de la théorie du "Peuple tout entier" pour masquer leurs véritables intentions de social-fascisme⁽⁴⁾.

Les contradictions au sein de l'Union Soviétique seraient nombreuses et aiguës selon la thèse chinoise, ce qui rendrait instable la position de la clique révisionniste dirigeante de Brejnev et cie. De plus, les Chinois considèrent la situation comme étant désastreuse

1. De l'Unité d'Action de la nouvelle direction du P.C.U.S., op. cit, p. 32.

2. Quotidien du peuple, 7 juin 1969 in: Fejtő, François, Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires, Castelman, Paris, 1971, p. 15.

3. Pékin Information, no. 28, le 14 juillet 1969, p. 27.

4. Pékin Information, no. 6, le 17 février 1969.

pour la clique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pour se maintenir, les Chinois prétendent que la clique de Brejnev utilise à l'intérieur le social-fascisme, et, à l'extérieur elle exerce le néo-colonialisme ⁽¹⁾. Ce dernier dégènera progressivement en social-impérialisme.

Le révisionnisme soviétique à l'extérieur

Les nouveaux dirigeants ont, soutient Pékin, mis en place des politiques extérieures conformes aux intérêts de cette nouvelle couche bourgeoise dans la perspective de la restauration du capitalisme. Ces politiques extérieures seraient au dire des Chinois totalement contraire à l'internationalisme prolétarien, principe que doit défendre tout état socialiste. Les Soviétiques ont opposé la "coexistence pacifique" comme ligne générale de leur politique extérieure ⁽²⁾.

Dans la quatrième (IV) lettre que les Chinois adressent au PCUS ⁽³⁾, la Chine tente de démontrer que les politiques khrouchtchéviennes de coexistence pacifique et de compétition pacifique ne feraient que supporter le nouveau colonialisme dont le maître d'oeuvre serait l'impérialisme américain. Défenseurs du néo-colonialisme, les révisionnistes soviétiques seraient pour Pékin ceux qui freinent l'élán révolutionnaires des peuples du tiers-monde en s'opposant à la guerre de libération nationale de peur que cela provoque l'étincelle pouvant

1. Pékin Information, n° 2, janvier 1969.

2. Deux politiques de coexistence pacifique, op. cit., p. 26.

3. Des défenseurs du Néo-Colonialisme, Editions Langues Etrangères, Pékin, 1963, 38 pages.

entraîner une 3e guerre mondiale.

Pour le parti communiste chinois, les politiques de la clique de Brejnev sur la question nationale et coloniale sont le pendant des politiques des dirigeants de la IIIe Internationale en ce qu'elles servent aussi l'impérialisme. Cette fois-ci c'est le néo-colonialisme qui est soutenu par les révisionnistes modernes (1). Les Chinois ajoutent à cette thèse que les révisionnistes soviétiques sont des agents de l'impérialisme dans les rangs du mouvement ouvrier international (2).

C'est à la politique soviétique dite «d'aide» aux pays nouvellement indépendants que les Chinois s'en prennent particulièrement. Cette politique contredit à leurs yeux le principe de l'internationalisme prolétarien.

"Les dirigeants du PCUS adoptent souvent une attitude faite de chauvinisme de grande puissance et d'égoïsme national dans leur aide aux pays nouvellement indépendants, et portent préjudice aux intérêts économiques et politiques des pays bénéficiaires d'où le discredit jeté sur les pays socialistes." (3)

Si le thème du néo-colonialisme apparaît fondamental aux yeux des Chinois, le cas de l'Inde leur apparaît comme le meilleur exemple pour illustrer cette «aide» néo-coloniale. La Chine semble mettre beaucoup l'accent sur les relations entre l'URSS et son voisin

-
1. Des défenseurs du Néo-Colonialisme, op. cit., p. 34.
 2. Idem, p. 37.
 3. Idem, p. 10.

immédiat l'Inde. Les motifs cachés de l'aide soviétique ne seraient que plus évidentes selon Pékin ⁽¹⁾. Elle parle de l'Inde comme un cas où l'URSS avait reçu l'approbation des USA pour y imposer son "aide" pour des motifs néo-colonialistes et servir des fins anti-chinoises ⁽²⁾. Cette dernière expression nous ramène au conflit entre l'Inde et la Chine où l'Union Soviétique avait accordé son appui à l'Inde laissant ainsi de côté son allié socialiste, son frère naturel ⁽³⁾.

En 1965, les Chinois commencèrent déjà à parler d'une véritable coopération soviéto-américaine pour la domination du monde ⁽⁴⁾. En 1966, ils déclarèrent ouvertement:

"La coopération soviéto-américaine en vue de la domination sur le monde constitue l'essence même de la politique révisionniste Khrouchtchévienne." ⁽⁵⁾

Pour l'analyse chinoise, il apparaît très clairement que les deux superpuissances URSS et USA sont en train de se livrer à un partage des pays du monde, principalement les pays du tiers-monde. Or, cette répartition du tiers-monde entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis s'harmonise parfaitement avec la théorie du front uni.

-
1. Pékin Information, no. 30, le 16 juillet 1969, p. 25.
 2. Des défenseurs du Néo-Colonialisme, op. cit., pp. 10-11.
 3. Fejtő, F., L'Héritage de Lénine, p. 210 et Levesque, Jacques URSS-Cuba, p. 76 aussi De l'Unité d'action de la nouvelle direction du PCUS, Editions Langues Etrangères, Pékin, 1973, p.16.
 4. Les dirigeants du PCUS, Traîtres aux deux déclarations, op. cit., p. 8
 5. L'aveu par la nouvelle direction du PCUS de sa politique de coopération soviéto-américaine, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1973, 22 pages.

chinois où les pays du second monde et, surtout ceux du tiers-monde qui s'unissent pour lutter contre ces deux puissances impérialistes.

De plus, le lecteur constatera que la Chine insiste davantage sur le révisionnisme externe c'est-à-dire l'attitude de l'Union Soviétique sur la scène internationale avec les pays socialistes (dénonciation du Comécon), sa collusion avec les USA et en majeure partie sa nature néo-coloniale envers les pays du tiers-monde. Par contre, son analyse sur le révisionnisme à l'intérieur de l'Union Soviétique est bien maigre lorsqu'elle n'est que descriptive en insistant sur certains thèmes tels les problèmes économiques, l'économie de guerre, etc.

On peut émettre l'hypothèse suivante: la Chine disposerait de plus d'éléments pour critiquer la politique extérieure de l'URSS qu'elle ne pourrait le faire sur le plan intérieur. Peut-on en déduire que le révisionnisme extérieur serait de façon générale plus facile à prouver que celui qui se déroule à travers les politiques intérieures d'un Etat? De plus, si la Chine veut parler du social-impérialisme, c'est sur les comportements de l'URSS sur la scène internationale qu'elle doit le faire, car être social-impérialiste, cela veut dire, selon Lénine, être socialiste en parole, mais impérialiste dans les faits ⁽¹⁾. Nous tenterons dans la seconde partie de bien saisir l'analyse chinoise sur ce concept de social-impérialisme de l'Union Soviétique.

1. Lénine, V., op. cit, p. 507.

2. LE SOCIAL-IMPERIALISME

Dans leur analyse des contradictions (ou si l'on préfère dans leur vision de la scène internationale), les Chinois ont clairement identifié que l'Union Soviétique était la contradiction principale ou l'ennemi principal. Cette situation s'expliquerait par la nature sociale-impérialiste de l'URSS. Ce phénomène apparaît donc fondamental dans l'étude de la politique extérieure chinoise.

Pour les Chinois, "le révisionnisme réactionnaire de la clique dirigeante d'Union Soviétique a dégénéré dans le social-impérialisme".

(1). Le fait le plus révélateur de ce phénomène est sans l'ombre d'un doute l'invasion de la Tchécoslovaquie. C'est le point tournant dans la politique extérieure de l'URSS qui illustre le caractère social-impérialiste de cette dernière. En effet, le 20 août 1968, les troupes soviétiques assistées des autres forces du Pacte de Varsovie ont envahi le territoire Tchécoslovaque avec les arguments ou prétextes de ramener l'ordre dans ce pays "frère" et de contrecarrer le coup d'état capitaliste.

Les dirigeants chinois, contrairement aux événements de Hongrie en 1956, prirent position contre ce projet d'intervention armée dans le pays "frère". Ils qualifièrent cette invasion comme étant un crime d'agression et de fascisme de la part de l'Union Soviétique.

1. Faillite totale du révisionnisme moderne soviétique, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1968, p. 4. A l'avenir: Faillite totale...

Celle-ci aurait agi exactement comme le fit Hitler en 1938 lorsqu'il voulut annexer le territoire de la Tchécoslovaquie. Pour les dirigeants de Pékin, l'URSS a révélé au monde son véritable visage soit celui du social-impérialisme (1).

C'est chez Lénine qu'il faut aller chercher la définition de ce concept du social-impérialisme. Lénine s'en était pris aux membres de la IIe Internationale qui avaient appuyé leur gouvernement respectif dans leur guerre impérialiste.. En épousant la politique extérieure dite impérialiste de leur propre pays, les Bauer, Adler, et cie sont devenus selon Lénine des sociaux-impérialistes, c'est-à-dire socialistes en paroles, impérialistes dans les faits, qui transforment l'opportunisme en impérialisme (2).

Lénine attribua cet épithète de social-impérialisme aux sociaux-démocrates de la IIe Internationale parce qu'ils s'alignèrent sur les positions des capitalistes concernant la question de la guerre: "Ils ont trahi les ouvriers, prolongé le massacre, sont devenus des ennemis du socialisme, sont passés du côté des capitalistes" (3).

Ils endossaient donc la politique extérieure de leur bourgeoisie qui était celle de l'impérialisme, celle de la guerre.

Les dirigeants de Pékin ont précisément opté pour le même concept

-
1. Faillite totale, op. cit, p. 4.
 2. Lénine, op. cit, Tome 29, p. 504.
 3. Idem, p. 242.

dont Lénine s'était servi pour attaquer ceux qui à son époque appuyaient l'impérialisme. Ce concept avait pour les communistes chinois une double utilisation. La première est celle où la Chine aurait plus de facilité en utilisant un concept de Lénine pour démontrer hors de tout doute qu'ils sont les "tenants" du Léninisme. En deuxième lieu, les Chinois poursuivront leurs arguments qui démontreraient que les révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme en URSS, en s'attaquant cette fois-ci à la politique extérieure de l'Etat soviétique.

Le PCC pense donc pouvoir sortir vainqueur de cette polémique. En utilisant Lénine, il a attaqué très solidement ses ennemis - les révisionnistes soviétiques sociaux-impérialistes -, et d'autre part, il a prouvé aux autres PC et au monde en général que c'est lui, le parti communiste chinois, qui est apte à poursuivre l'action authentiquement révolutionnaire entreprise par le grand Lénine.

Ainsi, reprenant encore une fois Lénine à leur propre compte comme ils l'avaient fait quelques années plus tôt pour dénoncer les soviétiques comme le centre du révisionnisme moderne, les Chinois vont les attaquer en les accusant d'être des sociaux-impérialistes, c'est-à-dire socialistes en paroles mais impérialistes dans leurs actes. Lorsqu'ils définissent ce concept de social-impérialisme⁽¹⁾, les Chinois se réfèrent directement à Lénine qui dans ses textes sur

1. Faillite totale, op. cit., p. 68

"Les tâches de la IIIe Internationale" s'en est pris aux membres de la IIe Internationale tels que Bauer, Adler et cie pour les qualifier de sociaux-impérialistes. Même si les circonstances ont changées, Brejnev et Kossyguine, ne sont pour Pékin que les sociaux-impérialistes de notre ère.

Les Chinois ne se sont pas attardés à nous présenter les différences existantes entre ces deux groupes de sociaux-impérialistes mais plutôt à démontrer leurs similitudes. Selon eux, ces individus soutiennent les mêmes thèses soient celles qui défendent les intérêts de la bourgeoisie et du capitalisme. Ils ajoutent que Brejnev et consorts prétendent rester fidèles au léninisme alors qu'en réalité ils appliquent la "doctrine de Bauer" et pratiquent le révisionnisme de la IIe Internationale, sans compter qu'ils font passer les écrits de Bauer comme étant ceux de Lénine.

"C'est prendre le "modèle" donné par leurs ancêtres révisionnistes quant à la falsification du marxisme comme un évangile "incommensurable", devant lequel ils se prosternent." (1)

La guerre pour l'authenticité au léninisme qui avait surgi au début des années 60 se poursuit toujours à la fin de 1969 avec autant d'acuité puisque les Soviétiques publièrent en décembre 1969 "Les thèses pour le centième anniversaire de la naissance de Vladimir-Illitch Lénine" pour commémorer la naissance d'un grand communiste. Or les Chinois ont présenté en 1970 un texte lors de mêmes

1. Une révélation d'une sincérité exceptionnelle, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1970, p. 11.

circonstances qui s'intitule: "Leninism or Social-Imperialism" (1) et qui se veut une critique sévère des thèses de Brejnev et consorts. Lénine et son concept du social-impérialisme demeurent au centre des débats entre ce qui semble être les "deux pôles" du marxisme contemporain.

Comme nous l'indiquions antérieurement d'une façon sommaire, le concept du social-imperialisme nous était apparu au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Ainsi, le 23 août 1968, le premier ministre Chou En Lai a déclaré que "les révisionnistes soviétiques sont depuis longtemps tombés dans le social-fascisme et le social-impérialisme" (2). Les Chinois ont également mentionné dans un autre document (3) que le social-impérialisme avait même débuté lorsque Khrouchtchev était au pouvoir. Cependant une analyse de contenu de la revue Pékin Information et d'autres études (4) nous permettent de constater que le concept de social-imperialisme ne fit son apparition, de façon systématique (5), que le 23 août 1968 dans le discours chinois, soit trois jours après l'invasion du territoire tchécoslovaque par les troupes soviétiques.

1. Leninism or Social-Imperialism, Foreign Languages Press, Peking, 1970, 65 pages.

2. Faillite totale, op. cit., p. 4.

3. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 17.

4. Simmonds, John, op. cit., p. 186.

5. Mao devait prononcer ce mot en 1964, mais cela ne se reproduisit plus jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie.

1968: Tchécoslovaquie

Les Chinois ont vertement dénoncé l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie en qualifiant cet acte d'agression criminelle. Contrairement à 1956, où la Chine fut l'une des premières à souhaiter l'invasion de la Hongrie ⁽¹⁾ pour ramener celle-ci dans la "bonne voie" du camp socialiste, elle s'est objectée furieusement à toute intervention étrangère sur le territoire tchèque. Pour les dirigeants pékinois, cet acte fasciste révèle au monde sa véritable identité sociale-impérialiste.

"A la clique renégate des révisionnistes soviétiques le socialisme sert de paravent tandis que agissements relèvent de l'impérialisme. La présente occupation armée de la Tchékoslovaquie dévoile on ne peut mieux et d'une manière typique ses traits hideux et sa nature sociale-impérialiste." ⁽²⁾

Si la Chine considérait depuis fort longtemps que l'URSS avait adopté une politique extérieure impérialiste ⁽³⁾, elle ne semblait pas disposer de preuves irréfutables pour appuyer solidement ses avancés théoriques. Or, cet exemple parfait pour illustrer le social-impérialisme c'est la Tchécoslovaquie, puisque trois jours se sont à peine écoulés après l'invasion que le concept de social-impérialisme s'implantait dans le discours chinois à titre de pivot de l'analyse des contradictions sur la scène internationale.

1. Fejtő, F., Chine - URSS, op. cit., p. 391.

2. Faillite totale, op. cit., p. 69.

3. Idem, p. 69.

L'Union Soviétique venait de prouver sa culpabilité.

L'analyse chinoise sur l'événement de la Tchécoslovaquie est certes une des plus importantes qui soit sur un incident de pareil nature. La première constatation faite par le PCC, c'est qu'il s'agit d'une agression fasciste du même type que Hitler fit en 1938. Cette agression relève trois points majeurs aux yeux des Chinois. D'abord, elle est la conséquence directe de la politique de diktat issue du chauvinisme de grande puissance qui veut imposer son hégémonie. Cet égoïsme national est l'oeuvre du révisionnisme prôné par Khrouchtchev. Pourtant c'est ce dernier qui avait répondu aux demandes chinoises visant à dénoncer le chauvinisme national dont avait fait preuve Staline vis-à-vis la Chine.

En second lieu, et c'est le point majeur de l'analyse faite par les Chinois, cet acte est analysé dans la perspective des contradictions internes en Union Soviétique et des contradictions existantes au sein du bloc "révisionniste".

"Depuis longtemps, le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique dirigeante révisionniste soviétique est harcelé par d'innombrables contradictions en son sein et en butte à de multiples crises latentes." (1)

Cette "crise" tchécoslovaque n'est explicable pour les Chinois que dans la mesure où l'on considère l'exacerbation des contradictions au sein même de l'Union Soviétique, puisque la dictature de la

1. Faillite totale, op. cit., p. 3

bourgeoisie impose son règne depuis le coup d'Etat du révisionnisme Khrouchtchévien qui se poursuit fidèlement sous Brejnev, Kossyguine et cie. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les Chinois portent constamment leurs attaques contre la clique dirigeante révisionniste soviétique (et non contre l'Union Soviétique et son peuple) sur qui repose tout le blâme d'avoir saper la Grande Révolution Socialiste Soviétique entreprise sous Lénine.

Lorsque les dirigeants de Pékin parlent de contradictions entre les pays membres du bloc révisionniste moderne (Europe de l'Est et Union Soviétique), ils font référence au fait que certains dirigeants de pays communistes tendent à se dégager de l'hégémonie soviétique, et, que conséquemment, il y a une lutte entre ces pays satellites et le centre soviétique. Tout en soulignant cet affrontement entre les pays du bloc révisionniste, les Chinois en sont toutefois arrivés à la conclusion que la clique dirigeante tchécoslovaque était elle-même révisionniste. Cependant, c'est le révisionnisme soviétique (Khrouchtchévien) qui est le grand coupable de la perte du socialisme en Tchécoslovaquie, et plus encore, de la ruine du camp socialiste (1).

Le troisième point relié à cet agression est que l'incident tchécoslovaque s'inscrit au coeur même de la rivalité que se livre l'Union Soviétique et les Etats-Unis pour le partage du monde. Ceci serait particulièrement vrai en Europe orientale. Les Chinois pensent que la clique de Dubcek voulait s'associer directement à l'impérialisme améri-

1. Faillite totale, op. cit., p. 13 et 14.

cain pour continuer la restauration du capitalisme. Mais les soviétiques qui veillaient au grain se sont empressés d'intervenir directement par les forces armées pour garder la Tchécoslovaquie sous leur coupe, c'est-à-dire dans leur sphère d'influence. Ils auraient même reçu un accord tacite de l'impérialisme américain pour perpétrer l'invasion et l'occupation du territoire tchécoslovaque (1). Cette collusion américano-soviétique pour l'hégémonie mondiale constitue donc le troisième volet de l'analyse chinoise sur les événements de la Tchécoslovaquie.

Au centre de ce remue-ménage, le peuple tchèque n'a été qu'un pion aux yeux des Chinois dans ce grand jeu de partage du monde entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Ils accusent la clique dirigeante révisionniste soviétique d'être le renégat numéro un du socialisme et surtout le complice numéro un de l'impérialisme américain dans son agression. Les Chinois ont trouvé certains faits qui viennent, à leurs yeux, appuyer leurs accusations sur l'URSS, notamment l'alliance avec l'Allemagne de l'Ouest, sa reconnaissance du statut du sionisme au Moyen-Orient, le militarisme japonais en Sibérie, sa collusion avec les USA dans la guerre contre le Vietnam (2). Même en 1965-66, les Chinois et les Albanais tentaient selon Simmonds (3) de prouver que les révisionnistes d'Europe formant un tout se sont alignés d'eux-mêmes avec les impérialistes et les colonialistes contre les forces de libération nationale en Asie, en

1. Faillite totale, op. cit., p. 5.

2. Idem, p. 12.

3. Simmonds, John, op. cit., p. 184.

Afrique et en Amérique Latine.

Il semble très évident que l'analyse chinoise sur l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques a rejeté avec force les arguments ou thèses invoqués par l'URSS pour son occupation du territoire tchèque. La première raison mentionnée par les soviétiques est celle de "l'intérêt de la sécurité de la communauté socialiste", laquelle signifie en réalité pour les Chinois, "l'intérêt du bloc révisionniste moderne dirigé par l'Union Soviétique". La seconde raison offerte par les soviétiques est celle où ces derniers prétendent avoir envahi la Tchécoslovaquie afin de "défendre les fruits du socialisme" (1). Or, les Chinois rétorquent que c'est précisément cette clique révisionniste de renégats à la Khrouchtchev qui ont saboté le socialisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, ceux-là mêmes qui impudemment se proclament les défenseurs du socialisme. Egalement, la Chine a considéré comme une farce grossière le "communiqué des entretiens Soviëto-Tchécoslovaque", lequel aurait été arraché sous les armes (2). Selon Pékin, il s'agit là de la démonstration pure du social-impérialisme: "La nature scélérate de cette clique qui poursuit frénétiquement la politique impérialiste de diktat n'a jamais été mieux démontrée." (3)

De plus, Pékin estime que les révisionnistes soviétiques ont affiché leur vrai visage, leur diabolique nature social-impérialiste

1. Pékin Information, no. 34, le 26 août 1968, p. 11.

2. Faillite totale, op. cit., p. 23-24.

3. Idem, p. 40.

lorsqu'ils ont escroqué des tchèques un traité pour l'occupation militaire à long terme de la Tchécoslovaquie (1). D'autre part, Pékin croit que le peuple tchécoslovaque a compris que la racine du problème réside dans le révisionnisme, que l'agression et l'intervention armée soviétique contre les tchèques sont la résultante de l'application d'une ligne révisionniste (2). D'autant plus que ce révisionnisme aboutit irrémédiablement pour les Chinois à une alliance avec l'impérialisme pour le partage du monde.

"La coopération soviéto-américaine en vue de la domination sur le monde constitue l'essence même de la politique Khrouchtévienne." (3)

Les événements de la Tchécoslovaquie constituent certes une phase clé pour interpréter le discours chinois dans la théorie du social-impérialisme. Nous retrouvons dans les textes chinois qui commentent ces événements toute l'argumentation de Pékin concernant la nature de l'Etat Soviétique maintenant devenu impérialiste. C'est à partir de ces documents que les Chinois ont décidé de passer à une vaste offensive contre l'Union Soviétique. Alors en plein coeur de la Révolution Culturelle, les Chinois ont décidé de passer à l'attaque afin d'éliminer définitivement la plus grande source révisionniste contre-révolutionnaire extérieure: le social-impérialisme soviétique. Ainsi, on peut noter une correspondance entre l'interne et l'externe dans la politique chinoise durant cette période de 1968.

-
1. Peking Review, no. 43, p. 8, du 25 octobre 1968.
 2. Faillite Totale, op. cit., p. 44.
 3. Coopération Soviéto-Américaine, op. cit., p. 1.

Suite aux événements de la Tchécoslovaquie, le froid entre la Chine et l'URSS ne fit que s'accroître davantage. La tension a atteint son paroxysme lorsque des incidents frontaliers se sont déroulés à la frontière des deux Etats. Ces affrontements avaient déjà débuté en 1962 au sujet des Kazakhs et des Vighurs (1). Mais, cette fois l'incident de l'île de Tchenpao (Damasky pour les Soviétiques) a failli provoquer une guerre générale entre les deux Etats. Ceux-ci revendiquent mutuellement le territoire et attribuent à l'autre la responsabilité des événements. Nous ne voulons pas établir le contentieux sur ce territoire et sur cet incident. Nous désirons simplement le relier à la théorie du social-impérialisme, puisque les Chinois ont réagi très fortement à ces événements.

"C'est là une provocation frontalière armée extrêmement grave qu'ont perpétrée les révisionnistes soviétiques; c'est un incident forcené antichinois qu'ils ont créé, lequel, une fois de plus, révèle on ne peut mieux l'odieuse nature sociale impérialiste des révisionnistes soviétiques." (2)

Ce n'était là que le prélude à une série d'affrontements frontaliers fort sérieux qui allaient se dérouler de mars à septembre 1969 au Sinkiang, sur l'Oussouri et sur l'Amour (3).

Ces deux Etats accusent toujours l'autre d'être le responsable

-
1. O. Edmund Chubb, China and Russia, The "Great Game", Columbia University Press, New-York, 1971, p. 496.
 2. A bas les nouveaux tsars, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1969, p. 1.
 3. Voir Mario Bettati, Le conflit Sino-Soviétique, tome 2, op. cit., p. 30.

du conflit. Pour la Chine, ces attaques de l'URSS sont la preuve très évidente que la clique de renégats révisionnistes soviétiques pratique une politique d'agression et qu'ils constituent les nouveaux tsars.

"Les actes criminels commis par la clique des renégats révisionnistes soviétiques, en violant délibérément le territoire chinois et en perpétrant sans cesse des incidents sanglants, ont dévoilé complètement les traits pervers de cette clique qui, depuis longtemps en collusion avec l'impérialisme américain, s'oppose furieusement à la Chine et pratique le social-impérialisme et le social-fascisme."

(1)

Du niveau théorique et celui des partis, le révisionnisme a radicalement pris le sentier du social-impérialisme touchant la pratique et l'aspect étatique, c'est-à-dire entre les Etats. De plus, on remarquera que, dans la dernière citation, le territoire chinois est associé avec le social-impérialisme, en ce sens que la Chine, comme les autres états du tiers-monde, a subi les foudres du social-impérialisme soviétique et qu'il se manifeste féroce-ment en Asie. Le discours chinois laisse apparaître de façon implicite, nous semble-t-il, la nécessité d'un front-uni, tant pour la Chine que pour les autres pays du tiers-monde.

La polémique entre les partis communistes chinois et soviétique n'existe plus à la fin des années 60, suite à ces événements décrits antérieurement plus haut. Il apparaît clairement qu'à

1. A bas les nouveaux tsars, op. cit, pp. 10-11.

partir de 1964, le camp socialiste s'est dissout; il s'agit maintenant du camp révisionniste ayant pour centre le révisionnisme soviétique. La scission paraît déjà consommée ⁽¹⁾. La Chine qui insistait pour que le bloc socialiste s'attaque à l'impérialisme américain, a, à partir de 1963, élargi la cible de son "front uni" en y incluant le révisionnisme soviétique.

"Il est nécessaire de dire Liu Shao-ch'i pour combattre l'impérialisme, souvent de combattre en même temps le révisionnisme moderne lequel sert l'impérialisme." (2)

Nous pouvons constater qu'après les événements de la Tchécoslovaquie et les incidents frontaliers sino-soviétiques de 1969 que la Chine a entrepris une phase cruciale dans sa lutte contre l'URSS en publiant en 1970 le document "Léninisme ou Social-Impérialisme" où elle dénonce ouvertement et de façon rigoureuse la nouvelle contradiction principale.

A ce sujet, Simmonds nous indique que la tâche proposée par les Chinois aux marxistes-léninistes n'est plus simplement de rejeter les révisionnistes du "front uni" mais d'aller beaucoup plus loin en les combattant avec les impérialistes tout en utilisant ce même front uni. La lutte idéologique entre les deux partis communistes, chinois et soviétiques, s'est transformé en un différend entre ces

-
1. Cheng Ying-Hsiang, Idylle sino-cubaine, brouille sino-soviétique, Armand Collin, Paris, 1973, p. 304.
 2. Pékin Information, 1963, no. 39, p. 11, cité dans Simmonds, John, op. cit., p. 183.

deux états ⁽¹⁾. Cette opposition semble fondamentale et difficilement réconciliable entre ce qui fut quelques années auparavant les deux grands "partenaires" socialistes.

Deux éléments fondamentaux du social-impérialisme

Lorsque les Chinois exposent leur théorie du social-impérialisme, il y a un point qui semble déterminant dès le début. Il s'agit du postulat selon lequel la restauration du capitalisme en URSS est déjà rétablie et que l'état socialiste, qui avait été amené par la Révolution d'Octobre sous la conduite de Lénine, n'existe plus sinon que de nom. Pour la Chine, la clique révisionniste soviétique a complètement rétabli les rapports de production capitaliste ⁽²⁾. L'URSS vit maintenant un capitalisme monopoliste et bureaucratique. La dictature de la bourgeoisie a remplacé la dictature du prolétariat. Aux yeux des dirigeants de Pékin, il ne fait aucun doute que tous les éléments du capitalisme sont en place en Union Soviétique et qu'ils sont réinstallés par la clique révisionniste soviétique, laquelle a usurpé le pouvoir de l'Etat et du Parti à partir de l'intérieur.

"Depuis que la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev s'est emparée de la direction du Parti et de l'Etat, l'Union Soviétique suit la ligne révisionniste. Le capitalisme y est restauré dans tous les domaines. Le premier Etat socialiste qui ait existé est devenu social-impérialiste." ⁽³⁾

1. Simmonds, John, op. cit., p. 112.

2. Pékin Information, no. 38, du 22 septembre 1975, p. 22.

3. Pékin Information, no. 45, du 10 novembre 1975, p. 18.

La situation intérieure de l'Union Soviétique a amené un capitalisme de monopole, principalement à cause du parti unique-communiste et de son autorité sur l'Etat centralisateur. Les Chinois reconnaissent ce capitalisme monopoleur en URSS suite à une usurpation interne du pouvoir. Rappelant que la principale base économique de l'impérialisme était selon Lénine, le monopole, les Chinois ont insisté sur la situation monopolistique très grande qui prévaut en Union Soviétique (1).

Ce capitalisme monopoleur d'Etat est totalement dû selon les Chinois à la restauration capitaliste entreprise par la clique de renégats révisionnistes. Partant de là, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique (base sociale formant la clique) s'est accaparée des moyens de production et de circulation des biens produits. Brejnev et cie ayant un contrôle presque absolu sur tout l'Etat, cela leur confère des pouvoirs inégalables et confirment la situation de monopole.

"L'Union Soviétique a beau se réclamer du socialisme, elle n'en est pas moins un pays impérialiste. Un pays bel et bien régi par les lois de l'impérialisme. Sa nature est la même que celle d'un Etat impérialiste capitaliste. Avec néanmoins des traits spécifiques car il résulte de la restauration du capitalisme dans un grand pays naguère socialiste." (2)

Cependant nous devons souligner le fait que les Chinois se gar-

-
1. Pékin Information, no. 45, 10 novembre 1975, p. 20.
 2. Ibid, p. 18.

dent bien de mentionner quoi que ce soit à propos des contradictions au sein du PCUS qui auraient contribué ou facilité cette concentration du pouvoir aux mains de la bourgeoisie soviétique et entraîné le retour du mode de production capitaliste.

A ce premier élément de la restauration capitaliste, les dirigeants chinois ajoutent que le pouvoir politique exercé par la clique révisionniste en URSS en est un de fascisme. La dictature de la bourgeoisie ayant été substituée à la dictature du prolétariat, il est alors conséquent que les masses subissent la répression exercée par la clique révisionniste (ayant usurpé le pouvoir) représentant les intérêts de la bourgeoisie monopoliste et bureaucratique. Mao l'a clairement indiqué en 1964 en parlant de la direction en Union Soviétique.

"A l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hiltérien." (1)

Reconnaissant ces deux faits primordiaux -restauration capitaliste et pouvoir politique fasciste-, la Chine considère que l'expansion militaire et l'hégémonisme, phénomènes inhérents au social-impérialisme, ne sont pas le fruit du hasard. L'explication du social-impérialisme vient de l'intérieur de l'Union Soviétique soit des systèmes politique et économique qui constituent les fondements mêmes de ce concept.

1. Leninism or Social-imperialism, op. cit, p. 14.

"Ils sont déterminés tant par le système politique du révisionnisme soviétique, une dictature fasciste, que par sa base économique, le capitalisme monopoliste d'Etat. Ils découlent inévitablement des lois de l'impérialisme." (1)

Regarder de plus près ces deux éléments nous apparaît fondamental pour bien saisir l'ampleur de ce concept chinois. Dans un premier temps, il serait opportun de voir le processus qui a permis à l'URSS de quitter la voie du socialisme. Le premier point à mettre en lumière c'est la prise du pouvoir par le groupe révisionniste, c'est-à-dire le poustch du groupe Khrouchtchev.

Si Khrouchtchev a, comme le veut l'analyse chinoise, usurpé le pouvoir de l'intérieur, nous avons comme analyste très peu d'éléments qui nous permettent de le vérifier. Ce poustch, qui, semble-t-il, n'a fait aucune victime, n'a entraîné aucune grande purge au sein du parti et de l'Etat, n'a provoqué aucun mouvement de protestation au sein des masses, peut alors apparaître comme une accession au pouvoir d'une façon pure et simple.

D'autre part, les Chinois ont mis plusieurs années avant de dénoncer publiquement le révisionnisme Khrouchtchévien. Avant la grande polémique de 1962-63, il était difficile de soupçonner Khrouchtchev et sa clique au pouvoir de pratiquer le révisionnisme tant dans le parti que dans l'appareil d'Etat. Le délai qu'a mis Pékin pour dénoncer en 1962 le poustch qui avait eu lieu en 1956 pourrait

1. Leninism or Social-imperialism, op. cit., p. 19.

soulever certaines interrogations.

Khrouchtchev ayant pris en main la direction du Parti, c'est-à-dire le pouvoir politique, il s'est appliqué à exercer le plein contrôle de l'Etat. Pour les Chinois ⁽¹⁾, c'est ce coup d'Etat contre-révolutionnaire qui est fondamental pour expliquer tout le révisionnisme et la restauration du capitalisme en URSS. Ce nouveau pouvoir politique est le représentant de la nouvelle classe capitaliste bureaucratique monopoliste qui constitue la base sociale du social-impérialisme. En conséquence, le développement de l'économie socialiste deviendra capitaliste, celle d'un capitalisme monopoliste d'Etat.

"L'imbrication du capitalisme monopoliste et de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie monopoliste-bureaucratique donne à l'Union Soviétique la possibilité de réunir dans sa course à l'hégémonie mondiale, toutes ses forces économiques, politiques, militaires." (2)

Pour les Chinois, la nature monopolistique de cette classe dirigeante amène cette dernière à maximiser à fond ses profits et à concentrer davantage les ressources économiques entre ses mains. Comme tout pays capitaliste, l'URSS serait tiraillée de l'intérieur par des contradictions. Toutefois, l'Union Soviétique se distingue des autres par «l'existence d'un capitalisme monopoleur d'Etat qui implique un degré de monopolisation élevé, une concentration très poussée et un contrôle rigoureux par l'Etat». ⁽³⁾

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 15.

2. Pékin Information, no. 45, 10 novembre 1975, p. 20.

3. Ibid, p. 19.

"En Union Soviétique, le capitalisme monopoliste d'Etat prend ouvertement la forme de la propriété bourgeoise monopoliste-bureaucratique." (1)

L'exacerbation des contradictions en Union Soviétique et la recherche toujours grandissante de profits auraient conduit la bourgeoisie soviétique à se tourner vers l'extérieur pour atteindre ses buts. Pour les Chinois ⁽²⁾, deux choix s'offrent à l'URSS. Le premier, c'est l'exportation massive de capitaux et la vente de produits manufacturés vers l'étranger; ce qui correspond à la définition classique (de Lénine) de l'impérialisme. Deuxièmement, elle pratiquerait l'agression et l'expansion pour la conquête de nouveaux territoires qui lui permettraient d'obtenir des matières premières à vil prix. Il ne peut plus exister de doute pour Pékin à l'effet que le révisionnisme soviétique est un impérialisme à cent pour cent. Chou-En-Lai le mentionne dans son allocution dénonçant l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie:

"Qu'une grande puissance s'autorise à tenir comme bon lui semble un petit pays à sa merci, constitue une leçon des plus profondes pour ceux qui nourrissent des illusions à l'égard de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique." (3)

D'autre part, l'importance accordée par l'Union Soviétique à la militarisation et à l'économie de guerre est fortement soulignée par les

-
1. Pékin Information, no. 45, 10 novembre 1975, p. 19.
 2. Pékin Information, no. 1, 7 janvier 1974, p. 26.
 3. Chou-En-Lai, 23 août 1968, cité dans Faillite Totale du révisionnisme, op. cit, p. 6.

Chinois. Chiffres à l'appui, ces derniers considèrent l'URSS comme un grand marchand de canons. Or, cette politique révisionniste «des canons, pas de beurre» qui a transformé l'économie nationale en économie de guerre, prive selon Pékin, le prolétariat soviétique de ses produits essentiels de consommation, et fait porter sur le dos des ouvriers le fardeau de la crise (1).

"Le gonflement illimité des armements conduit à des problèmes innombrables pour les travailleurs soviétiques. Ainsi pour assumer financièrement des dépenses militaires colossales, les capitalistes monopolistes-bureaucrates soviétiques, non content de lui extorquer une énorme plus-value, font peser sur le peuple travailleur soviétique un impôt de résidence.... Sans compter la spoliation par la majoration des prix à la consommation et les retards de paiement des emprunts nationaux." (2)

Cette militarisation, toujours portée à son summum, répond à des exigences qui sont nées des contradictions internes de la société soviétique. Elle est la conséquence directe de la nature sociale-impérialiste de l'Union Soviétique. Les Chinois y soulignent, de plus, que cette course effrénée aux armements reflète très bien la mauvaise situation dans laquelle se trouve l'économie soviétique. L'Impérialisme étant selon Lénine le report à l'extérieur des contradictions internes, alors l'URSS serait obligée pour se sauver du marasme économique, de piller et d'exploiter les autres pays "frères". Si le social-impérialisme a pour but ultime l'hégémonie à l'échelle mondiale,

1. Pékin Information, no. 45, 10 novembre 1975, p. 20.

2. Idem, p. 21

il serait logique que l'URSS se livre à l'agression et à l'expansion puisque c'est là la nature de tout impérialisme.

"De par sa nature l'impérialisme est rapace, l'impérialisme c'est la guerre. Par la guerre et d'autres moyens encore, il se bat pour les marchés, les sources de matières premières, pour les débouchés où exporter ses capitaux. Il pille les colonies et asservit les nations." (1)

L'autre aspect qui touche la question de l'hégémonisme, c'est que l'Union Soviétique se serait engagée avec l'impérialisme américain dans une course pour le partage et la domination du monde. Dans l'esprit des Chinois (2) l'URSS et les USA, les deux superpuissances sont tantôt rivaux tantôt complices pour parvenir à soumettre les peuples du globe à leurs besoins de puissance. La Tchécoslovaquie aurait été victime de cette compétition à l'échelle mondiale des deux superpuissances.

Théorie de l'ultra-impérialisme

Le révisionnisme moderne de la clique Khrouchtchev, Brejnev et cie a été comparé ultérieurement avec le révisionnisme de Kautsky, Bernstein, etc. Parlant cette fois d'impérialisme, les dirigeants de Pékin reviennent à la charge contre la clique Brejnev qu'ils

1. Pékin Information, no. 20, 19 mai 1969, p. 4, "La politique Etrangère est un appendice de la politique intérieure.
2. Voir le document: "L'aveu par la nouvelle direction du PCUS de sa politique de coopération soviéto-américaine", op. cit., Pékin Information, no. 39, 29 septembre 1969, p. 30.

accusent de répéter la "théorie de l'ultra-impérialisme" (1), laquelle théorie fut savamment développée par le renégat Kautsky en 1919. Selon eux, le camarade Brejnev, lui aussi grand traître au marxisme-léninisme, aurait mis de l'avant une nouvelle théorie de l'impérialisme en le présentant sous une image de prospérité et de paix. Reniant complètement les enseignements de Lénine sur l'impérialisme, il aurait vanté et embelli le système impérialiste comme l'a fait Kautsky en son temps (2).

Ces deux renégats révisionnistes s'entendent parfaitement selon les Chinois en disant que l'impérialisme a changé de nature, qu'il avait cessé d'être agressif et qu'il était le moteur d'un développement politique, économique et social très puissant. Le révisionnisme moderne reprend à son compte les vieilles thèses révisionnistes de Kautsky.

"Il suffit de comparer le vieux révisionniste Kautsky d'il y a une cinquantaine d'années avec Brejnev, chef de file révisionniste soviétique d'aujourd'hui, pour voir combien ils se ressemblent dans leur enjolivement de l'impérialisme." (3)

Tous les discours de Brejnev à propos de l'impérialisme ne sont aux yeux de Pékin qu'un vaste camouflage pour "masquer la collaboration contre-révolutionnaire entre révisionnisme soviétique et

1. Pékin Information, no. 39, 29 septembre 1969, p. 29.

2. Idem, p. 29-30.

3. Idem, p. 31.

impérialisme américain" et en dernier ressort pour "plaider la politique social-impérialiste du révisionnisme soviétique" (1). Les Chinois considèrent donc les thèses de Brejnev comme un instrument servant à tromper les peuples révolutionnaires et surtout à "légitimer" le social-impérialisme. Tenues comme fondamentales par Pékin, ces thèses dites de Brejnev seront analysées afin de mieux cerner le cadre stratégique théorique dans lequel se situe le social-impérialisme soviétique. Faire la démonstration de ces thèses équivaut à leurs yeux à faire le procès de la théorie du social-impérialisme mise de l'avant par les révisionnistes soviétiques.

Doctrines Brejnev

La doctrine Brejnev est considérée par les Chinois comme l'instrument théorique qui légitime, partout à travers le monde, des actions sociales-impérialistes des soviétiques. Elle prétend rendre compte des relations internationales des pays. Il s'agit d'une part des relations entre les pays communistes, et d'autre part, des liens et échanges entre pays communistes et pays capitalistes.

La doctrine Brejnev rassemble cinq grandes théories (thèses) qui sont les suivantes: la théorie de la souveraineté limitée, la dictature internationale, la communauté socialiste, la division internationale du travail, "nos intérêts sont en jeu". Cette doctrine constitue pour les Chinois la poursuite de la ligne révisionniste instaurée par Khrouchtchev en rassemblant et en mettant de l'avant sous la nouvelle

1. Pékin Information, no. 39, 29 septembre 1969, p. 31.

clique de Brejnev un assortiment de théories fascistes. Nous examinerons donc ces différentes thèses afin d'en cerner toutes les dimensions du social-impérialisme soviétique.

LA DOCTRINE DE BREJNEVTHÈSE #1: LA SOUVERAINETÉ LIMITEE

Les Chinois ont en effet accordé beaucoup d'importance à ces thèses afin de détruire toute crédibilité de l'URSS sur le plan extérieur. Cela est particulièrement vrai dans le cas de la "souveraineté limitée" où les soviétiques utilisent ce vocable pour saper l'intégrité nationale de nombreux pays. Selon l'analyse chinoise, lorsqu'il est question de la sauvegarde des intérêts du socialisme, cela signifiait pour Brejnev et cie la protection de la «souveraineté suprême», soit celle de la «communauté».

Pour Pékin, cela veut dire que les pays dits "satellites": Europe de l'Est, Mongolie, Vietnam et Cuba ont remis leur destinée entre les mains de l'URSS, qui se charge de défendre les intérêts du socialisme partout dans le monde et en particulier dans ces pays ayant obtenus certains acquis. Cette "souveraineté suprême" permet à l'Union Soviétique de décider de la souveraineté des Etats.

"They flagrantly declare that Soviet revisionism has the right to determine the destiny of another country including the destiny of its sovereignty." (1)

Le postulat de cette théorie est que le social-impérialisme soviétique veut assurer, selon l'analyse chinoise, la «sécurité» et les intérêts communs de ce qu'il appelle la «communauté»,

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 33.

laquelle ne serait en réalité que l'empire colonial qu'il a érigé avec les pays d'Europe de l'Est et de la Mongolie. Ainsi le problème du pays concerné est transcendé en celui de la "communauté" permettant ainsi aux révisionnistes soviétiques de sanctionner les orientations que la "communauté" aura décidé pour ce pays en proie à certains problèmes internes. Pour les Chinois, cela signifie que les révisionnistes soviétiques sont en droit de déterminer la destinée et la souveraineté des membres de la "communauté" (1).

De plus, Pékin a attaqué l'URSS en disant que les «intérêts du socialisme» qu'invoquait cette dernière pour aller s'ingérer dans les affaires des autres pays, étaient en réalité les intérêts du révisionnisme soviétique social-impérialiste puisqu'ils ont restauré le capitalisme en Union Soviétique et dans les pays de l'Est. Ainsi la «souveraineté suprême» que les soviétiques ont imposé aux autres pays, signifie que ces mêmes pays ont leur «souveraineté limitée», alors que l'URSS dispose d'immenses pouvoirs «illimités» dont elle se sert pour dominer les autres pays dans ses grands desseins sociaux-impérialistes.

"So it is clear that Brejnev theory of «limited sovereignty» is nothing an echo of imperialist ravings." (2)

Cette première thèse semble fondamentale pour les Chinois qui n'ont pas accepté les arguments invoqués par l'URSS pour imposer sa

-
1. Pékin Information, no. 13, 31 mars 1969, p. 23.
 2. Leninism or Social-Imperialism, op. cit., p. 34.

vision du développement dans les pays membres de ladite "communauté". En effet, prétendant répondre aux intérêts supérieurs du socialisme, les soviétiques utiliseraient cette théorie pour gouverner les pays membres de la communauté socialiste principalement d'Europe de l'Est comme bon lui semble ou plutôt dans le sens de ses intérêts nationaux, ceux qui pourraient le mieux atténuer ses propres contradictions internes et ceux des pays "frères".

2e thèse: Dictature Internationale

Les Chinois accusent les révisionnistes soviétiques d'avoir déformé la pensée de Lénine en citant celui-ci sur la question nationale. En effet, la clique dirigeante d'Union Soviétique aurait déclaré qu'elle avait le droit de "fournir une aide à un pays ami afin d'écarter la menace au système socialiste". Or, les Chinois rejettent très ardemment toute prétention ou tout droit pour l'Union Soviétique de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays de la «communauté socialiste».

Pour les dirigeants de Pékin, la théorie de la dictature internationale est une fausse interprétation de Lénine et représente surtout une base théorique permettant à l'URSS d'intervenir militairement afin d'occuper militairement les pays d'Europe de l'Est et la République de Mongolie ⁽¹⁾. Les soviétiques essaient selon eux de faire croire, en se servant des écrits de Lénine, à la nécessité de

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 35.

passer de la dictature dans un seul pays à la "dictature internationale", sous prétexte que le "cours de l'histoire" imposait cela ou encore que le problème d'un pays en particulier concernait toute la communauté (1).

Cette théorie de la "dictature internationale" n'est en réalité pour les Chinois (2) qu'une théorie de "gangster" semblable à celle des impérialistes américains dont John Foster Dulles se faisait le propagandiste lorsque ce dernier mentionnait que les nations devaient accepter la direction des USA et de subordonner leurs intérêts nationaux à ceux de la communauté mondiale. Les sociaux-impérialistes révisionnistes soviétiques, les impérialistes et les fascistes constituent pour la Chine un tout, où les diverses théories ont la même essence et les mêmes objectifs (3). Enfin, les Chinois ont résumé de la façon suivante cette théorie social-impérialiste de la "dictature internationale":

"La politique étrangère est un appendice de la politique intérieure. En voulant transformer la «dictature en un seul pays» en «dictature internationale», les révisionnistes soviétiques rêvent d'étendre à l'étranger la dictature contre-révolutionnaire de la bourgeoisie qu'ils exercent dans leur pays, et par le pillage et l'agression, de soumettre les peuples des autres pays à cette dictature." (4)

-
1. Pékin Information, no. 13, 31 mars 1969, p. 24 et no. 20, 19 mai 1969, p. 4.
 2. Idem, p. 24 et p. 5.
 3. Pékin Information, no. 13, 31 mars 1969, p. 24.
 4. Pékin Information, no. 20, 19 mai 1969, p. 4.

C'est ainsi que cette théorie de la "dictature internationale" aurait servi à l'Union Soviétique, sous prétexte de «défendre les acquis du socialisme», de pouvoir envoyer ses troupes envahir la Tchécoslovaquie. Pour les Chinois, la «dictature internationale» ne diffère en rien des théories des fascistes pour justifier les agressions soviétiques. En définitive, cette théorie n'est qu'un paravent au social-impérialisme et une justification théorique permettant la poursuite de ces actions à l'étranger, assurant ainsi à l'Union Soviétique la domination politique, économique et sociale des pays "frères" membres de la communauté.

3e théorie: La «propriété socialiste internationale»

Après avoir critiqué les théories de «souveraineté limitée» et de «dictature internationale», les Chinois se sont attaqués à démolir la théorie de la «propriété socialiste internationale» qui, comme les deux précédentes, servirait à masquer les agressions et les pillages social-impérialistes à l'étranger. Touchant cette fois le point fondamental de la propriété, les soviétiques auraient fait main basse sur la souveraineté économique des pays de l'Europe de l'Est et de la Mongolie. C'est en invoquant l'«internationalisation» de la propriété socialiste que les révisionnistes soviétiques ont pu s'approprier ainsi le territoire économique des pays «frères» (1).

1. Pékin Information, no. 30 28 juillet 1969, p. 28.

Encore appelée «communauté socialiste», cette théorie est selon la Chine le synonyme d'un empire colonial que l'URSS tente de mettre sur pied en se considérant comme la métropole de ce grand système. En effet, les Chinois dénoncent l'idée selon laquelle le «système socialiste mondial» aurait atteint une «étape spéciale» de l'internationalisation et que les pays socialistes devraient alors «édifier progressivement une structure unifiée» de l'économie socialiste (1). La vertu de cette théorie est celle de permettre «l'intégralité» des économies nationales des pays de la «communauté» où une organisation supra-nationale (le révisionnisme soviétique social impérialiste) de contrôler les économies des pays «frères» et assurant à l'URSS sa position de dominant à l'intérieur d'un organisme comme le COMECON. Sans compter que le Comecon serait aux dires des Soviétiques un organisme ouvert à accepter d'autres pays.

«Cela revient à dire ici aussi qu'ils ne veulent pas seulement utiliser la «propriété socialiste internationale» pour ravager totalement l'indépendance économique des autres pays membres du Comecon mais qu'ils tiennent à étendre cela jusqu'à d'autres pays et même du monde entier.» (2)

Cette troisième théorie apparaît donc aux yeux des Chinois comme la poursuite des deux précédentes en ce sens que le révisionnisme a repris le pouvoir politique du pays cible par l'agression et les invasions, il ne lui reste qu'à faire main basse sur l'économie

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 37.

2. Pékin Information, no. 30, 2 juillet 1969, p. 28.

du pays cible. La Chine perçoit donc une volonté très nette du social-impérialisme soviétique de conquérir économiquement les pays "frères" qui ont adhéré à une structure économique mise en place par l'URSS soit le COMECON.

4e théorie: La division internationale du travail

Se servant d'un organisme comme le COMECON pour attraper des pays dans son gyron économique, l'URSS aurait développé, selon les dirigeants de Pékin, une nouvelle stratégie pour parvenir à ses fins de spoliation économique des pays "frères". En effet, les révisionnistes soviétiques auraient présenté une nouvelle théorie visant à organiser la production économique des pays de la «communauté» par ce qu'il est convenu d'appeler «la division internationale du travail» (1).

Ainsi, à l'intérieur du COMECON, l'Union Soviétique dresse les plans et programmes économiques des autres pays membres en fonction de ses propres besoins. De sa position de dominant, elle intégrerait, orienterait et dirigerait l'économie de ses partenaires sous prétexte que le développement du socialisme implique une coordination et une spécialisation de la production pour les pays « de la communauté».

Les révisionnistes soviétiques auraient également appliqué cette théorie « de la division internationale du travail » à

1. Pékin Information, no. 27, 8 juillet 1974, p. 23.

d'autres pays en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Selon les Chinois, les soviétiques auraient prétendu que les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ne pouvaient préserver leur indépendance nationale sur le plan économique s'ils ne coopéraient pas avec l'Union Soviétique (1).

La Chine s'emploie donc fermement à dénoncer les tactiques des révisionnistes soviétiques qui, grâce à cette théorie de la «division internationale du travail», spolient, selon elle, l'indépendance économique principalement des pays membres du COMECON et aussi celle des pays du tiers-monde. "La division internationale" constitue aux yeux des Chinois une politique coloniale inventée et administrée par les révisionnistes soviétiques sociaux-impérialistes. La Chine insiste (2) beaucoup sur le rôle joué par l'Union Soviétique auprès des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, puisant chez ceux-ci toutes les matières premières dont elle a besoin pour se maintenir en tant que superpuissance.

5e théorie: "Nos intérêts sont en jeu"

La cinquième théorie formant la doctrine Brejnev, serait celle où les révisionnistes soviétiques déclarent que «leurs intérêts étaient en jeu» un peu partout dans le monde, puisque en tant que grande puissance l'Union Soviétique ne peut rester passive face aux

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 38.

2. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 38-40.

événements internationaux. En effet, selon la Chine, les révisionnistes soviétiques considèrent que la sécurité de leurs amis est aussi leur sécurité. Si une menace plane en quelque endroit dans le monde et qu'ils sentent que leurs intérêts sont menacés, alors ils interviendront afin de protéger la sécurité de l'Union Soviétique. Tout cela vient du fait qu'ils sont une superpuissance et qu'ils ont des relations internationales très extensives et qu'ils prétendent que leurs intérêts sont en jeux. Pour les Chinois, cela montre sous son vrai jour la nature social-impérialiste de l'URSS.

"This theory that "our interest are involved" is a typical argument used by the imperialists for their global policy of aggression." (1)

De plus, les Chinois rappellent que les révisionnistes soviétiques agissent de la même façon et pour les mêmes motifs que les anciens tsars ont fait en leur temps en invoquant "les intérêts de la Russie". Ils ajoutent également que les Etats-Unis ont aussi réclamé la responsabilité de défenseurs du "monde libre" afin de justifier leurs agressions (2). La Chine identifie très positivement avec cette dernière théorie, les dirigeants actuels de l'Union Soviétique, avec les anciens tsars et les américains qui représentent selon elle de très grands impérialistes.

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 42.

2. Idem, p. 42.

Conclusion

Les thèses de Brejnev constituent aux yeux des Chinois la preuve sur le plan théorique que les révisionnistes soviétiques sont tombés dans le social-impérialisme. Elles sont très importantes puisqu'elles servent à légitimer les agressions présentes et passées de l'URSS. La Chine prétend donc mettre à nu les véritables comportements de l'Union Soviétique sur la scène internationale. L'analyse chinoise serait supposée démasquer cet impérialisme qui se camouflerait sous une étiquette socialiste. C'est ainsi qu'elle qualifie le règne de Brejnev. "This "Brezhnevism" is imperialism with a "socialist" label, it is outright hegemonism, naked neo-colonialism". (1)

Les Chinois désirent certes dénoncer les théories inexactes par rapport au marxisme que le groupe dirigeant de Brejnev a mises en place, mais encore ils veulent prouver que l'Union Soviétique n'a de socialiste que l'étiquette qu'elle s'est faussement accordée. Bref, le révisionnisme soviétique est un impérialisme à cent pour cent selon cette même analyse (2).

D'autre part, l'étude chinoise sur les thèses de Brejnev veut dénoncer les relations privilégiées qui existent entre l'Union Soviétique et les pays "frères" ou les membres de la «communauté socialiste». Elle souhaiterait ainsi premièrement faire admettre par tous l'exploitation dont sont victimes les meilleurs «alliés» de l'URSS. En

1. Leninism or Social-Imperialism, op. cit, p. 42-43.

2. Pékin Information, no. 1, 7 janvier 1974, p. 26.

conséquence, elle aimerait affaiblir le "bloc" soviétique dans l'hypothèse où un des membres de la «communauté» s'en dissocierait.

Deuxièmement, elle espère dissuader tous les pays du tiers-monde de "coopérer" de quelque façon que se soit avec l'Union Soviétique et sa clique dirigeante révisionniste qui a versé dans le social-impérialisme. La Chine a vigoureusement dénoncé «l'aide» fournie par l'Union Soviétique aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine laquelle serait en réalité du néo-colonialisme et du social-impérialisme. Le cas de l'Inde a été cité à de nombreuses reprises (1) concernant la prétendue "aide" qu'offre l'URSS aux pays en développement et comme étant un "vivant exemple" de la politique social-impérialiste des révisionnistes soviétiques.

Cela a pour conséquence de laisser un vide dans le domaine de la «coopération» (pris dans son sens le plus large), ce qui est très intéressant politiquement. En d'autres termes, la Chine en plus de s'identifier comme véritable partenaire socialiste, tentera d'établir de nombreux liens avec les pays du troisième monde. Ceci lui permet à la fois d'affaiblir son ennemi l'Union Soviétique et de renforcer sa position en tant que leader du tiers-monde.

1. Voir Pékin Information, no. 30, le 28 juillet 1969, p.23; et aussi Pékin Information, no. 3, le 24 janvier 1972, p. 20.

CONCLUSION

A titre de synthèse de ce vaste chapitre portant sur le révisionnisme et le social-impérialisme, il nous apparaît important d'insister sur l'ampleur du débat théorique suscité par les Chinois pour dénoncer ce courant contre-révolutionnaire qui se serait traduit dans l'action par des agressions impérialistes et néo-coloniales.

Revendiquant à la fois l'authenticité révolutionnaire marxiste-léniniste et le leadership pour les pays du tiers-monde, la Chine tend à proposer son modèle de développement aux pays socialistes mais surtout aux pays du tiers-monde, soient l'Asie et l'Amérique Latine. Par conséquent, elle tente de mettre l'Union Soviétique ⁽¹⁾ sur la voie d'évitement. Si elle a accordé autant d'importance dans sa rhétorique au révisionnisme et au social-impérialisme, c'est que l'enjeu est majeur pour elle sur ces deux thèmes.

Les documents produits par Pékin notamment les "neuf lettres du PCC" de même que celui intitulé *Leninism or Social-Imperialism* constituent des textes fondamentaux pour analyser le discours chinois en ce qui concerne le différend sino-soviétique principalement la profondeur du débat théorique qui a prévalu et qui les sépare encore.

Pour la Chine, le socialisme ou la propriété socialiste n'existe plus que de nom en Union Soviétique ⁽²⁾.

1. Fejtö, F., Chine - URSS, op. cit., p. 282.

2. Pékin Information, no. 38, le 22 septembre 1975, p. 22.

Les années 70 ne sont plus l'ère du révisionnisme mais celui du social-impérialisme. Déjà pour la période 1974 à 1976, on peut constater que les efforts pour attaquer l'URSS se situent presque uniquement au concept du social-impérialisme. De plus, dans ces textes on ne parlera pas de révisionnistes mais de bourgeois soviétiques.

Les thèses révisionnistes seraient maintenant dépassées ⁽¹⁾ et auraient même été une erreur selon Jean Daudier ⁽²⁾. Ce dernier souligne l'abandon par la Chine des thèses sur le révisionnisme suite à un article du Quotidien du Peuple, daté du 2 avril 1980. Pourtant le consensus semblait régner sur ces thèses depuis une vingtaine d'années. Toutefois, le terme de social-impérialisme garde sa place ⁽³⁾ comme concept explicatif de l'analyse chinoise en matière de politique étrangère. Ce qui importe pour nous, c'est de savoir que durant la période 1974-1976, l'Union Soviétique était considérée comme l'ennemi numéro un ou la contradiction principale en raison du social-impérialisme.

1. China Quarterly, no. 81, 1980, p. 174.

2. Jean Daudier, "La Chine et l'URSS peuvent-elles modifier leurs relations?", Le Monde Diplomatique, Juin 1980, p. 1 - 4.

3. Idem, p. 1 et 2.

CHAPITRE TROISIEME

LE CAS ANGOLAIS

1. LA COLONISATION PORTUGAISE EN ANGOLA

L'Angola a été la première terre colonisée en Afrique par les Portugais. On considère que le débarquement de colons portugais s'effectua au XVe siècle, ce qui représente cinq (5) siècles de colonisation. Le paradoxe aura voulu que l'Angola soit la dernière colonie à s'émanciper de son tutorat portugais, pour enfin connaître son indépendance le 10 novembre 1975.

Les colons portugais (paysans ou commerçants) ont établi leurs quartiers près de Luanda et à l'intérieur de celle-ci. La colonisation (ou son implantation) aurait débuté plus officiellement vers 1575 avec la création de Luanda comme centre de la colonie portugaise ⁽¹⁾. En plus de la terre et des petits commerces, l'esclavagisme figure comme une activité importante en Angola. Toutefois le colonialisme portugais n'a été autonome que durant la période du 15e et du 16e siècles. Après, le Portugal devait partager son pouvoir avec les autres grandes puissances, notamment la Grande-Bretagne dont le Portugal était devenu une semi-colonie. Cette subordination du Portugal au capitalisme européen allait selon Bonnie Campbell ⁽²⁾ marqué le

-
1. De Souza Clington, Mario, Angola libre, Gallimard, Paris, 1975, p.16.
 2. Campbell, Bonnie K., Libération nationale et construction du socialisme en Afrique, Editions Nouvelle Optique, Montréal, 1977, p. 24.

réforme colonial anglais d'un caractère répressif très accentué par des moyens politiques et militaires pour s'en assurer le contrôle. L'après-guerre va être marquée de l'expansionnisme américain qui imposera son marché, ses règles de production, etc.

La nature du pouvoir colonial portugais a donc creusé un fossé très large entre la population de l'Angola et les dirigeants portugais; ainsi, la contradiction exploitants/exploités prend tout son sens. La discrimination raciale menée par les Portugais pendant plus de cinq siècles aura fait très peu d'assimilés ⁽¹⁾ (environ 30,000 en 1950). Cela sera marquant sur la formation sociale au sein de l'Angola.

"Cette situation qui reflète la quasi-absence de la formation d'une «élite» locale, aura une importance cruciale d'une part pour la non-viabilité d'une solution de type «néo-colonial» et d'autre part pour ce qui est des bases sociales des mouvements de libération."
(2)

Le faible pourcentage d'assimilés (assimilados) 0.5% travaillant dans les secteurs secondaires et tertiaires ⁽³⁾ est une conséquence de la politique raciste des colons portugais. La minorité blanche portugaise (3 à 4% de la population) occupait tous les postes clés de l'administration coloniale tant civile que militaire. L'immense

-
1. Minter William, Portuguese Africa and The West, cité in Campbell, Bonnie K., op. cit, p. 25.
 2. Campbell, Bonnie ., op. cit, p. 26.
 3. Cosse J.P. Sanchez J., Angola le prix de la liberté, Syros, Paris, 1976, p. 29.

majorité du peuple angolais vit sous le régime du «travail forcé» dans les mines, dans les plantations et les campagnes. C'est ce régime de «travail forcé» qui va succéder à l'esclavagisme et ce jusqu'au départ des colonialistes portugais. Le travail forcé annihilera dans son extension les structures sociales africaines (1).

Il n'y avait donc pas de place pour la constitution d'une classe sociale autre que le prolétariat pour les Angolais (2). Le caractère répressif de ce régime colonial et son évolution est fort bien résumé par les propos d'Amilcar Cabral tenus en juin 1960:

"Après la traite des esclaves, la conquête armée et les guerres coloniales, vint la destruction complète des structures économiques et sociales de la société africaine. La phase suivante fut l'occupation européenne et le peuplement toujours croissant de ces territoires par des Européens. Les terres et les possessions des Africains ont été pillées, les Portugais ont imposé la «taxe de souveraineté» et rendu obligatoire la culture de certaines denrées; ils ont institué le travail forcé et organisé la déportation des travailleurs africains; ils ont entrepris de contrôler totalement la vie collective et privée du peuple, en utilisant soit la persuasion, soit la violence." (3)

Le capitalisme international, de par sa force économique, subordonne le colonialisme portugais et provoque ce régime répressif. Le régime angolais est donc caractérisé par un système impérialo-colonial.

1. Groupe Afrique Centrale du Cedetim, Angola la lutte continue, Maspero, Paris, 1977, p. 56-67. A l'avenir: Groupe Cedetim.

2. Cosse J.P., Sanchez J., op. cit, p. 33-35.

3. Cabral Amilcar, Juin 1980, cité de: Cosse et Sanchez, op. cit, p. 35.

"L'analyse sommaire des structures économiques et sociales de l'Angola jusqu'en 1960 montre, que celles-ci étaient principalement organisées pour servir les intérêts des monopoles impérialistes et accessoirement pour permettre la survie des vieilles structures coloniales portugaises." (1)

On peut donc dire que ce régime colonial a permis au capitalisme international de faire main basse sur les richesses agricoles et minières de l'Angola. Etant sans pouvoir économique réel, les colons portugais de leurs positions de subalternes, ont empêché l'éclosion d'une «élite» angolaise. Ces interventions étrangères joueront un rôle lors de l'indépendance puisqu'elles auront mis en place des enjeux économiques.

L'absence d'«élite» indigène comme il fut mentionné antérieurement sera significative car elle tracera un nouveau "pattern" lors de l'accession à l'indépendance. La répression coloniale portugaise va également marquer la formation et l'évolution des mouvements de libération angolaise.

"La férocité et la durabilité de ce colonialisme contribuèrent à la radicalisation de la pensée et de l'organisation des mouvements en question, excluant de plus en plus à mesure que la lutte se développait, la possibilité d'un recours à une solution néo-colonialiste." (2)

Les colonialistes portugais orienteront donc, sans en être conscients, et ce jusqu'à la fin du conflit, la démarche des mouvements

1. De Andrade, Mario, cité de: Cosse et Sanchez, op. cit, p. 31.

2. Campbell, Bonnie K., op. cit, p. 28.

de libération. Leur intransigeance et leur "féroacité" n'offriront pas d'alternative au peuple angolais quant aux moyens politiques et militaires pour se délivrer de l'oppression coloniale portugaise.

De plus, nous pourrions ajouter que le colonialisme portugais s'est maintenu en place grâce à l'appui et au soutien des grandes puissances impérialistes occidentales. C'est ainsi que le Portugal a pu disposer de toutes les armes modernes y compris le napalm pour stopper les élans libérateurs du peuple angolais. L'OTAN (1), dont fait partie le Portugal, a contribué dès 1962 à ce que ce dernier dispose à la fois d'armements et des techniques militaires pour enrayer la menace révolutionnaire (et aussi communiste) de l'Afrique australe. Les interventions étrangères ne sont donc pas récentes en Angola.

2. Les mouvements de libération nationale.

Pendant les cinq siècles qu'aura duré le colonialisme portugais en Angola, la rébellion organisée ou structurée ne fera son apparition que vers la fin des années 50. Cependant le nationalisme angolais existait bien avant cette mise sur pied d'une lutte vraiment organisée.

1. Voir Cosse et Sanchez, op. cit, p. 52-96-97 et également Davidson, Basil, l'Angola au coeur des tempêtes, Maspéro, Paris, 1972, p. 193.

2.1 Le nationalisme Angolais

L'opposition à l'envahisseur n'a jamais cessé depuis l'invasion et l'établissement réel d'une colonie portugaise. La première grande résistance « nationale » serait la guerre de cent ans (1575-1680) ⁽¹⁾. Cette période est celle de la révolte du royaume des Ndongo contre les « ennemis » portugais venus chercher des esclaves ⁽²⁾. De 1890 à 1921, de nombreuses luttes impliquant différentes tribus dans diverses régions se déroulent avec une certaine ampleur ⁽³⁾.

Toutefois ce n'est qu'au début des années 60 que le colonialisme portugais sera défié par les angolais de façon vraiment convaincante. Cependant le travail d'organisation débutera dans les années 50 avec la formation de quelques mouvements de libération nationale auxquels se grefferont des partis politiques. Ainsi trois mouvements (M.P.L.A. , F.N.L.A., U.N.I.T.A.) ont entrepris la lutte aux forces armées coloniales portugaises afin de reconquérir leur territoire et redonner au peuple sa liberté.

Les trois mouvements de libération nationale (MPLA, FNLA, UNITA) possèdent des assises bien distinctes notamment au niveau des régions et des ethnies qui les composent. Ils sont la continuité historique des royaumes sur leur territoire et cela sera marquant lors de la guerre civile qui éclatera entre les trois organisations.

1. Groupe Ceditim, op. cit, p. 19.

2. Davidson, Basil, L'Angola au coeur des tempêtes, op. cit, p. 84.

3. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 38.

"Durant la lutte entre le MPLA, l'UNITA et le FNLA, chacun des trois mouvements a essayé de tirer une partie de sa légitimité de l'histoire; le FNLA prolongeant le royaume bakongo, l'Unita s'appuyant sur l'autonomie relative des hauts plateaux du centre qui existait encore à l'aube du XXe siècle, le MPLA s'appuyant sur une unité du peuple angolais forgée par une lutte commune contre le colonialisme portugais." (1)

La formation de ces mouvements influencera le développement de leur lutte et celle du nationalisme angolais dans son ensemble. Nous essaierons donc de les situer dans leur processus évolutif.

2.2 La formation des mouvements de libération nationale

2.2.1 Le F.N.L.A.

Le premier mouvement à naître fut le FNLA qui a pris son origine d'un parti politique l'UPNA, soit l'Union des Populations du Nord de l'Angola fondée en 1954. Ce dernier se veut une organisation beaucoup plus limitée puisqu'elle ne représente que les populations du nord comme son nom l'indique. De plus, elle aurait proposé (2) "la séparation du Congo Angolais du reste du territoire", en alléguant qu'il était distinct de l'Angola auquel il avait été injustement annexé en 1884.

Sous les pressions américaines (3), les dirigeants de l'UPNA

-
1. Groupe Cedetim, op. cit, p. 15.
 2. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 47 et Groupe Cedetim op. cit, p.83.
 3. Idem

ont décidé d'élargir «temporairement» leurs revendications politiques pour tout le territoire de l'Angola afin d'obtenir une reconnaissance internationale. L'organisation s'appellera alors l'UPA, soit l'Union des populations de l'Angola. Son leader est Roberto Holden. Sa personnalité très controversée et sa politique pro-américaine entachera son mouvement d'être le fer de lance de l'impérialisme américain en Angola. Des témoignages entendus à la Commission Sénatoriale U.S. enquêtant sur le rôle de la CIA ont souligné ses liens avec cette organisation américaine.

"Depuis 1961, Robert Holden est un agent CIA contre un salaire forfaitaire de 10,000 dollars pour recueillir et transmettre des informations aux services américains de renseignements." (1)

De plus, il a été mentionné que Roberto Holden avait été choisi par le président Kennedy et la CIA pour assurer la liaison entre les USA et les nationalistes angolais (2). Ses relations avec le président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, s'étendraient largement de la terre d'asile jusqu'à la fourniture d'armes et de conseillers militaires. C'est le Zaïre qui sert de base logistique aux membres du FNLA (3). En effet, à partir de mars 1962, cette organisation de l'UPA deviendra le FNLA soit le Front National de Libération de l'Angola suite à

-
1. New-York Times, 20 décembre 1975, Voir Afrique-Asie, no. 99, 11 janvier 1976 et voir également les déclarations du président Sékou trouvées dans le même numéro.
 2. New-York Times, 26 septembre 1975, cité dans Cosse et Sanchez, op. cit, p. 54.
 3. Campbell, Bonnie, op. cit, p. 56.

une fusion avec le P.D.A. (mouvement Zombo). Quelques jours plus tard, soit le 3 avril, Holden Roberto met sur pied un «Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil» (GRAE) en demandant à tous les nationalistes angolais de se joindre à lui.

2.2.2 Le M.P.L.A.

La formation des mouvements de libération est très fortement associée à la naissance et à l'évolution de partis politiques angolais dans la période de l'après-guerre avec des objectifs nationalistes ⁽¹⁾. Ainsi en 1953, se crée à Luanda le P.L.U.A. (Parti de la lutte unie des Africains Angolais) et deux ans plus tard le M.I.N.A. (Mouvement pour l'indépendance nationale de l'Angola). L'année suivante, en 1956, ces deux organisations se fusionnent pour former le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M. P.L.A.).

Ce deuxième mouvement, dans lequel les membres d'un ex-parti communiste angolais et les autres marxistes se regroupent ⁽²⁾, devient le point de ralliement des éléments les plus politisés ⁽³⁾. Il veut la réunification des forces anticolonialistes sans distinction de classes, d'ethnie, d'appartenance politique dans une lutte révolutionnaire. Il s'agit de constituer un «ample front uni» ⁽⁴⁾.

1. De Clington Souza, Mario, op. cit, p. 171.

2. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 40.

3. Groupe Cedetim, op. cit, p.80.

4. Groupe Cedetim, op. cit, p. 80.

"Le colonialisme portugais ne tombera pas sans lutte. C'est pourquoi le peuple angolais ne pourra se libérer que par la lutte révolutionnaire. Elle sera victorieuse seulement par la réalisation d'un front uni de toutes les forces anti-impérialistes d'Angola, qui ne tiennent pas compte de la couleur de la situation sociale, des croyances religieuses et des tendances des individus; elle sera victorieuse grâce à la formation d'un vaste mouvement populaire de libération de l'Angola." (1)

Résolument engagé dans une voie "progressiste", le MPLA a obtenu ses appuis parmi les pays se réclamant du socialisme: l'Algérie, le Congo-Brazzaville, la Tanzanie, la Chine, Cuba, la Yougoslavie, l'Union Soviétique et d'autres pays de l'Europe de l'Est. Ce sont eux qui lui fourniront les armes et l'entraînement pour ses guérilleros. De plus, une alliance de défense concernant le territoire angolais s'opérera en 1975 avec Cuba et l'Union Soviétique. C'est donc avec cette orientation multi-ethnique, multi-raciale et progressiste avec l'appui de pays socialistes que le MPLA tentera d'obtenir ce qu'il revendiquait dès le départ, l'indépendance "complète" de l'Angola.

2.2.3 L'U.N.I.T.A.

Le troisième mouvement à naître en Angola est celui de l'UNITA soit «l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale». C'est le Dr Jonas Savimbi qui fut jusqu'en 1964 l'adjoint de Holden Roberto dans le FNLA et ministre des affaires étrangères du GRAE, qui allait fonder

1. Manifeste de fondation du M.P.L.A., cité dans Davidson, Basil, op. cit., p. 249.

en 1966 ce mouvement. La fondation de l'Unita origine de la rupture (1) politique entre Savimbi et Roberto. A ce propos, Savimbi reprochait à ce dernier d'avoir des liens étroits avec la CIA, d'afficher un séparatisme trop important et enfin d'effectuer des combats orientés sur le MPLA plutôt que sur les colonialistes portugais.

Toutefois, Savimbi ne réussit pas à se distinguer vraiment de Roberto car il dirige un mouvement tribaliste appuyé sur les Ovimbundu (sa tribu). L'Unita est le seul mouvement à avoir des bases à l'intérieur du pays, ce qui le distingue des deux autres Mouvements de Libération Nationale. Cette très petite organisation effectuera quelques activités dans l'Est du pays. Il obtiendra le soutien de la Zambie en 1964, et de la Chine jusqu'en 1970 (2).

2.3 L'idéologie des mouvements

2.3.1 F.N.L.A.

L'idéologie des trois mouvements de libération est distincte l'une des autres mais aussi pleines de contradictions. L'idéologie du FNLA (3) a été longtemps identifiée comme tribaliste, ethnique et régionale. Certains la qualifièrent même de raciste et de fanatique. Roberto Holden, conservateur et politiquement élitiste (4), a marqué

-
1. Campbell, Bonnie K, op. cit, p. 57.
 2. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 55.
 3. Idem, p. 57.
 4. Groupe Cedetim, op. cit, p. 83

son mouvement par son charisme et l'a ainsi cantonné dans un nationalisme étroit et stérile alors que sa gloire personnelle semblait plus importante. L'idéologie anti-coloniale et anti-impérialiste était totalement absente, elle faisait place au mysticisme.

"Au contraire, l'UPA-F.N.L.A. baignait dans une sorte de mysticisme où le protestantisme de Roberto se mêlait à la magie traditionnelle des Bakongos." (1)

D'autre part, Holden Roberto a toujours affiché une sympathie pour les régimes occidentaux industrialisés mais il se référait davantage aux modèles de société africaines tels que le Sénégal et la Côte-d'Ivoire. Il manifestait d'autre part une antipathie très marquée vis-à-vis les régimes communistes.

"La propagande du MPLA est semblable à celle des pays communistes. Domage que les pays occidentaux, estimant que le MPLA est "la véritable force motrice de la lutte", soient tombés dans un piège." (2)

Son anti-communisme lui a fait prendre position contre le MPLA qu'il identifiait comme tel et reprochait à ce dernier d'être sous l'influence communiste de Moscou (3). Sa position idéologique sur ce point ne se modifiera pas sinon que l'hostilité vers le MPLA et le communisme ne feront que croître dans la pratique alors qu'il s'attaquera aux guérilleros du MPLA.

1. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 57

2. Entrevue de H. Roberto en 1970, cité dans Davidson Basil, op. cit., p. 222.

3. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 53.

"L'anticommunisme et souvent le fascisme le plus primaire ont constitué par la suite l'essentiel de sa politique." (1)

Le FNLA a toutefois le mérite d'être le premier à implanter la lutte armée en Angola comme modèle révolutionnaire pouvant mener à la libération des angolais contre les portugais (2). En second lieu, le FNLA (UPA) de Holden Roberto a réussi de par la lutte armée et la création d'un G.R.A.E. (Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil) à se gagner au début des années 60, une reconnaissance et un appui international (3), notamment le Ghana, la Guinée, le FLN Algérien (en particulier Franz Fanon), l'O.U.A. et enfin le soutien sans réserve dont il a bénéficié au Congo-Léopoldville (Zaire) et plus spécifiquement son alliance avec le président Mobutu.

Cependant cette "consécration" n'est pas une reconnaissance idéologique du mouvement; elle marque plutôt la contradiction évidente que portait le F.N.L.A. sur la "scène internationale" en ce sens qu'il était le premier à s'attaquer militairement aux colonialistes portugais malgré ses alliances néo-colonialistes. Franz Fanon aurait ainsi donner son appui:

"Je sais que Holden ne vaut pas les gens du MPLA, mais il est prêt à commencer et les autres non. Et je suis convaincu que ce qui est nécessaire, c'est de commencer et qu'un mouvement révolutionnaire angolais se forgera dans la lutte révolutionnaire qui suivra." (4)

1.. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 59.

2. Groupe Cedetim, op. cit., p. 83.

3. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 56 et Cidetim op. cit., p. 83.

4. Franz Fanon, cité dans Groupe Cedetim, op. cit., p. 84.

D'autre part, Basil Davidson nous renseigne davantage sur la contradiction du FNLA ou de la fausse image qu'il transporte de son idéologie révolutionnaire alors que la réalité est tout autre.

"Inaugurée comme organisation traditionnelle visant des fins purement locales et parfois même des fins purement personnelles, l'U.P.A., sous la direction de Holden, avait les dehors du nationalisme angolais sans en avoir acquis le contenu dynamique." (1)

Les multiples déclarations de Holden Roberto sur son mouvement, ses relations avec la CIA, son alliance avec le Zaïre, sa pensée fondée sur le tribalisme et le réformisme (2), sur le séparatisme mais conservateur, son anti-communisme et sa lutte sans relâche contre le MPLA, nous apparaissent très éclairant sur l'idéologie néo-colonialiste que véhiculait l'UPA-FNLA dans sa pratique en Angola.

2.3.2 Le M.P.L.A.

Les positions idéologiques du MPLA sont probablement les plus claires parmi les trois mouvements, en dépit du fait que de nombreuses contradictions ont éclaté au sein même du MPLA. Regroupant les éléments les plus politisés, comme nous l'indiquons plus haut, le MPLA fut vite étiqueté comme étant le parti "marxiste" angolais. D'ailleurs, le chef du FNLA, Holden Roberto parlait du MPLA comme étant l'instrument du communisme russe (3). La presse-occidentale, en

1. Davidson, Basil, op. cit., p. 221.

2. Ibid, p. 205.

3. Ibid, p. 279.

particulier Le Monde, a qualifié le MPLA comme étant "un vieux parti d'obédience marxiste" (1).

Le MPLA se caractérisait sur le plan idéologique comme un mouvement qui se voulait national non raciste, non tribaliste, non ethnique, mais plutôt le parti de tous les Africains de l'Angola (2), ce qui le distinguait très nettement des deux autres mouvements de libération. En second lieu, le MPLA est un mouvement tout en étant un parti dont l'origine et le programme qui fut mis en place ont été possibles que sous les principes d'une participation démocratique du peuple angolais (3). Le MPLA avait également prôné l'établissement d'un front uni de toutes les forces anti-impérialistes sans distinction des tendances politiques, religieuses et sociales (4).

Mais ce qui retient davantage l'attention du lecteur, c'est le type de société que veut établir le MPLA en Angola. Le MPLA veut d'abord reconquérir l'indépendance "totale" de l'Angola (5), c'est-à-dire que les Angolais ont la pleine maîtrise tant politique et économique que physique de leur pays. L'instauration d'un régime républicain démocratique sera alors possible. En second lieu, le MPLA cherchera la défense constante et primordiale des intérêts des masses paysannes et ouvrières de l'Angola. Troisièmement, le MPLA en plus de

1. Le Monde, 14 mai 1975.

2. Davidson, Basil, op. cit, p. 279.

3. Campbell, Bonnie, op. cit, p. 54.

4. Davidson, Basil, op. cit, p. 279.

5. Programme du MPLA cité dans Cosse et Sanchez, op. cit, p. 219-220.

lutter contre les forces impérialistes et néo-colonialistes établira une alliance avec toutes les forces progressistes du monde. Le MPLA projette donc par le biais de la lutte révolutionnaire (1) d'instaurer une nouvelle société basée sur la liberté et la démocratie exercée par le peuple angolais.

"Nous essayons de libérer et de moderniser notre peuple par une double révolution: contre les structures traditionnelles qui ne peuvent plus les servir et contre la domination coloniale." (2)

Le MPLA ainsi que les mouvements de libération des autres colonies portugaises, le FRELIMO au Mozambique et le P.A.I.G.C. en Guinée-Bissau étaient "unifiés dans leurs buts fondamentaux concernant la transformation des structures coloniales et capitalistes" (3). Le MPLA poursuivait donc une lutte révolutionnaire visant une indépendance totale et complète afin d'assurer l'établissement d'un nouveau régime politique et économique.

2.3.3 L'UNITA

L'Ideologie de l'UNITA est directement liée (voire tributaire) à celle de son leader Jonas Savimbi. Marquée par son régionalisme - Est de l'Angola - et son caractère ethnique - Ovimbundus - , son

-
1. Manifeste de fondation du MPLA, cité dans David Davidson, op. cit, p. 334.
 2. Neto Agostinho, 1970, cité dans Davidson, Basil, op. cit, p. 280.
 3. Campbell, Bonnie, op. cit, p. 69.

idéologie ne diffère guère de celle du FNLA. Les contradictions y sont toutefois encore plus grandes. En effet, l'idéologie affichée (pendant un certain temps) par Savimbi en se référant à la pensée Mao Tsétoung ⁽¹⁾, notamment les références aux slogans "encercler les villes", contredit ses affirmations voulant que seuls les investissements occidentaux et la technique occidentale fussent capables de développer l'Angola ⁽²⁾:

Dénonçant les colonialistes portugais, l'Unita a collaboré dans le district de l'Est avec les troupes portugaises contre le MPLA et aussi avec la PIDE (Police politique portugaise) ⁽³⁾. D'autre part, Savimbi a prononcé des discours très violents contre les Sud-Africains avec lesquels il collaborera ⁽⁴⁾ pour chasser le MPLA. On pourrait également ajouter que l'union du FNLA et de l'UNITA contre le MPLA en 1975 met en opposition la sortie flamboyante de Savimbi contre Holden Roberto et son mouvement alors qu'il démissionna du G.R.A.E.. Mais l'Unita est encore plus secoué par ses propres contradictions:

"La formation de l'Unita est extrêmement significative car ce mouvement est né des contradictions du FNLA. A leur tour ces contradictions sont non seulement présentes mais peut-être encore plus flagrantes dans l'évolution, l'idéologie et la pratique de l'Unita." ⁽⁵⁾

-
1. Groupe Cedetim, op. cit, p. 96.
 2. Van Leuven, Michel, Angola, Tragédie africaine, Rossel, Edition, Bruxelles, 1977, p. 40.
 3. Cosse et Sanchez, op. cit, o. 55.
 4. Van Leuven, Michel, op. cit, p. 40.
 5. Campbell, Bonnie, op. cit, p. 132.

L'Unita n'a donc pas de cohérence politique, pas plus que militaire. Son existence jusqu'en 1970 est considérée presque nulle selon un bulletin de l'ONU ⁽¹⁾. Alliant l'opportunisme à l'anti-communisme, Savimbi et l'Unita firent preuve d'un manque d'organisation politique, militaire et autres. L'Unita n'était somme toute qu'un petit mouvement tribaliste animé par le personnage charismatique de Savimbi mais dont les objectifs réels en Angola ne furent pas développés tant en théorie qu'en pratique et ce de façon systématique; cela étant dû principalement aux nombreuses contradictions qui animaient le mouvement. Les accords d'Alvor offriront une surreprésentativité à ce mouvement.

3. Evolution de la guerre de libération

La formation des mouvements ne s'est pas traduite immédiatement par une action armée. En effet, les mouvements ont d'abord cherché des solutions politiques au conflit avant d'entrer dans la guerre révolutionnaire en utilisant la lutte armée. C'est ainsi que le MPLA avait proposé en juin 1960 ⁽²⁾ une solution pacifique du problème colonial angolais. La répression se fit de plus en plus violente contre tous ceux qui étaient identifiés comme opposants au régime portugais, notamment ceux du MPLA ⁽³⁾. Le résultat est que la violence non-organisée augmente de jour en jour.

1. Cité dans Davidson, Basil, op. cit, p. 238.

2. Campbell, Bonnie, op. cit, p. 60.

3. Davidson, Basil, op. cit, p. 182.

Les premières agitations un peu organisées auraient débuté, selon Davidson ⁽¹⁾, en janvier 1961 dans des plantations de coton dans la région de Malenge. Cette révolte contre le système colonial porta le nom de Guerre de Maria. C'était le préambule des soulèvements qui allaient surgir contre le régime répressif imposé par le Portugal.

3.1 Les soulèvements de Luanda et du Kongo

Le 4 février 1961, c'est le soulèvement de Luanda. Des Angolais venus des taudis de Luanda y attaquèrent la prison principale pour libérer les prisonniers politiques avant que ceux-ci ne soient exécutés ou déportés. Le récit de cette bataille n'est pas important dans le cadre de notre étude; toutefois, ce qui ressort de cet événement c'est l'influence qu'il aura sur le développement du nationalisme ⁽²⁾. L'échec sanglant du soulèvement de Luanda fera déboucher la lutte de libération nationale sur la guerre de guérilla. La lutte armée constituant alors la seule voie menant à l'indépendance. Toutefois, il n'est pas clair que le MPLA ait fomenté ce soulèvement.

Quelques temps plus tard, soit le 15 mars 1961, la population Kongo du Nord de l'Angola se révolta contre la colonisation portugaise en s'attaquant à la population européenne, y tuant sans distinction hommes, femmes et enfants. Ils utilisèrent la même violence

1. Davidson, Basil, op. cit., p. 183.

2. Ibid., p. 186.

anarchique dans la guerre civile ⁽¹⁾. L'UPA a commandé l'action de ces massacres de civils européens ⁽²⁾. Ces soldats de l'UPA (FNLA) ont provoqué une répression féroce contre le peuple non préparé alors qu'eux se sont repliés au Congo ⁽³⁾.

Ces deux soulèvements ont développé la conscience nationale des Angolais. Ils ont indiqué la voie à suivre pour la libération nationale, soit la lutte armée. Le peuple angolais a également pu réaliser la férocité avec laquelle les colonialistes ont répondu à leurs démarches en vue d'acquérir leur liberté. De plus, il en résulte une incapacité du peuple dans la lutte contre l'armée portugaise. Une organisation bien structurée sur le plan militaire et politique s'impose dorénavant pour éviter l'hécatombe.

3.2 Les combats menant à l'indépendance

Après une démystification sur la nature du colonialisme portugais, les nationalistes angolais se sont résolus à s'engager dans un processus de libération en passant par la lutte armée. Toutefois, l'organisation sur le terrain était rendue difficile, notamment pour le MPLA et ce, pour diverses raisons.

"La direction du MPLA qui était ou bien dispersée en prison ou exilée dans plusieurs pays africains et sans accès sûr à la région clé de base, le Congo (Kinshasa), était éga-

-
1. Davidson, Basil, op. cit., p. 190.
 2. Clington de Souza, Mario, op. cit., p. 222.
 3. Groupe Cedetim, op. cit., p. 86.

lement non préparée pour une guerre de guérilla à long terme. Néanmoins, les représailles portugaises et le refus des alliés du Portugal d'agir contre elles ont bientôt rendu évident le fait que l'indépendance ne pouvait venir qu'à la suite d'une lutte militaire prolongée." (1)

L'hostilité très manifeste du gouvernement Zaïrois à l'égard du MPLA a retardé l'entrée dans l'action de ce dernier, puisqu'il se voyait privé de la meilleure base d'appui pour opérer en Angola (2). D'autre part, les liens très étroits entre le Congo-Kinshasa (plus particulièrement Mobutu) et le FNLA ont assuré à ce dernier de multiples avantages dont la sécurité, la fourniture d'armes, l'entraînement des guérilleros sans compter l'appui militaire des forces du Zaïre pour supporter Holden (3).

Ces deux mouvements n'avaient donc pas les mêmes avantages au point de départ. Le FNLA bénéficiant de la reconnaissance internationale s'est vu octroyer de l'équipement militaire et l'opportunité pour entraîner ses guérilleros, cela étant dû principalement au statut que lui procura la formation d'un G.R.A.E. et à sa volonté d'entreprendre immédiatement la lutte armée.

Le MPLA qui connut durant trois (3) années le blocus du régime Adoula-Mobutu et fut expulsé formellement du Congo-Kinshasa en novembre 1963, se retrancha au Congo-Brazzaville (4), lequel allait

1. Minter William, Portuguese Africa and the West, cité dans Campbell, Bonnie, op. cit. p. 62.
2. Davidson, Basil, op. cit., p. 232-233, Campbell, Bonnie op. cit., p. 68.
3. Davidson, Basil, op. cit., p. 223-240.
4. Ibid., p. 235.

lui servir de base d'appui. C'est ainsi que le MPLA se mit à connaître des succès militaires dans l'enclave de Cabinda en 1964 et qu'il fut reconnu par l'OUA durant cette même année. De même, l'aide étrangère (Union Soviétique et Tchékoslovaquie) commença à parvenir aux militants du MPLA ⁽¹⁾. Toutefois, leurs véritables offensives ne s'effectuèrent qu'en 1966 avec l'ouverture d'un deuxième et d'un troisième fronts. En 1970, le MPLA avait libéré 20% du territoire (environ 1 million de population) dans des "zones libérées" qu'il avait organisées sur le plan politique et social ⁽²⁾.

Le FNLA a quant à lui réalisé un nombre fort restreint de gains militaires durant la période 1961-71 contre les portugais. Le premier objectif fut celui de KinKhusu qui servait principalement à fermer la frontière du Congo-Kinshasa aux combattants du MPLA. Le second objectif militaire fut situé au sud de Bembe, vers Nambuan-gongo et Luanda ⁽³⁾. Le FNLA était plus enclin à faire la guerre, du début à la fin, contre les militants du MPLA que contre les colonialistes portugais ; cela fut même confirmé par les correspondants de presse portugaise ⁽⁴⁾.

La "guerre civile" n'aurait donc pas eu lieu de 1974-76 comme tous le prétendent mais de 1961 à 1976. Ces affrontements entre les mouvements de libération sont en grande partie dus à la politique,

1. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 67.

2. Campbell, Bonnie, op. cit., p. 82.

3. Davidson, Basil, op. cit., p. 218.

4. Idem, p. 218.

trigaliste du FNLA et à la pensée de son chef Holden Roberto. Cela contribua directement à leur fiasco militaire comme nous l'indique Basil Davidson:

"Si, sur le champ de bataille, le mouvement de Holden était tombé dans la stagnation et la corruption, c'est parce qu'il reflétait la position politique de ce dernier." (1)

En ce qui concerne l'Unita, fondée par Savimbi en 1966, elle ne représentait rien de très menaçant puisque les bulletins militaires portugais n'en font pas mention avant 1970. D'autres comptes rendus d'observateurs étrangers notamment ceux de l'OUA s'accordaient pour dire que L'Unita n'était qu'un petit mouvement négligeable (2). Même les quelques interventions faites à partir de la Zambie (3), furent souvent pratiquées contre le MPLA, malgré le fait que Savimbi et ses compagnons aient présenté un texte "Amangola", où il est déclaré qu'un bon et véritable angolais ne pouvait tuer un autre angolais, lequel manifeste prônait la coopération politico-militaire des combattants angolais.

3.3 Les tentatives du "Front Uni"

Durant les combats qui se sont déroulés contre les Portugais et entre les divers mouvements, de nombreux accords de "coopération" ont

1. Davidson, Basil, op. cit, p. 221.

2. Ibid, p. 238.

3. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 54-55.

été tentés pour faire un "front uni" de toutes les forces combattantes en Angola. De même de nombreux pays africains, des organisations telles l'OUA, des militants de toutes souches ont tenté d'amener les trois mouvements de libération à effectuer un compromis, c'est-à-dire à taire leurs différences idéologiques pour ne combattre qu'un seul ennemi: le colonialisme portugais.

Un premier accord est signé ⁽¹⁾ en janvier 1960 juste avant le début de la lutte armée entre trois représentants du MPLA (plus Amilcar Cabral) et Roberto Holden. Ce dernier rompit cet accord en accusant le MPLA de «communisme». L'entente prévoyait une «action commune dans la lutte contre le colonialisme portugais». Une autre tentative échoua en 1961 alors que Mario de Andrade avait, en sa qualité de président du MPLA, invité Holden à une étroite collaboration ⁽²⁾

Sous la pression de l'OUA, deux représentants du FNLA et deux du MPLA signent en octobre 1966 un accord mettant fin à la lutte entre les deux mouvements et réalisant l'unité d'action ⁽³⁾. Le lendemain, Holden rejetait l'entente en disant que ses délégués n'avaient pas les pouvoirs de la signer.

En décembre 1972, le FNLA et le MPLA signent un "véritable" accord (voire complet) de coopération. Sous l'influence des présidents

1. Groupe Cedetim, op. cit, p. 99

2. Ibid, p. 100.

3. Davidson, Basil, op. cit, p. 212-213.

africains Mobutu, Kaunda, Nierere et N'Gouabi et de l'Organisation de l'Unité Africaine, Holden et Neto acceptent l'unité d'action (1). Cet accord ne fonctionnera jamais vraiment bien puisque chacune des deux parties continua son évolution de façon individuelle.

"L'accord de coopération de décembre 1972, entre le FNLA et le MPLA est demeuré sans effet. Des délégations des deux organisations se sont souvent rencontrées, mais leur idéologie et leur stratégie de combat contre l'occupant se sont avérées totalement différentes." (2)

Malgré l'entente intervenue, les forces nationalistes angolaises restent divisées dans leur programme et dans leurs actions. Le problème fondamental ne demeure-t-il pas dans la différence de la composition ethnique et politique des mouvements et surtout dans la nature de leurs revendications? Chacun des mouvements ayant sa propre dynamique, sa propre base sociale et ethnique et surtout ses objectifs bien personnels, il apparaissait illusoire d'assister, dans les faits, à une véritable union des forces nationalistes angolaises.

Même le MPLA qui avait en 1956 prôné un "front uni" des MLN, pouvait-il songer sérieusement et honnêtement que cela était opérationnalisable? Comment aurait-il pu opérer son concept de "zones libérées", développer son programme notamment en matière d'alphabétisation, de reconstruction et d'administration générale alors qu'il aurait été obligé de faire d'immenses concessions avec ses partenaires.

1. Groupe Cedetim, op. cit., p. 100

2. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 104-105.

L'accord de 1972 fut tactique ⁽¹⁾ car il permit au MPLA de se renforcer dans le Nord et d'utiliser le Zaïre comme base d'appui pour faire passer son armement et ses guérilleros.

3.4 La situation coloniale bouleverse le Portugal.

La lutte s'intensifie dans les colonies portugaises au point où l'économie du Portugal, transformée en économie de guerre (plus de 58% du budget en 1970) ⁽²⁾, commence à vaciller grandement. Les richesses des colonies ont un coût trop élevé une fois arrivées dans la métropole. Les contradictions s'exacerbent au sein du Portugal déjà aux prises avec le fascisme de Caetano..

L'autre point fondamental est celui des coûts humains que le peuple portugais doit payer pour maintenir ses propres colonies. En 1975, le ministère portugais de la Communication sociale ⁽³⁾ faisait état de 8,000 morts et de 28,000 blessés graves chez les Portugais. Les premiers concernés par ce drame sont les militaires eux-mêmes.

De la lutte dans les colonies surgira un mouvement, le M.F.A. (Mouvement des Forces Armées) qui mettra fin le 25 avril 1974 au fascisme et qui réorientera l'avenir du Portugal par ce qu'il est convenu d'appeler la "Révolution des oeillets". Ces officiers de l'armée seront amenés dans leur pratique coloniale à prendre cons-

1. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 104

2. Ibid, p. 132.

3. Ibid, p. 133.

science du caractère injuste de la guerre. Leur conscientisation ⁽¹⁾ s'est développée au contact de la lutte de libération des peuples colonisés et des MLN qui ne cessaient de se battre.

Le jour du coup d'Etat, le MFA fit connaître son programme qui essentiellement visait deux choses ⁽²⁾: 1°, démanteler l'Etat fasciste et y instaurer la démocratie, 2°, résoudre dans les plus brefs délais les problèmes d'outre-mer, c'est-à-dire les colonies. La décolonisation était par conséquent envisageable dans les mois suivants.

3.5 Du coup d'Etat jusqu'au néo-colonialisme

Parallèlement au cheminement des Portugais en crise, les mouvements de libération en Angola avaient accentué leurs combats depuis le début des années 70 d'autant plus que l'aide en armement s'était accrue de la participation de nombreux pays donateurs. Les guerilleros luttent toujours pour obtenir l'indépendance du territoire angolais.

Avec la publication du livre du général Spínola en février 1974, "Le Portugal et son avenir", une solution néo-coloniale est alors proposée principalement pour l'Angola ⁽³⁾. Reconnaisant que la solution était politique et non militaire, Spínola propose un

1. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 135.

2. Idem, p. 135.

3. Groupe Cedetim, op. cit, p. 104.

«commonwealth» lusitano-Africain (1). Ce dernier tentera d'imposer ses vues avec l'aide du président Mobutu dans l'île de Sal le 14 septembre 1974 (2), alors qu'ils mettent au point leur projet de développement pour l'Angola. Le président du MPLA, A. Neto s'oppose radicalement aux idées néo-coloniales venant du Portugal.

"Nous avons déjà rejeté catégoriquement la formule fédérative, qui est inacceptable pour notre peuple. L'Angola doit accéder à l'indépendance complète. Ainsi, je pense que l'étape transitoire n'est pas acceptable, une période de transition ne peut que prolonger et compliquer la situation actuelle.... Nous nous battons toujours pour l'indépendance complète et immédiate." (3)

Durant cette période forte en rebondissements, le MPLA allait subir la crise la plus grave de son existence. La scission éclate et deux factions importantes se séparent du MPLA d'Agostinho Neto malgré le compromis qui fut signé entre les 3 parties en septembre 1974. Il s'agit des mouvements de la "Révolte Active" des frères de Andrade et de la "Révolte de l'Est" avec Daniel Chipenda (4). Le MPLA sort plus fort en ce qui concerne la clarification idéologique du mouvement mais affaibli momentanément, sur le plan militaire.

D'autre part, durant la même période le FNLA et l'UNITA

-
1. Groupe Cedetim, op. cit, p. 104.
 2. Gabriel, Claude, Angola: Le tournant africain, Edition LaBrèche, Paris, 1978, p. 162.
 3. Le Monde, 12 et 13 mai 1974.
 4. Groupe Cedetim, op. cit, p. 113.

s'organisent un peu partout sur le territoire. Dans le nord, les militants du FNLA profitant de l'appui de Mobutu et de la complicité des militaires portugais prennent deux districts soit Vige et Zaïre ⁽¹⁾. L'UNITA fit de même dans le sud mais plus lentement étant donné qu'elle était une organisation plus modeste.

L'UNITA et le FNLA réalisèrent le 25 novembre 1974 à Kinshasa, sous la bienveillance du président Mobutu, un accord visant l'unification des deux mouvements ⁽²⁾. Le gouvernement portugais alors inquiet de ces démarches unitaires aurait contacté le MPLA pour éviter la marginalisation de ce dernier.

Deux rencontres allaient préparer le terrain à un accord entre les trois mouvements. Il s'agit de Luso le 18 décembre 1974 entre le MPLA et l'Unita et enfin Mombasa du 3 au 5 janvier 1975 entre les trois parties. Toutefois, il importait d'obtenir un accord préalable entre le FNLA et le MPLA. La réunion de Mombasa amène les trois mouvements à une entente qui pave la voie à un processus de décolonisation sur le plan institutionnel ⁽³⁾.

4. Les accords d'Alvor

Le 15 janvier 1975 à Alvor au Portugal, les trois mouvements de libération nationale le FNLA, le MPLA et l'Unita et le gouvernement

1. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 157.

2. Ibid, p. 159.

3. Ibid, p. 161

portugais signent un accord qui fixe pour le 11 novembre 1975 l'indépendance de l'Angola. Un gouvernement de transition sera mis en place dès le 31 janvier 1975.

Quelque soit la tendance exprimée au sein des MLN, le gouvernement portugais a décidé d'amener l'Angola à l'indépendance par l'intégration des trois mouvements tant sur le plan politico-administratif que militaire. Des élections sont prévues neuf mois après l'installation du gouvernement provisoire qui sera en fonction le 1er juin 1975. D'autre part, Cabinda est reconnu comme partie intégrante du territoire. Et enfin, un haut-commissaire représentera le gouvernement portugais en Angola ⁽¹⁾.

L'indépendance arrivait donc avec un compromis institutionnel. Mais l'accord de 1972 avait été éloquent quant à sa validité dans la pratique. D'autre part, Alvor allait renforcer les deux groupes pro-occidentaux FNLA-UNITA ⁽²⁾ en leur donnant les moyens institutionnels, diplomatiques et matériels de réaliser leur objectifs particuliers et, de mener à très court terme la guerre contre le MPLA.

"En ce sens l'accord d'Alvor était porteur de la future guerre civile. Le mouvement de masse dans les villes et les projets divergents entre d'un côté le MPLA et de l'autre la future coalition FNLA-UNITA, rendait l'affrontement inévitable." ⁽³⁾

-
1. Les Accords d'Alvor, cité dans Cosse et Sanchez, op. cit., p. 164.
 2. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 163, Cidetim, op. cit., p. 119.
 3. Gabriel, Claude, op. cit., p. 165

Si le FNLA et l'Unita pouvait jubiler sur cet accord qui mettait les trois mouvements sur un pied d'égalité, il n'en était pas de même du MPLA. C'est ainsi que Nêto déclarait: "Si nous avions été seuls à table des négociations, l'accord aurait été différent. Nous serions allés plus loin et les délais de l'indépendance auraient été plus courts." (1)

Le compromis du MPLA était considérable. D'autre part, le MPLA savait que la véritable indépendance était loin d'être acquise. Premièrement, il aurait à affronter les deux autres mouvements dont les projets étaient opposés, et que, deuxièmement, les interventions étrangères se faisaient de plus en plus croissantes. Les accords d'Alvor qui furent présentés comme une grande victoire de l'unité nationale (2) n'étaient qu'une trêve avant la deuxième guerre de libération.

5. La deuxième guerre de libération

Le «mariage de raison» qui s'est déroulé à Alvor n'allait pas durer très longtemps. Il semblait impossible de fondre les intérêts divergents de deux groupes maintenant bien définis: Les nationalistes traditionnels - FNLA - UNITA - et les nationalistes révolutionnaires - MPLA. Le compromis historique d'Alvor ne pouvait régler une pareille situation.

1. Le monde, 5 février 1975.

2. Gabriel, Claude, op. cit, p. 167.

"La belle mécanique institutionnelle d'Alvor allait très tôt faire la preuve de sa totale inopérance. Non seulement en raison de l'alliance FNLA - UNITA paralysant toute activité gouvernementale mais surtout à cause des clivages politiques qui rendaient de fait impossible toute collaboration." (1)

Dès l'entrée en fonction du gouvernement provisoire en juin 1975, les quelques violations d'Alvor seront reléguées aux oubliettes alors que les véritables affrontements s'accroissent un peu partout dans le pays. Pour certains, la guerre civile vient d'éclater en Angola. Pour d'autres, la deuxième guerre de libération vient précisément de s'ouvrir sur l'ensemble du territoire angolais. Ce qui faisait dire au Premier ministre de la République Populaire d'Angola, M. Hopo de Nascimento:

"... que la lutte qui se déroulait dans le pays n'était ni une "guerre civile" ni une "lutte pour le pouvoir", mais le combat entre les partisans intransigeants d'une indépendance complète et les agents du néo-colonialisme." (2)

Mais la guerre ne s'amplifie pas seulement à l'intérieur, puisque les interventions étrangères s'actualisent avec le moment privilégié d'un gouvernement provisoire. Les trois mouvements tenteront à partir de ce moment de gagner du terrain jusqu'au 11 novembre 1975, date fixée lors des accords d'Alvor pour l'indépendance de

1. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 177.

2. Le Monde, 16 décembre 1975.

l'Angola ⁽¹⁾. Les forces extérieures entrèrent en action dès lors pour soutenir leurs "représentants" locaux ou si l'on préfère, ceux qui sauront le mieux servir leurs objectifs en Angola.

Cette deuxième guerre de libération 1975-76 n'est pas importante en soi dans le cadre de notre travail sur le plan du récit militaire. Elle est par contre beaucoup plus significative des enjeux politico-économiques qui vont se dérouler par les trois mouvements interposés. L'entrée en fonction du gouvernement provisoire marquait le retrait officieux du gouvernement portugais et créait un vide sur le plan de l'autorité politique, du leadership en Angola.

C'est la lutte armée qui a réussi à arracher des mains des Portugais la libération du peuple angolais. Egalement, la lutte armée devait dans un deuxième temps décider du type de société dont se doterait la future Angola. En effet, la lutte que se sont livrée le FNLA - UNITA et le MPLA durant cette période cruciale de 1975-76 a déterminé les orientations politico-économiques du futur gouvernement angolais. De cette guerre est née l'actuelle République Populaire d'Angola.

1. Selon René Lefort, un accord secret aurait été conclu entre le FNLA et l'UNITA en juillet 1976 pour délimiter leurs zones d'influence en Angola et à terme, de proclamer deux Etats distincts puisque ni l'une ni l'autre des deux organisations ne pouvaient s'assurer seul le contrôle de l'Angola en raison de leurs politiques tribales, in: Le Monde Diplomatique, Octobre 1975, p. 1.

Mais ce qui est plus préoccupant de cette deuxième guerre de libération, c'est qu'elle fut dirigée et opérée en bonne partie par des forces extérieures. L'enjeu de cette période, c'est l'entrée à l'intérieur du territoire africain, angolais, des puissances étrangères venues s'y disputer le "contrôle". Il nous importe donc de tracer le scénario de ces interventions des autres pays ayant jugé "opportun" de s'ingérer de façon directe dans les affaires intérieures de l'Angola.

6. Les interventions étrangères

Nous tenterons de façon succincte de rendre compte des diverses interventions étrangères qu'a connues l'Angola. Nous les situerons sur le plan factuel, c'est-à-dire selon le déroulement des événements. Nous ne voulons pas prendre position à savoir laquelle de ces puissances était justifiée ou pas d'intervenir selon ses propres objectifs qu'elle exhibe sur la scène internationale.

Nous cherchons plutôt à regarder ici quel fut le comportement de la Chine en Angola et aussi celui des autres acteurs internationaux afin de mieux situer l'action des Chinois.

6.1 L'intervention des États-Unis

Si l'on en croit le New-York Times ⁽¹⁾, la CIA qui s'occupe des

1. New-York Times, 25 septembre 1975.

intérêts américains avait déjà dès 1961 financé le FNLA et son chef Holden Roberto. Ce dernier fut même décrit lors d'une commission sénatoriale comme étant un agent de la CIA. Les Etats-Unis commencèrent tôt leur engagement aux côtés des nationalistes angolais tout en alimentant le Portugal en armement, dans le cadre de l'OTAN.

Les Etats-Unis ont par leurs multinationales des intérêts économiques très importants ⁽¹⁾ en Angola. C'est ainsi que les richesses naturelles angolaises telles l'huile, (Cabinda), les diamants, café, etc, constituent pour les USA des enjeux fondamentaux sans compter la position stratégique de l'Angola en Afrique ⁽²⁾.

Les Etats-Unis auraient par le biais de la CIA soutenu Holden Roberto et le FNLA (UPA) de 1961 à 1969. Ils lui auraient fourni des armes et versé de l'argent durant cette période. Cette "aide" sera rétablie dès les premiers mois de l'année 1975 puisque le nouveau gouvernement "procommuniste" du Portugal avait donné son appui au MPLA ⁽³⁾. De plus les rapports de la CIA suggéraient également de soutenir l'Unita et son chef Jonas Savimbi.

Le département d'Etat américain a confirmé qu'une aide de 20 millions avait été accordée au FNLA - UNITA le 28 novembre 1975. Il s'agissait d'armes américaines acheminées par le Zaïre. Toute-

-
1. En 1971, la Gulf Oil faisait 70 millions de dollars de profits avec l'huile de Cabinda.
 2. En 1974, les USA sont le premier client et le troisième fournisseur de l'Angola; ils achetaient 55% du café et 41% du pétrole angolais, cité dans Gabriel Claude, Le tournant Africain, p. 197.
 3. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 187.

fois, en 1974 les Etats-Unis auraient également supporté le FNLA via le Zaïre sans qu'on puisse en préciser les montants ou les quantités (1). L'administration Ford malgré l'opposition du Sénat américain a quand même réussi à aider pour 50 millions le FNLA à la fin de décembre 1975 (2). Il fut révélé lors d'audiences de la Commission Sénatoriale sur la CIA que l'administration Ford avait donné son autorisation initiale à la CIA pour des opérations en Angola dès janvier 1975 en allouant une somme de 300,000 dollars, soit deux mois avant l'arrivée massive de l'armement en provenance d'Union Soviétique (3).

En dépit d'un sénat farouchement opposé à tout interventionnisme américain en Angola, le gouvernement du président Ford n'est pas demeuré inactif bien au contraire. En plus de supporter financièrement et militairement le FNLA et l'Unita, il s'employa sur le plan diplomatique à orienter le conflit angolais. Une rencontre fort importante aura lieu en septembre 1975 aux îles Açores entre le président Nixon et le général Spínola pour y discuter de l'avenir de l'Angola (4). Mobutu, l'allié américain en Afrique, rencontre Spínola le 14 septembre pour finaliser le projet de fédération lusotannienne qualifié de solution néo-coloniale (5).

1. New-York Times, le 24 novembre 1974.

2. New-York Times, le 17 décembre 1975. D'autre part, certains sénateurs ont avancé que les USA auraient investi 100 millions dans les opérations en Angola depuis septembre 1973.

3. New-York Times, le 19 décembre 1975.

4. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 148.

5. Idem, p. 148.

Les Etats-Unis sont donc très présents quant à l'élaboration des solutions politiques envisagées en Angola.

D'autre part, le Secrétaire d'Etat, Henry Kissinger a durant la guerre civile angolaise, dénoncé l'intervention de l'URSS et de Cuba en Angola. Il a déclaré que la détente était largement compromise ⁽¹⁾. Il s'est également servi de la Tribune des Nations Unies pour dénoncer l'URSS. De plus, les USA ont signifié leur mécontentement au gouvernement des Barbades quant aux facilités offertes par ce dernier pour ravitailler les avions transportant les troupes cubaines vers l'Angola et ils lui ont demandé de cesser cette pratique ⁽²⁾. Concernant Cuba, les Etats-Unis ont déclaré que son intervention en Angola ne faisaient que nuire considérablement au rétablissement des relations entre Cuba et les USA. Enfin, le gouvernement américain aurait fait pression sur la multinationale américaine Gulf Oil pour qu'elle cesse de payer ses "royalties" au gouvernement angolais contrôlé par le MPLA ⁽³⁾.

Les efforts militaires, politiques et autres des USA pour maintenir l'Angola dans "sa" sphère d'influence se firent nombreux surtout à l'approche de l'indépendance.

"... il s'en est fallu de très peu que l'ancienne colonie portugaise ne tombe dans

-
1. New-York Times, le 16 décembre 1975. Egalement, Kissinger aurait fait parvenir le 15 janvier 1975, un télégramme aux membres de l'OTAN, les alliés européens des USA, sur les pertes considérables du FNLA (pro-occidental) au dépend du MPLA.
 2. New-York Times, le 19 décembre 1975.
 3. New-York Times, le 21 décembre 1975.

le giron néo-colonial des Etats-Unis, par FNLA, UNITA et Afrique du Sud interposée."

(1)

Les "projets" américains en Afrique doivent être défendus par des pays africains acceptant de collaborer, et, c'est notamment le cas en Angola et dans sa région: "L'impérialisme s'appuie sur le Zaïre et l'Afrique du Sud pour contrôler l'Afrique australe et centrale" (2).

L'Angola représente donc un enjeu de taille pour les Etats-Unis sur les plans économique, politique et stratégique. Le choix stratégique pour les USA c'est de poursuivre son développement dans cette région avec ses alliés Zaïre et Afrique du Sud et la coalition UNITA-FNLA ou de l'autre côté courir le risque de voir la région se gonfler de plus en plus de régimes progressistes tels le Mozambique, la Tanzanie et le Congo-Brazzaville. La victoire du MPLA était donc à rejeter.

"L'enjeu stratégique du conflit angolais explique donc que les puissances occidentales aient décidé d'empêcher le MPLA d'étendre sa souveraineté à l'ensemble du territoire angolais." (3)

La peur d'un deuxième Vietnam et un Congrès américain opposé au Président ont empêché les Etats-Unis d'intervenir directement en

-
1. Julio Cortazar, "Cuba dans la tourmente", Le Monde Diplomatique, (Février 1977): 7.
 2. René Lefort, "Les interventions étrangères en Angola menacent de faire déborder le conflit", Le Monde Diplomatique, (Décembre 1975): 6.
 3. René Lefort, "L'enjeu stratégique du conflit angolais", Le Monde Diplomatique, (Février 1976): 12.

Angola. Ils n'avaient d'autre choix en conséquence que de soutenir le plus largement possible les deux mouvements pro-américains - le FNLA et l'UNITA - et à impliquer ses deux collaborateurs africains le Zaïre et l'Afrique du Sud.

6.2 L'intervention de l'Union Soviétique

L'implication de l'Union Soviétique en Angola remonterait à 1964 alors qu'elle faisait parvenir aux partisans du MPLA des armes pour la lutte contre les colonialistes portugais ⁽¹⁾. Toutefois, l'Union Soviétique avait déjà accordé son appui au MPLA puisque de nombreux communistes qui en faisaient partie étaient pro-soviétiques ⁽²⁾. Cette influence acquise provenait en bonne partie du Parti Communiste portugais ⁽³⁾. De plus, Agostinho Neto s'était réfugié à Moscou, où il rejoignit Alvaro Cunhal au début des années 60, après s'être enfui de prison du Portugal.

L'Union Soviétique et ses alliés de l'Europe de l'Est, notamment la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, ont approvisionné en armes le MPLA. De nombreux guérilleros du MPLA sont allés s'entraîner dans ces pays socialistes. De plus, les grands blessés parmi les combattants du MPLA sont soignés en Union Soviétique ⁽⁴⁾.

1. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 67.

2. Cette hypothèse est un peu accréditée par les déclarations de Da Cruz qui effectua un voyage à Pékin en 1963 où il déclara aux Chinois que le MPLA était pro-soviétique et anti-chinois. Ces informations furent révélées par Daniel Chipenda dans une entrevue avec Dale Barnett en 1969, cité dans Davidson, Basil, op. cit, p. 232

3. Groupe Cedetim, op. cit, p. 80.

4. Ibid, p. 92.

Pour l'Union Soviétique, l'Angola constitue un point stratégique important en Afrique Australe, mis à part le pétrole et les richesses naturelles que recèle le territoire angolais, Cabinda inclus. Sur le plan politique, une Angola socialiste serait en mesure de jouer un rôle dans sa région afin de contrer les influences du Zaïre et de l'Afrique du Sud et également de consolider le camp progressiste (Tanzanie, Mozambique, Congo-Brazzaville)..

L'URSS aurait d'autre part délaissé son soutien à son allié angolais de la fin de 1973 à l'automne 1974 constatant la faiblesse interne et externe du MPLA ⁽¹⁾. La révolution portugaise en avril 1974 devait cependant donner une nouvelle dimension au conflit en considérant la phase de décolonisation envisagée par le MFA. Le soutien reprend alors à la fin de 1974 après que le MPLA eut mis fin à ses querelles intestines.

L'Union Soviétique n'a cependant commencé avec ses partenaires de l'Europe de l'Est qu'au mois de mars 1975 à faire parvenir des centaines de tonnes d'équipement militaire ⁽²⁾ aux forces armées du MPLA, soit les FAPLA. C'est le début d'un véritable engagement de l'URSS en Angola afin d'en donner le pouvoir au MPLA. L'Union Soviétique fournira également des conseillers militaires afin d'aider le MPLA dans les grandes offensives.

1. Groupe Cedetim, op. cit., p. 121.

2. New-York Times, le 27 juillet 1975.

La seconde phase de l'intervention soviétique en Angola, c'est l'envoi massif de troupes militaires par cubains interposés. Commencée en juin 1975, l'arrivée des soldats cubains atteindra 4,000 à la fin de décembre 1975 ⁽¹⁾. L'Union Soviétique avec l'aide de son allié cubain peut ainsi soutenir très efficacement le MPLA. Ainsi ce dernier put bénéficier d'armes modernes, d'artillerie lourde, des lance-missiles, des chasseurs Migs, etc, et également de troupes cubaines très bien entraînées dans ce type de combat.

L'Union Soviétique a décidé d'appliquer "son devoir internationaliste" en même temps que sa politique de coexistence pacifique. En plus de mener des négociations politiques sur la scène internationale, elle tenterait selon le groupe Afrique Cedetim ⁽²⁾ de "se constituer des zones d'influences à côté des zones sous domination nord-américaine". La stratégie de la politique internationale de l'URSS pourrait alors se présenter comme suit:

"Etre présent dans les zones sous contrôle des Etats-Unis, et particulièrement dans les régions périphériques du système capitaliste, et négocier au sommet, avec les puissances impérialistes, singulièrement avec leur centre dominant: les USA ." ⁽³⁾

Avec l'intervention massive de l'Union Soviétique avec son partenaire cubain, l'Angola est plongée dans une profonde internationalisation de ses problèmes internes. La rivalité des grandes puissances

-
1. New-York Times, le 24 décembre 1975.
 2. Groupe Cedetim, op. cit., p. 207
 3. Idem, p. 207

avec l'URSS en tête donne une nouvelle orientation quant aux solutions du problème angolais puisque les trois mouvements perdent en bonne partie leur autonomie pour remettre la solution finale entre les mains des grandes puissances. L'URSS a donc choisi l'intervention directe pour régler une guerre civile entre trois mouvements de libération nationale.

6.3 L'intervention de Cuba

Cuba avait déjà acquis une expérience d'intervention en Afrique dans les années 60 alors qu'elle avait soutenu en 1964-65 les forces de Pierre Mulele et d'Antoine Gizenga au Congo-Kinshasa. Leur présence dans d'autres pays africains et du Moyen-Orient est connue notamment en Ethiopie, Somalie, Guinée et Sud-Yemen.

Le MPLA se trouvait alors en très mauvaise posture, étant donné que le FNLA était, en juillet 1975, le plus fort des trois mouvements (1) sur le terrain grâce à l'arrivée de l'ex-MPLA, Daniel Chipenda, suivi de 3,000 de ses compatriotes de la Révolte de l'Est, et grâce également aux appuis étrangers (USA, Zaïre, Afrique du Sud). La nouvelle situation du FNLA lui a ainsi permis de reprendre l'avantage qu'avait sur lui le MPLA en décembre 1974 (2). C'est dans ces circonstances que l'appui cubain se présentera pour contrebalancer les appuis accordés au FNLA et à l'UNITA par les USA, le Zaïre et l'Afrique du Sud. Ce qui

1. New-York Times, le 27 juillet 1975.

2. Le Monde, le 31 décembre 1975.

fera dire à Fidel Castro lors du premier congrès du parti cubain en décembre 1975:

"Nous ne croisons pas les bras quand nous voyons un peuple africain, un peuple frère, brutalement attaqué par l'Afrique du Sud. Nous ne nous croisons pas les bras et nous ne nous les croiserons pas. Nous aidons l'Angola et nous continuerons à l'aider." (1)

Cuba aurait fourni un soutien au MPLA à partir du Congo-Brazzaville avec 200 conseillers militaires en août 1975. Toutefois, ce n'est qu'en novembre 1975 sur la demande expresse du MPLA et de son président Agostinho Neto qu'interviendront les cubains, alors que le MPLA était dans une position fort délicate avec l'apparition des forces anti-MPLA regroupées et appuyées par les puissances étrangères, notamment par l'Afrique du Sud.

"On commence à mieux apprécier aujourd'hui avec le recul du temps, l'enjeu de l'engagement militaire des Cubains aux côtés du MPLA en Angola à partir du 7 novembre 1975. Les informations précises récemment fournies par Gabriel Garcia Marquez ont montré à quel point il s'en ait fallu de très peu que l'ancienne colonie portugaise ne tombe dans le giron néo-colonial des Etats-Unis - par FNLA, UNITA et Afrique du Sud interposés." (2)

Face à cette situation, Castro et son gouvernement ont reconnu l'importance d'accomplir leur "devoir internationaliste prolétarien" et leur lutte anti-impérialiste lesquelles constituent les composantes essentielles de leur politique étrangère (3).

1. New-York Times, le 27 juillet 1975.

2. Julio Cortozar, "Cuba dans la Tourmente", Le Monde Diplomatique, (Février 1977): 7.

3. Bernard Cassen, "Le nouveau défi cubain", Le Monde Diplomatique, (Janvier 1976): 14.

Le président Castro l'a également souligné. (1) en disant lors du 1er congrès du PC cubain que "le mouvement révolutionnaire mondial allait se rappeler de l'altruisme et de l'héroïsme dont les soldats cubains ont fait preuve en Angola". (2)

C'est ainsi que de nombreux "volontaires" cubains en accord avec leur gouvernement sont venus prêter assistance au MPLA. Ils étaient 1,500 en Novembre, 4,000 à la fin décembre 1975 et quelques mois plus tard leur nombre était estimé à 15,000. De tous les rangs et de toutes les armées, y incluant un escadron de Migs 21 avec leur équipage et techniciens, les Cubains sont venus "faire la guerre" aux côtés des guérilleros du MPLA qui se trouvaient dans une situation précaire et qui justifiait par là une intervention socialiste de cette ampleur.

"Mais face aux moyens et à l'expérience des troupes d'intervention étrangère, le MPLA ne peut opposer qu'un embryon d'armée régulière formée autour des anciens combattants de la guérilla: pour le moment, seule l'aide des pays socialistes peut lui permettre de maintenir ses positions et demain, de libérer le territoire national." (3)

1. New-York Times, le 19 décembre 1975.

2. Castro s'est félicité d'avoir rempli sa tâche internationaliste, tout comme Brejnev l'a fait en février 76 lors du XXVe congrès du PCUS en exaltant des victoires internationalistes de l'URSS et en s'attribuant le mérite de l'aide à l'Angola. Voir Bernard Cassen, "Le nouveau défi cubain", Le Monde Diplomatique, (Janvier 1976): 14 et K.S. Carol, "Ceux qui poussent Brejnev à risquer la guerre", Le Nouvel Observateur, no. 793 (Du 21 au 27 janvier 1980): 36.

3. René Lefort, "Les interventions étrangères en Angola menacent de faire déborder le conflit", Le Monde Diplomatique, (Décembre 1975): 6.

Toutefois, il est admis de penser que l'intervention cubaine ne s'est pas faite spontanément mais qu'elle faisait partie d'une stratégie du bloc socialiste présidée par l'Union Soviétique pour remettre l'Angola dans la voie du socialisme comme deuxième phase de la décolonisation. Cette hypothèse n'est cependant possible, comme le fait remarquer Claude Gabriel ⁽¹⁾, que si l'on considère que la politique internationale de Cuba n'est pas très indépendante de celle de l'URSS et qu'elle est plutôt alignée sur cette dernière. Cela revient à dire que Cuba aurait opéré selon la même politique que l'URSS avait choisie pour régler le problème angolais et qu'elle rencontrait ainsi les mêmes intérêts stratégiques ⁽²⁾. D'ailleurs, il est intéressant de voir comment les Chinois (surtout) et les Américains s'en sont pris à l'Union Soviétique, alors que les Chinois ont ignoré les cubains et que les USA adoucissaient leurs attaques sur Cuba pour mettre le focus sur l'URSS dans l'intervention des forces communistes en Angola.

Non seulement l'autonomie de Cuba face à l'Union Soviétique dans le conflit angolais peut-elle être remise en cause, mais Cuba ne peut prétendre non plus qu'il y ait eu au sein du MPLA une tendance procass-triste ⁽³⁾. Quoiqu'il en soit concernant Cuba, une chose demeure certaine, ce sont les milliers de cubains venus combattre en Angola qui ont permis la victoire du MPLA dans son affrontement contre les forces de la Coalition ⁽⁴⁾.

1. Gabriel, Claude, op. cit, p. 185.

2. Bernard Cassen, "Le nouveau défi cubain", Le Monde Diplomatique, (Janvier 1976): 14.

3. Gabriel, Claude, op. cit, p. 185.

4. Idem, p. 185.

6.4 L'intervention du Zaïre

Le Zaïre s'est impliqué dès le début dans le conflit angolais en soutenant le FNLA (UPA) de Holden Roberto en lui fournissant une base d'appui sur son territoire. Le Zaïre s'est également manifesté comme étant anti-MPLA pour avoir harcelé ses membres et pour les avoir expulsés en 1963 de son territoire. Dès 1963, l'alliance entre le président Mobutu Sese Seko et de Holden Roberto ⁽¹⁾ sera légendaire tant les deux hommes s'entendent parfaitement sur le type de société à établir en Angola, sans oublier leurs "tendances" pro-américaines qui s'incarnent dans le type d'indépendance à réaliser ⁽²⁾.

Mobutu a tout fait ou presque pour Holden Roberto et le FNLA. Il a entraîné les combattants du FNLA, leur a fourni des armes, les a soutenu contre le MPLA et ce depuis le début. Il a d'autre part, permis au FNLA de se maintenir sur la scène internationale en le soutenant sur toutes les tribunes notamment celle de l'OUA.

Toutefois, l'altruisme de Mobutu sera mis à nu lors de ses entretiens avec le général Spínola à Sal le 14 septembre 1974. Le président Mobutu réclamait en outre que le territoire de Cabinda soit remis entre les mains du FLEC, l'appui à Roberto Holden et la création d'une Fédération Zaïre - Angola - Cabinda dont il serait président et Roberto comme vice-président ⁽³⁾. Le projet d'expansionnisme de Mobutu se

1. Sans compter les liens familiaux qui les unissaient puisqu'ils sont beaux-frères.

2. Davidson, Basil, op. cit., p. 205.

3. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 148.

mariait ainsi au projet néo-colonial du général Spínola. Mais Mobutu ne s'arrête pas là.

Le président du Zaïre ira chercher du côté américain toute l'aide possible pour que son "poulain" Roberto Holden puisse gagner la bataille. C'est d'ailleurs Kissinger qui disait que les efforts américains en Angola étaient liés au président Mobutu. Cela servait à souligner le support des Etats-unis au Zaïre puisque Kissinger comptait beaucoup sur Mobutu pour s'opposer aux intérêts soviétiques en Afrique et pour mousser les intérêts américains dans les divers forums internationaux (1).

De plus, les intérêts convergent entre le Zaïre et les USA afin que le MPLA ne gagne pas le territoire angolais, et par conséquent les USA doivent supporter le Zaïre pour qu'il aide le FNLA (2). Le Zaïre devient donc la principale porte d'entrée des 50 millions de dollars américains en matériel militaire. Mobutu, qualifié de gendarme de la région (3), peut ainsi jouer son rôle en Angola en assurant le joint entre les USA et le FNLA et même l'UNITA lors de la grande coalition (4).

Mobutu jouera un rôle de pivot pour les forces anti-soviétiques ou anti-MPLA. Ainsi, il hébergera à Khinshasa même les conseillers

-
1. New-York Times, le 25 septembre 1975.
 2. New-York Times, le 26 octobre 1975.
 3. Groupe Cedetim, op. cit, p. 104.
 4. Ibid, p. 114.

militaires venus de la Chine Populaire pour prêter main forte au FNLA et ce depuis le 2 juin 1974. De plus, selon le New-York Times, l'influence de Mobutu aurait été au centre de l'aide des 117 conseillers fournis par la Chine au FNLA ⁽¹⁾. Ces conseillers qui s'installeront à Kinkuzu (base du FNLA) atteindront le nombre de deux cents ⁽²⁾, tous arrivés par le Zaïre selon les arrangements de son président.

Mais en plus de s'être qualifié comme le leader de la coordination des forces anti-MPLA durant la guerre civile, le Zaïre a envoyé ses troupes militaires sur le territoire angolais. En effet, le 24 octobre les troupes zaïroises auraient pénétré en Angola au nord-est de Luanda avec des mercenaires étrangers ⁽³⁾. Sans compter que l'armée zaïroise constituait déjà le gros des forces qui combattaient le MPLA dans le nord de l'Angola ⁽⁴⁾. Après la rencontre de Mobutu-Spinola à l'île de Sal et l'invasion armée du territoire angolais, le Zaïre venait de révéler ses véritables intentions expansionnistes, alors que le FNLA n'aurait été en réalité qu'un "paravent" du Zaïre ⁽⁵⁾. Avec la victoire du MPLA s'estompait le projet de fédération zaïroise et naissait aux frontières du Zaïre un Etat "progressiste".

1. Groupe Cedetim, op. cit., p. 114.

2. New-York Times, le 24 novembre 1974.

3. New-York Times, le 25 septembre 1975.

4. New-York Times, le 25 octobre 1975.

5. René Lefort, "L'enjeu stratégique du conflit angolais", Le Monde Diplomatique, (Février 1976): 12.

6.5 L'intervention de l'Afrique du Sud

"Compte tenu des enjeux, l'intervention de Prétoria dans la crise angolaise n'avait pas de quoi surprendre". (1)

L'Afrique du Sud ne s'est pas impliquée sur le territoire angolais pour tenter d'y jouer un rôle militaire avant que s'effondre le 24 avril 1974 le régime colonial portugais. A partir de ce moment le vacuum était trop grand et les enjeux trop importants. Ces enjeux sont d'abord économiques avec les richesses minérales de l'Angola et le barrage de Cuenene, et ensuite géo-politique puisque la région pourrait être destabilisée avec l'avènement d'un régime socialiste. Ainsi la lutte en Namibie pourrait s'intensifier avec la Swapo qui bénéficierait de l'Angola comme bases d'appui (2) et menacerait les intérêts économiques de l'Afrique du Sud. De plus, les succès militaires du MPLA sont perçus comme une menace par le gouvernement de Prétoria (3).

Pour intervenir directement en Angola, le gouvernement de M. Vorster a invoqué la raison qu'il devait assumer la protection des installations hydro-électriques du barrage édifié sur la rivière Cuenene en l'absence des Portugais, camouflant ainsi les raisons stratégiques, géo-politiques et économiques de son invasion en Angola, laquelle constituait un enjeu régional de premier plan (4).

1. Robert A. Manning, "L'offensive Sud-Africaine", Le Monde Diplomatique, (Février 1976): 12.

2. Idem.

3. New-York Times, le 18 décembre 1975.

4. Cosse et Sanchez, op. cit, p. 202.

Ayant déjà collaboré très étroitement avec l'Unita ⁽¹⁾ pour lui avoir fourni des armes et du matériel militaire, l'Afrique du Sud envahit le 23 octobre 1975 le territoire angolais jusqu'à la capitale de la province de Sada Bandeira à 155 milles à l'intérieur de la frontière ⁽²⁾. Cette opération sud-africaine avec l'apport de l'Unita et de Chipenda ⁽³⁾ soulèvera la réprobation un peu partout dans le monde ⁽⁴⁾. Toutefois, ce n'est que le 28 novembre 1975 que le premier ministre Vorster admettra l'invasion de ses armées en territoire angolais, de même qu'ils fournissent des conseillers et de l'équipement militaire au FNLA et à l'UNITA. D'autre part, il fut révélé que 1,000 africains du Sud ont été utilisés pour l'entraînement et pour des opérations tactiques dans divers coins de l'Angola durant la guerre civile ⁽⁵⁾.

"L'intervention de l'Afrique du Sud en Angola (complétant le rôle en grande partie indirect joué par les USA, la France et la Grande Bretagne) contre le MPLA au côté des forces combinées du FNLA et de l'UNITA achève d'éclairer le dessein néo-colonial de M. Vorster dans les trois zones de confrontation directe, où la «détente» est mise à l'épreuve." ⁽⁶⁾

On réalise mieux avec l'intervention sud-africaine les enjeux que recèlent le conflit angolais, de même que ses alliances "tactiques"

-
1. Savimbi avait fait l'éloge du rôle du premier ministre Vorster dans la "détente" in: Le Monde Diplomatique, Février 1976.
 2. New-York Times et Le Monde, du 24 octobre 1975.
 3. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 200.
 4. Voir Le Monde du 24 décembre 1975.
 5. New-York Times, le 20 décembre 1975.
 6. Robert A. Manning, "L'offensive Sud-Africaine", Le Monde Diplomatique, (Février 1976): 12.

avec le FNLA et l'UNITA qui ont fait réagir plusieurs pays africains venus contrebalancer cette union «réactionnaire» avec le régime raciste de Prétoria. Les Sud-Africains ont largement fait la preuve de leur expansionnisme tout particulièrement du côté de l'Angola.

6.6 L'intervention de la Chine

La préoccupation angolaise pour la Chine n'est pas récente, puisque dès 1958, la Chine mentionnait dans un article intitulé "Le grand développement du mouvement pour l'indépendance nationale en Afrique", les «manifestations» qui se déroulaient alors en Angola ⁽¹⁾. Le Quotidien du Peuple du 24 janvier 1959 parle des révoltes qui ont pris place dans l'Angola portugaise ⁽²⁾.

La Chine donne largement son appui aux mouvements de libération nationale partout dans le monde notamment en Afrique. C'est le cas des colonies portugaises qui recevront un appui explicite sans relâche et particulièrement pour l'Angola. Elle a maintenu des liens avec toutes les organisations de libération nationale ⁽³⁾.

De nombreuses délégations représentant les trois mouvements de libération nationale se sont rendues visiter la Chine pour y obtenir un appui. Les trois organisations y obtinrent un soutien varié à certaines périodes. Durant les années 60, ce fut principalement le

1. Carrère d'Encausse, Hélène, et Shram, Stuart, op. cit, p. 52.

2. Ogunsanwo, Alaba, op. cit, p. 32.

3. Van Ness, Peter, op. cit, p. 144.

MPLA et le FNLA qui furent l'objet d'attentions de la part de Pékin. En 1964, la Chine fournit les fonds d'un centre d'entraînement en Algérie où les guérilleros des colonies portugaises (Angola) prennent leur formation de lutte armée ⁽¹⁾. La Chine a également entraîné des guérilleros sur son territoire; toutefois, elle a davantage concentré son aide dans la fourniture d'armements chinois lesquels transitaient par le Congo-Brazzaville et la Tanzanie ⁽²⁾.

Alors que la Chine s'était toujours montrée "neutre" dans le conflit angolais vis-à-vis les différentes organisations nationalistes, celle-ci envoie le 2 juin 1974 un contingent de 117 conseillers militaires pour apporter un soutien au FNLA ⁽³⁾, à partir de Kinshasa au Zaïre. Le nombre de conseillers chinois atteindra 200 en 1975 lesquels s'installeront à Kinkuzu dans le nord de l'Angola avec les combattants de Roberto Holden ⁽⁴⁾. La neutralité ne pouvait plus être invoquée par le gouvernement chinois puisque seul le FNLA bénéficiait d'un tel appui.

La Chine ne rappellera ses conseillers et ne cessera l'approvisionnement en armes au FNLA que le 11 novembre 1975. Elle prétextera la journée de l'indépendance de l'Angola pour se retirer du conflit angolais. Toutefois, son intervention directe dans la guerre d'indépendance créa de multiples remous au sein du MLN angolais,

-
1. Larkin, Bruce, op. cit., p. 171.
 2. Ogunsanwo, Alaba, op. cit., p. 239.
 3. Le Monde, le 6 juin 1974.
 4. New-York Times, le 25 septembre 1975.

en Afrique et partout dans le monde.

Le gouvernement chinois venait d'appuyer directement un mouvement tribaliste ⁽¹⁾ financé et supporté par les USA et ainsi se joindre au camp des forces anti-MPLA (forces pro-socialistes), que d'autres qualifieront de camp anti-communiste. Erreur d'analyse ou choix stratégique, l'intervention chinoise a contribué à internationaliser le conflit angolais et à prolonger sur le plan interne la guerre civile.

7. La position de la Chine en Angola

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la Chine a appuyé avec beaucoup d'emphasis la guerre de libération nationale qui se déroulait dans les colonies portugaises et plus spécifiquement en Angola. La Chine a cité l'Angola et les MLN (surtout FNLA - MPLA) dans ses différents journaux de façon très explicite concernant la lutte armée qui s'y déroulait contre le colonialisme portugais. Elle a fourni de l'armement et entraîné également les guérilleros angolais sans distinguer les mouvements ⁽²⁾, jusqu'en 1974.

Mao avait énoncé la politique chinoise d'appui aux MLN lors du 8e congrès du PC Chinois en 1956:

"We must give active support to the National
Independence and Liberation Movements in Asia,

1. Voir le New-York Times, le 24 novembre 1974, Le Monde Diplomatique, octobre 1975.
2. Il demeure impossible d'estimer la quantité d'armements fournis par la Chine aux trois mouvements et aux MLN en général.

Africa, and Latin America, as well as to Peace Movement and righteous struggle in all countries throughout the world." (1)

Les MLN angolais répondaient largement à ce grand principe internationaliste. Dans la pratique, les Chinois ont semblé appliquer une ligne «correcte» vis-à-vis les trois mouvements jusqu'en 1974, date de leur appui privilégié au FNLA. Le modèle de lutte armée développée en Angola correspondait au modèle de lutte armée que la Chine reconnaît et propose pour les peuples du tiers-monde (2). Sans véritable PC, la guerre en Angola ne pouvait être qu'une révolution démocratique nationale.

Après avoir célébré le 4 février 1965 à travers toute la Chine la "Journée Angolaise" pour commémorer le 41ème anniversaire du soulèvement (3), les Chinois n'ont cessé d'appuyer la lutte pour l'indépendance sans distinguer un mouvement de l'autre. Toutefois, il faudrait remonter à 1963 pour apprendre qu'une certaine brouille aurait pu naître entre la Chine et le MPLA suite à la visite de l'ex MPLA Viriato Da Cruz. C'est Daniel Chipenda qui rapportait que Da Cruz parti pour Pékin suite à son exclusion du MPLA avait dit aux Chinois que le MPLA était pro-russe et anti-chinois (4). Toutefois, en 1965 le MPLA reçoit le même appui explicite que le FNLA (5) d'où aucune préférence ne

-
1. Mao Tsétoung, cité in Ogunsanwo, Alaba, op. cit, p. 13.
 2. Van Ness, Peter, op. cit, p. 50 ; Larkin, Bruce, op. cit, p. 155.
 3. Van Ness, Peter, op. cit, p. 143.
 4. Entrevue de D. Barnett avec Daniel Chipenda en 1969 cité in: Davidson, Basil, op. cit, p. 232.
 5. Van Ness, Peter, op. cit, p. 143.

semble transpercer pour le moment.

Neto sera reçu en 1971 avec une délégation de quatre personnes par le premier ministre Chou-En-Lai et par le chef d'état major chinois. C'est à partir de là que le MPLA recevra une quantité fort appréciable d'armes en provenance de la Chine ⁽¹⁾. D'autre part, le support accordé à l'Unita, limité à la presse chinoise aurait cessé dans la même période. Qu'est-ce qui motiva les Chinois d'opter pour le FNLA en juin 1974?

Une première hypothèse voudrait que ce soit par l'entremise du président Mobutu que la Chine se soit associée au FNLA. Le président zaïrois aurait fait des pressions pour que la Chine donne son appui au mouvement de Roberto Holden ⁽²⁾ et lui envoie des conseillers militaires. Il est d'autre part curieux de voir la Chine tisser des liens très étroits avec le Zaïre en 1974 alors qu'elle décriait ce dernier quelques temps auparavant (c'était toujours le même Mobutu Sese Seko) d'être un gouvernement fantoche à la solde de l'impérialisme américain ⁽³⁾.

Après le rapprochement avec les USA en 1972 (l'ennemi principal devient l'Union Soviétique avec le "Social-impérialisme"), la Chine normalise ses relations avec le Zaïre en 1972 et établit des programmes de coopération avec cet Etat. Après avoir louangé les efforts

1. Davidson, Basil, op. cit., p. 239-270.

2. New-York Times, le 24 novembre 1974.

3. Pékin Information, no.3, 22 janvier 1968, p. 28.

de Mobutu pour traverser la crise économique du Zaïre, il n'y a qu'un pas à franchir pour la Chine afin de remettre à flot le mouvement de Roberto, beau-frère de Mobutu. Nous admettons que cette hypothèse est des plus plausibles.

La seconde hypothèse est celle où la position de la Chine constitue une réaction face à l'Union Soviétique qui s'était fixé sur un seul mouvement: le MPLA. Les tensions au sein du MPLA entre Chipenda et Neto n'étaient pas pro-chinoises et pro-soviétiques comme le prétend Henry S. Hayward ⁽¹⁾. Incidemment, aucune déclaration lors du congrès de Lusaka en 1974 et du compromis de Brazzaville ne laisse voir une telle possibilité. Le MPLA ne s'est jamais présenté de façon implicite ou explicite pro-soviétique durant 1974.

En 1972, la Chine dénonce les sociaux-impérialistes qui cherchent à s'infiltrer dans les pays d'Afrique sous couvert de soutien aux mouvements de libération nationale ⁽²⁾. C'est en 1974 que la presse chinoise effectuera les premières attaques au social-impérialisme en Afrique Australe ⁽³⁾. L'Union Soviétique est accusée de "vouloir diviser et de faire fléchir les mouvements africains de libération nationale". Or, dans la même période il est rapporté en avril 1974, que la Chine et l'Union Soviétique ont fourni des armes aux 6,000 combattants du PAIGC de la Guinée-Bissau et du Cap Verde.

-
1. The Christian Science Monitor, le 11 juin 1974.
 2. Groupe Cedetim, op. cit., p. 209.
 3. Pékin Information, no. 28, 15 juillet 1974, p. 23.

Les membres du MPLA auraient obtenu des Chinois, lors de la dernière visite à Pékin de Lucio Lara le 27 mai 1975, la promesse qu'ils cesseraient toute aide au FNLA et à l'UNITA (1). La présence des conseillers militaires chinois à Kinshasa et dans le nord de l'Angola se serait poursuivi jusqu'au 11 novembre 1975. Mais la direction Nêto (Agostinho Nêto, ayant lui-même séjourné en URSS, ami du PC Portugais pro-soviétique) pouvait-elle inspirer quelques grandes sympathies aux dirigeants chinois?

Après 1964, le conflit sino-soviétique s'intègre dans la politique d'appui aux MLN (2). Larkin nous dit que la Chine s'éloignera des mouvements ayant donné leur adhésion à Moscou. Dans les années 60, cette politique chinoise était inscrite dans une relation triangulaire avec les USA et l'Union Soviétique (3). L'opposition à l'Union Soviétique se retrouvera également dans les relations que la Chine entretient avec les autres partis communistes en tenant compte de leur position pro-Pékin ou Pro-Moscou (4).

Dans le cas où il y a deux organisations ou plus qui font la lutte armée, la Chine a tendance à les endosser toutes.

"Moreover, if two or more separate organizations were seen to be leading armed struggle within a single country Chinese practice was generally to imply support for all of them by mentioning them in press reports and reprinting their programs, while explicitly supporting none to the exclusion of the others, except perhaps for pro-Peking communist parties." (5)

1. Cosse et Sanchez, op. cit., p. 184.
2. Larkin, Bruce, op. cit., p. 187.
3. Ogunsanwo, Alaba, op. cit., p. 20.
4. Van Ness, Peter, op. cit., p. 127.
5. Ibid, p. 129.

Cette règle prévalait en 1965 au moment de l'étude de Van Ness. Toutefois, la période 1974-76 laisse peu de place à une autre interprétation que celle du social-impérialisme. La presse chinoise, en particulier Pékin Information, nous met sur cette voie. Les nombreux articles en 1976 sur l'Angola et le social-impérialisme constituent le principal focus de la politique extérieure chinoise. Ce fut le cas lors du discours aux Nations Unies de Chiao Kuan-Kun le 5 octobre 1976 où il parle de la volonté de la Chine de poursuivre le combat contre le social-impérialisme soviétique (1).

S'il y a lutte au social-impérialisme soviétique, une certaine "collaboration" avec les USA est rendue nécessaire par les événements. La Chine utiliserait les tensions entre l'URSS et les USA pour contrer l'Union Soviétique (2). L'auteur Harry Harding soutient que les USA constitueraient un front uni "informel" contre l'Union Soviétique (3). C'est ainsi que suite à des entretiens entre des représentants de la Chine et des USA, M. Kissinger déclarait le 4 décembre 1975 que les deux parties partageaient les mêmes préoccupations sur le rôle soviétique en Angola.

Alors que Chine Nouvelle accuse l'Union Soviétique de livrer à Luanda «d'importantes quantités d'armement lourd» (dénonçant ainsi le soutien au MPLA) (4), la Chine entraîne et fournit des armes au FNLA.

-
1. Fejtő, F., Chine - URSS, op. cit., p. 451.
 2. Whiting, Allen S., op. cit., p. 24.
 3. Harding, Harry, op. cit., p. 97.
 4. Gabriel, Claude, op. cit., p. 193.

de l'autre côté. Toutefois, une confusion factice règne dans la presse chinoise puisque Pékin Information du 2 septembre 1974 ⁽¹⁾ parle du MPLA et du FNLA de façon égale. Le 3 février 1975, Pékin Information ⁽²⁾ félicite les MLN angolais sans les nommer explicitement pour leur brillante victoire, alors que Pékin Information du 20 janvier 1975 fait la présentation du communiqué conjoint signé par les 3 MLN sur les accords d'Alvor. Prêchant pour un gouvernement de coalition, Pékin Information dénonce l'intervention de l'Union Soviétique et l'accuse de provoquer la guerre civile ⁽³⁾.

La Chine ne mentionne à aucun endroit qu'elle donne son soutien privilégié au FNLA déjà appuyé par les USA et la CIA, le Zaïre et plus tard par l'Afrique du Sud. C'est la politique de l'autruche: alors que la Chine dénonce l'intervention des Soviétiques, elle ne parle pas de sa propre intervention à titre de puissance étrangère. D'autre part, ce n'est pas la politique chinoise au Zaïre qui a déterminé l'attitude de la Chine en Angola ⁽⁴⁾. La politique chinoise voulant faire barrage à l'expansion de l'influence soviétique est celle de s'opposer à l'URSS partout dans le monde ⁽⁵⁾, ce qui fut le cas en Angola durant la période 1974-1976.

1. Pékin Information, no. 35, 2 septembre 1974, p. 21.

2. Pékin Information, no. 5, 3 février 1975, p. 13.

3. Pékin Information, no. 39, 29 septembre 1975, p. 27.

4. Contrairement à l'affirmation de Claude Gabriel selon lequel l'aide de Pékin au FNLA n'aurait été qu'un chapitre de l'aide accordée au président Mobutu du Zaïre.

5. Fejtö, F., Chine - URSS, op. cit., p. 403.

CONCLUSION

En Angola, la Chine a réussi à jeter un éclairage très important sur un certain nombre d'éléments essentiels en ce qui concerne sa politique extérieure. Premièrement, la République Populaire de Chine a d'une façon générale tenté de remplir les objectifs de sa politique extérieure fondée sur l'internationalisme prolétarien en soutenant la lutte armée menée contre le colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme ⁽¹⁾. En appuyant la lutte armée pratiquée par les trois MLN angolais, la RPC accomplissait ainsi son devoir internationaliste d'appui aux mouvements révolutionnaires visant à long terme la révolution mondiale.

Deuxièmement, le soutien effectif de la Chine, soit dans la presse chinoise, soit par l'entraînement de guérilleros, l'envoi de conseillers militaires et la fourniture d'armes aux mouvements angolais de libération nationale, indique qu'elle donne suite à sa politique d'appui aux révolutions nationales qui se déroulent dans le Troisième monde en particulier en Afrique.

Troisièmement, la Chine a appliqué dans la situation concrète de l'Angola son analyse des contradictions sur la scène internationale. Ayant identifié comme contradiction principale le social-impérialisme soviétique, elle prend tous les moyens pour s'opposer à l'Union Soviétique et à son influence partout dans le monde ⁽²⁾. Ainsi, dans le

1. Armstrong James D., *Revolutionary Diplomacy*, op. cit., p. 49.

2. Levesque, Jacques, *URSS - Cuba*, op. cit., p. 213.

conflit angolais, la Chine a appuyé les forces anti-MPLA puisque ce dernier mouvement était très largement soutenu par l'Union Soviétique. Certains diront que la Chine s'est jointe aux forces anti-soviétiques ou communistes, ce qui revient à dire dans les faits aux forces anti-MPLA. La Chine a donné son appui à la force politique angolaise (peut importe son étiquette) capable de contrer l'influence soviétique, il s'agissait alors du FNLA de Roberto Holden.

La Chine a de par sa position dans le conflit angolais, appliqué une analyse qui privilégie les facteurs externes de la situation qui s'est déroulée sur ce territoire africain. Elle n'a pas tenu suffisamment compte du développement des contradictions internes, notamment la lutte des forces néo-coloniales et anti-communistes contre le MPLA, pour accorder le primat aux contradictions externes dont le social-impérialisme soviétique.

D'autre part, cette pratique de privilégier les contradictions externes ne serait pas authentiquement socialiste de l'avis de Quiminal:

"De fait, contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est reconnaître le primat des causes internes sur les causes externes qui est vraiment internationaliste."
(1)

C'est précisément l'inverse qu'ont réalisé les Chinois en s'attaquant prioritairement au social-impérialisme soviétique en Angola.

1. Quiminal, Catherine, op. cit., p. 37.

En conséquence, leur lutte contre les sociaux-impérialistes soviétiques aura tendance partout dans le monde à les placer sur cette même ligne politique là où l'URSS sera impliquée. Les Chinois ont adopté et adopteront une attitude non orthodoxe au marxisme lequel reconnaît d'abord la solution des causes internes.

"La cause fondamentale du développement des choses et des phénomènes n'est pas externe mais interne; elle se trouve dans les contradictions internes des choses et des phénomènes eux-mêmes." (1)

Cette analyse non "conforme" à la pratique marxiste en général amènera la RPC à se lier ou à s'allier à des pays capitalistes, impérialistes et même néo-colonialistes. C'est ce qui se produisit en Angola durant la guerre civile. La Chine s'est retrouvée avec des partenaires tels que les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, le Zaïre, des pays européens (France et Angleterre) à un degré moindre, et enfin, avec des mercenaires étrangers et des membres de la PIDE (2) reconnus pour leur anti-communisme. Cette grande "coalition" soutenait le FNLA qui fut décrit comme étant un mouvement tribaliste, anti-communiste et fasciste même (3).

Une autre conséquence de sa politique anti-social-impérialisme, c'est son rejet systématique des mouvements (ou Etats) progressistes

-
1. Mao Tsétoung, De la Contradiction, O.C., Tome I, op. cit, p. 349.
 2. Police politique portugaise; PIDE.
 3. Le Monde Diplomatique, octobre 1975; The Christian Science Monitor, 11 juin 1974; N.Y. Times, 24 novembre 1974.

qui recevront l'aide de l'Union Soviétique, comme l'exemple très probant du MPLA. La Chine pourra alors prétendre qu'il n'y avait pas un mouvement plus progressiste ou révolutionnaire que les autres. Ce qu'elle a d'ailleurs prétendu en Angola.

D'autre part, le cas Angolais nous permet de noter une certaine disparité entre la théorie et la pratique en ce qui concerne la politique extérieure chinoise. La Chine reconnaissait dans son discours les trois mouvements de libération nationale angolais⁽¹⁾. Ainsi, dans la presse chinoise, on faisait état des accords d'Alvor et des trois MLN qui devaient partager les responsabilités égales dans le nouvel état indépendant. Elle appuya même la position de l'OUA sur ce sujet.

La pratique nous révèle cependant d'autres faits et aspects de la politique chinoise. Le gouvernement de Pékin a soutenu d'une façon très privilégiée le FNLA, qualifié de mouvement pro-occidental. L'envoi par la Chine de conseillers militaires et d'armes au FNLA nie dans les faits la reconnaissance égale supposément adoptée par elle vis-à-vis les trois MLN angolais. Cela constitue une démarcation entre la position officielle et la pratique sur le terrain angolais.

Une autre disparité entre la théorie et la pratique est celle où les Chinois dénoncent très fermement les interventions pratiquées

1. Nous avons noté que Pékin Information ne faisait mention que du MPLA et du FNLA durant l'année 1974 jusqu'au début de 1975.

par les puissances étrangères en Angola. La Chine ne ménage pas ses attaques contre l'ingérence des deux superpuissances ⁽¹⁾, qui se disputent le contrôle de l'Angola.

Par contre, elle oublie volontairement de mentionner quoi que ce soit sur son propre "rôle" en Angola auprès du FNLA, de sa propre ingérence dans les affaires intérieures de l'Angola.

Incidentement, lorsque l'OUA lance un appel aux puissances étrangères pour qu'elles se retirent du conflit angolais, elle le demande explicitement aux Etats-Unis, à l'Union Soviétique et à la Chine. Mais curieusement la Chine emploie un discours où elle paraît être hors de toute activité en Angola, et que c'est en qualité d'observateur "objectif" qu'elle dénonce les activités commises par les autres puissances sur le territoire de cet ex-colonie portugaise.

En ce qui concerne la théorie du "front uni", lequel devrait s'attaquer au social-impérialisme soviétique, il a connu un développement plutôt particulier en Angola. Ainsi la Chine a dû s'allier avec des pays comme les USA (toujours une superpuissance), Afrique du Sud (pays raciste boycotté par presque toute l'Afrique) et avec le Zaïre (porte-parole américain en Afrique). Ce "front uni" est d'autant plus problématique que la Chine attaquait les USA en 1975 les accusant de lutter avec l'Union Soviétique pour la suprématie militaire ⁽²⁾.

1. Pékin Information, no. 5, le 3 février 1975, p. 13.

2. Pékin Information, no. 29, le 21 juillet 1981, p. 13.

Quant aux sud-africains, ils sont continuellement pris à partie par les Chinois pour leur racisme et leur colonialisme ⁽¹⁾. Le Zaïre était considéré avant le rétablissement des relations diplomatiques en 1973 avec le gouvernement du président Mobutu comme un "régime fantoche et de laquais des impérialistes américains" ⁽²⁾. De plus, lors d'affrontements frontaliers au début 1976 entre le Zaïre et l'Angola, la Chine prendra une position favorable aux forces zaïroises contre les forces pro-MPLA (soviéto-cubaines) ⁽³⁾. En définitive ce "front-uni" pourrait donc être constitué des régimes qualifiés des plus "réactionnaires" pour s'opposer au social-impérialisme soviétique.

Autre point important du Front-Uni, il devait rallier les forces surtout du 3e monde et quelques fois du 2e monde. Toutefois, l'alliance avec les USA derrière le FNLA et les déclarations de Kissinger sur "les préoccupations communes" de la Chine et des USA, relancent l'idée d'un "Front-Uni" très large, lequel engloberait la participation des Etats-Unis, superpuissance du 1^{er} monde, à ce même mouvement pour freiner l'expansionnisme soviétique. Les frontières et les critères pour la constitution de ce front-uni apparaissent donc très souples pour inclure un membre du 1^{er} monde afin d'obtenir l'élimination de la contradiction principale.

-
1. Pékin Information, no. 35, le 1er septembre 1975, p. 8.
 2. Peking Review, no. 18, le 28 avril 1967, p. 35; Pékin Information, no. 3, le 22 janvier 1968, p. 28.
 3. Pékin Information, no. 7, le 16 février 1976, p. 31.

D'autre part, la reconnaissance et l'appui par la Chine d'un gouvernement angolais d'union nationale tel que préconisé par l'OUA soulève certains problèmes. Nonobstant l'appui chinois au FNLA, son analyse de la situation interne l'amenant à recommander une pareille solution soulève trois questions. La première est celle où la reconnaissance du FNLA et de l'UNITA ne correspond pas parfaitement au principe d'appui chinois aux MLN voulant qu'un tel mouvement ait de fortes assises dans l'ensemble de la population. La seconde signifie que la Chine a décidé d'ignorer le fait que l'objectif des forces anti-MPLA était justement de rayer du territoire angolais ce même mouvement (pour y installer un gouvernement pro-occidental ou néo-colonialiste) et que l'invasion zaïroise et sud-africaine en était une preuve non moins convaincante.

La troisième interrogation constitue l'enjeu fondamental de la position chinoise en Angola. Pourquoi la Chine n'a-t-elle pas soutenu uniquement le MPLA comme d'autres pays socialistes l'ont fait notamment l'Algérie, la Tanzanie, la Guinée, le Congo-Brazzaville, sans oublier la Yougoslavie et les autres pays de l'Europe de l'Est. Notre explication pourrait être celle du peu d'autonomie du MPLA ou son alignement vis-à-vis Moscou. Il est intéressant de noter que le PAIGC de la Guinée-Bissau fut soutenu à la fois par la Chine et par l'Union Soviétique durant la même période ou presque. Toutefois, il est important de souligner que la Chine a entretenu des relations avec le MPLA (livraison d'armes début 1970, accueils des délégations de la direction du MPLA à Pékin) jusqu'en 1975.

Ce peu d'autonomie ou cette autonomie relative du MPLA ⁽¹⁾ proviendrait en grande partie de la direction formée par Agostinho Neto qui était reconnu pour ses sympathies pro-Moscou. Les révélations de Daniel Chipenda ⁽²⁾ sur la visite de Da Cruz à Pékin pour y dénoncer la direction pro-soviétique de Neto ont donné une certaine crédibilité à cette hypothèse. Toutefois, nous ne donnons pas entièrement foi aux propos ⁽³⁾ voulant que la scission du MPLA en 1974 entre Neto et Chipenda ait été provoquée par un affrontement entre la tendance pro-soviétique et celle pro-chinoise. Nous devons cependant souligner la coïncidence qui fait que Daniel Chipenda s'est joint en 1974 au FNLA au moment où ce mouvement recevait l'appui des Chinois se traduisant par l'envoi de conseillers militaires via le Zaïre.

La Chine a décidé de ne pas avouer publiquement ces luttes de ligne politique, elle a plutôt "noyé le poisson" en niant le caractère profond des divergences idéologiques entre les trois mouvements notamment en parlant de "divergences normales".

"L'existence de divergences entre les trois organisations de libération de l'Angola est chose normale, et ces divergences auraient pu être réglées par elles au moyen de consultations pacifiques, sous le drapeau de l'union nationale et à l'abri de l'ingérence extérieure." ⁽⁴⁾

1. Les Chinois qualifieront de "parrainage" l'attitude de Moscou, lequel privilégiait le MPLA par rapport aux autres mouvements dans: Pékin Information, no. 40, 6 octobre 1975, p. 12.
2. Entrevue avec Dale Barnett en 1969 cité dans Basil Davidson, op. cit., p. 232.
3. The Christian Science Monitor, 11 juin 1974, p. 1.
4. Pékin Information, no. 47, 1e 24 novembre 1975, p. 10.

Mais en même temps, la presse chinoise ne cessait d'attaquer le social-impérialisme soviétique particulièrement en 1976 où ⁽¹⁾ plus d'une vingtaine de numéros de Pékin Information présentaient un ou plusieurs articles sur ce concept. Elle y accuse l'Union Soviétique de "saper l'unité angolaise et l'unité africaine et de pratiquer un expansionnisme colonial" ⁽²⁾. Il ne fait aucun doute que la Chine tente de s'opposer très fermement au social-impérialisme de l'URSS qu'elle avait identifié comme contradiction principale.

Considérant l'Union Soviétique comme le danger numéro un sur la scène internationale, la Chine avait vite conclu que l'URSS tentait de placer dans sa sphère d'influence néo-colonialiste l'Angola, riche en ressources naturelles et stratégiquement très important ⁽³⁾. Par conséquent, l'analyse des facteurs internes de l'Angola devenait secondaire. La position chinoise dans le conflit angolais était subordonnée à sa lutte contre le social-impérialisme soviétique à l'échelle mondiale.

Le cas angolais se révèle donc être celui du social-impérialisme soviétique où la Chine a décidé de lutter peu importe comment et avec qui (front uni) contre l'Union Soviétique. Il démontre un tournant remarquable dans la politique extérieure chinoise où dorénavant l'axe principal des positions chinoises ne sera plus fondé sur la lutte des

1. On note la même tendance en 1977.

2. Guillerma, Jacques, Le parti communiste chinois au pouvoir; Petite bibliothèque Payot, Paris, 1979, tome 2, p. 675.

3. Pékin Information, no. 39, 29 septembre 1975, p. 27.

classes à l'intérieur de chaque pays mais à partir de l'analyse des contradictions externes ⁽¹⁾. Le conflit angolais aura de plus fait la démonstration d'une certaine disparité entre la théorie et la pratique concernant la politique extérieure de la Chine. Celle-ci serait selon Guillermez ⁽²⁾ subordonnée aux rapports sino-soviétiques. La politique extérieure chinoise pour la période 1974-1976 nous semblerait être plus spécifiquement sous la subordination de la contradiction principale soit le social-impérialisme soviétique, et qu'en définitive, c'est cette politique qui est développée par les dirigeants de Pékin partout dans le monde.

-
1. Le groupe Cedetim en arrive à la même conclusion, in: groupe Afrique Centrale Cedetim, op. cit, p. 208.
 2. Guillermez, Jacques, op. cit, p. 660.

RESUME

La présente recherche tente de mettre en lumière la politique extérieure de la Chine durant la période 1974-76. Nous avons rassemblé les principaux éléments qui cernent sur le plan théorique le cadre à travers lequel se charpente sa politique externe. A partir de l'internationalisme prolétarien, la Chine tente d'édifier son comportement d'Etat socialiste sur la scène internationale tout en ayant une politique de coexistence pacifique. En se référant au matérialisme historique, la Chine analyse la situation mondiale à travers le schéma des contradictions. La théorie de Mao Tsétoung nous indique quels sont les ennemis ou contradictions que la Chine doit affronter sur la scène mondiale. La stratégie du Front Uni nous indique alors comment et avec qui se fera la lutte contre la contradiction principale qui a été identifiée comme le social-impérialisme soviétique. Le tiers-monde constitue la principale force de mouvement progressiste.

Dans un deuxième temps, nous avons fait l'examen du phénomène du social-impérialisme. Nous avons procédé à l'analyse des thèses chinoises sur les concepts du révisionnisme et du social-impérialisme pour bien saisir la logique chinoise en ce qui concerne la contradiction principale, le social-impérialisme soviétique. Pour les Chinois les Soviétiques après avoir révisé le socialisme dans leur pays se sont lancés dans une course hégémonique, ce qui en fait l'ennemi numéro un des peuples et des pays du globe.

Troisièmement, nous avons effectué une étude de cas soit celle de l'Angola. Le conflit qui s'est déroulé en Angola, principalement durant la période 1974-76 nous éclaire sur notre problématique à savoir que la Chine s'oppose partout à l'Union Soviétique à cause de son caractère social-impérialiste.

Le cas angolais nous a fourni des renseignements importants sur sa conformité entre la théorie et la pratique de la Chine sur la scène extérieure. Nous avons pu grâce à cette étude de cas vérifier notre hypothèse centrale où la Chine s'est opposée à l'URSS, et au MPLA qui partageait son orientation. Elle a participé en Angola à un front-uni dans une lutte anti-social-impérialiste. La politique extérieure chinoise est subordonnée à la lutte contre le social-impérialisme soviétique.

BIBLIOGRAPHIESources primaires

. Pékin Information, de 1967 à 1977.

. Documents du PCC:

- La théorie du président Mao Tsétoung sur la dimension en trois mondes, importante contribution au Marxisme-léninisme, E.L.E., Pékin, 1977.
- Communiqué Conjoint Sino-Américain, E.L.E., Pékin, 1972.
- Leninism or Social-Imperialism, E.L.E., Pékin, 1970.
- Faillite Totale du Révisionnisme Moderne Soviétique, E.L.E., Pékin, 1968.
- A bas les nouveaux tsars!, E.L.E., Pékin, 1969.
- Le spectre de Confucius hante les nouveaux tsars, E.L.E., Pékin, 1974.
- Débats sur la ligne générale du mouvement communiste international:
 - . La lettre en 25 points ou Propositions concernant la ligne du mouvement communiste international, E.L.E., Pékin, 1963.
 - . Les Divergences entre la direction du P.C.U.S. et nous, leur origine et leur évolution, E.L.E., Pékin, 1963.
 - . Les Défenseurs du Néo-colonialisme, E.L.E., Pékin, 1963.
 - . Deux lignes différentes dans la question de la guerre et de la paix, E.L.E., Pékin, 1963.
 - . Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées, E.L.E., Pékin, 1963.
 - . Le Pseudo-Communisme de Khrouchtchev, et les leçons historiques qu'il donne au monde, E.L.E., Pékin, 1964.
- Les dirigeants du P.C.U.S. traîtres aux deux déclarations, E.L.E., Pékin, 1964.
- Réponse du Comité Central du Parti Communiste Chinois à la lettre du 15 juin 1964 du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, E.L.E., Pékin, 1964.

- Réponse du Comité Central du Parti Communiste Chinois à la lettre du 30 juillet 1964 du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, E.L.E., Pékin, 1964.
- Luttons jusqu'au bout contre le révisionnisme Khrouchtchévien, E.L.E., Pékin, 1965.
- Déjouons le vaste complot Américano-Soviétique, E.L.E., Pékin, 1967.
- De l'«Unité d'Action» de la Nouvelle Direction du P.C.U.S., E.L.E., Pékin, 1965.
- L'Aveu par la Nouvelle Direction du P.C.U.S. de sa Politique de Coopération Soviëto-Américaine, E.L.E., Pékin, 1966.
- Le Neuvième Congrès du Parti Communiste Chinois, E.L.E., Pékin, 1969.
- Le Dixième Congrès du Parti Communiste Chinois, E.L.E., Pékin, 1973.
- Constitution de la République Populaire de Chine, E.L.E., Pékin, 1975.

Sources secondaires

Allright, David E., Communism in Africa, Indiana University Press, Bloomington and London, 1980, 277 pages.

Amin, Samir, Le Marxisme, Larousse, Paris, 1977, 255 pages.

Arbatov, G., Luttes idéologiques et relations internationales, Editions du Progrès, Moscou, 1974, 384 pages.

Armstrong, James D., Revolutionary Diplomacy, University of California Press, Berkeley, California, 1977, 248 pages.

Badiou, Alain, Théorie de la Contradiction, Collection Yenan, Librairie François Maspero, Paris, 1976, 114 pages.

Berg, Eugène, Non alignement et nouvel ordre mondial, PUF, Paris, 1980, 182 pages.

Bettati, Mario, Le conflit sino-soviétique, Armand Colin, Paris, 1971, 2 tomes respectivement, 270 pages et 334 pages.

Bouc, Alain, Mao Tsétoung ou la Révolution approfondie, Combats, Seuil, Paris, 1975, 265 pages.

Campbell, Bonnie K., Libération nationale et construction du Socialisme en Afrique, Editions Nouvelle Optique, Montréal, 1977, 165 pages.

Campbell, Bonnie K., Où va la République populaire d'Angola?, Etudes Internationales, Juin 1976, Vol. VII, no. 2, pp. 275-288.

Carrère D'Encausse, Hélène et Shram, Stuart, L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles, Armand Colin, Paris, 1970, 108 pages.

Cedetim, Groupe Afrique Centrale de, Angola: La lutte continue, François Maspéro, Paris, 1977, 211 pages.

Chambre, Henri, De Karl Marx à Lénine et Mao Tsétoung, Aubier Montaigne, Paris, 1976, 413 pages.

Chen, King C., China and the Three Worlds, A foreign policy reader, Edited by King C. Chen, White Plains, New-York, 1979, 383 pages.

Cheng, Ying-Hsiang, Idylle sino-cubaine, brouille sino-soviétique, Colin, Paris, 1973, 310 pages.

Chubb, Edmund O., China and Russia, The Great Game, Columbia University Press, New-York, 1971, 578 pages.

Clington de Souza, Mario, Angola libre, Gallimard, Paris, 1975, 317 pages.

Cosse, J.P. et Sanchez, J., Angola le prix de la liberté, Syros, Paris, 1976, 243 pages.

Dallin, Alexander et al, Ed. Diversity in International Communism, a documentary record 1961-63, Columbia University Press, New-York, 1963, 867 pages.

Davidson, Basil, L'Angola au cœur des tempêtes, François Maspéro, Paris, 1972, 344 pages.

Denno, Bryce F., Sino-Soviet Attitudes Toward Revolutionary War, Orbis, Winter, 1968, Vol. II, no. 4, pp. 1193-1208.

De Vere, Pentony E., Red World in Tumult, San Francisco Chandler, San Francisco, 1962.

- Farish, Ralph M., Revisionist Marxism: the opposition within, Grüner Ed., Amsterdam, 1974, 71 pages.
- Fejtő, François, Chine - URSS: De l'alliance au conflit 1952-1977, Seuil, Paris, 1978, 479 pages.
- Fejtő, François, Dictionnaire des partis communistes, Castelman, Paris, 1971, 234 pages.
- Fejtő, François, L'héritage de Lénine, Castelman, Paris, 1973, 397 pages.
- Fernando, Claudin, La Crise du mouvement communiste, 2 tomes, Maspero, Paris, 1972, 716 pages.
- Fingar, Thomas, (éditeur), China's Quest for Independance: Policy Evolution in the 1970s, edited by Thomas Fingar and the Stanford Journal of International Studies, Westview Press, Boulder, Colorado, 1980, 256 pages.
- Gabriel, Claude, Angola: Le Tournant Africain, Ed., LaBrèche, Paris, 1978, 350 pages.
- Garver, John, "Chinese Foreign Policy in 1970: The Tilt Towards the Soviet Union", China Quaterly, June 1980, no. 82, pp. 214-249.
- Gittings, John, The World and China, 1922-1972, Eyre Methuen, London, 1974, 303 pages.
- Gittings, John, "New Light On Mao (His view of the world)", China Quarterly, December 1974, no. 60, pp. 750-766.
- Granov, Vladimir, Le révisionnisme de droite, Editons du Progrès, Moscou, 1974, 114 pages.
- Guillermaz, Jacques, Le parti communiste chinois au pouvoir, 2 tomes, Fayot, Paris, 1979, 770 pages.
- Guillermaz, Jacques, "Les facteurs intérieurs de la politique étrangère chinoise", Etudes Internationales, Février 1970, no. 1, pp. 6-14.
- Harding, Harry, "The Domestic Politics of China's Global Posture, 1973-78, in China's Quest For Independence, Policy Evolution in the 70's, edited by Thomas Fingar, Westview Press, Boulder, Colorado, 1980, 256 pages.
- Humbert-Droz, Jules, L'origine de l'Internationale Communiste; de Zimmerwald à Moscou, Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1968, 250 pages.

Kardelj, Edouard, Le socialisme et la guerre, René Julliard, Paris 1962, 252 pages.

Khamei, Anwar, Le révisionnisme de Karl Marx à Lénine et Mao Tsétoung, Anthropos, Paris, 1976, 423 pages.

Kriegel, Annie, Les Internationales Ouvrières, P.V.F., Paris, 1964 127 pages.

Labeledz, Leopold, The Sino-Soviet Conflict, L. Labeledz et G.R. Urban editors, London, 1965, 192 pages

Larkin, Bruce D., China and Africa, 1949-1970, University of California Press, Berkeley, 1971, 268 pages.

Leduc, Victor, La coexistence pacifique, René Julliard, Paris, 1962, 178 pages.

Lefevre, Henri, Problèmes actuels du Marxisme, P.V.F., Paris, 1970, 135 pages.

Lénine, Vladimir Illich, Cahiers Philosophiques, Editions Sociales, Paris, 1973, 607 pages.

Lénine, Vladimir Illich, Oeuvres Complètes, Editions du Progrès, Moscou, 1957, 35 tomes.

Levesque, Jacques, "La rivalité sino-soviétique pour la direction idéologique et politique des pays socialistes", Etudes Internationales, Février 1970, no. 1, pp. 21-28.

Levesque, Jacques, L'URSS et la révolution cubaine, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, 1976, 219 pages.

Lieberthal, Kenneth, "The Foreign Policy Debate in Peking As Seen Through Allegorical Articles, 1973-76, China Quarterly, September 1977, no. 71, pp. 528-554.

Lin Piao, Vive la victorieuse guerre du peuple, E.L.E., Pékin 1965.

Low, Alfred, D., The Sino-Soviet Dispute: an analysis of the polemics, Fairleigh Dickinson University Press, London, 1976, 364 pages.

Lovelace, Daniel D., China and "People's War" in Thailand 1964-1969, University of California, Berkeley, 1971, 99 pages.

Mao Tsétoung, Oeuvres Choiesies, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1967, 5 tomes.

Merle, Marcel, Sociologie des relations internationales, Dalloz, 2e édition, Paris, 1976, 480 pages.

Myers, Ramon H., Two Chinese States, Hoover Institution Press, Stanford University, Stanford, California, 1978, 84 pages.

Newhauser, Charles, Third World Politics: China and the Afro-Asian People's Solidarity Organisation 1957-1967, Harvard University Press, Cambridge, 1968, 499 pages.

North, Robert, C., The Foreign Relations of China, Dickenson Publishing Company, Cencino, California, 1974, 172 pages.

Ogden, Suzanne, "The Approach of the Chinese Communists to the Study of International Law, State Sovereignty and the International System, China Quaterly, June 1977, no. 70, pp. 315-337:

Ogunsanwo, Alaba, China's Policy in Africa, 1958-1971, Cambridge University Press, 1974, 310 pages.

Pauker, Guy L., The Rise and Fall of Afro-Asian Solidarity, Asian Survey, Vol. 5, no. 9, Septembre 1965, pp. 425-433.

Pomeroy, William J., Guerilla Warfare and Marxism, New-York, International Publishers, 1970, 336 pages.

Quiminal, Catherine, La politique extérieure de la Chine, Yenan, "synthèses", François Maspero, 1975, 281 pages.

Rajai, Mostafa, Mao Tsétoung on Revolution and War, Anchor Press, Garden City, New-York, 1970, p. 215.

Richer, Philippe, La Chine et le Tiers-Monde, Payot, Paris, 1971, 444 pages.

Simmonds, John D., China's world: The Foreign Policy of a Developing State, Columbia University Press, New-York, 1970, 260 pages

Strong, John W., The Sino-Soviet Dispute, in: The Communist States in Disarray 1965-1971, Edited by Adam Bromke and Teresa Rakowska-Harmstone, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1972, pp. 21-42.

Tsou, Tang, China in crisis, Chicago Press University, Chicago, 1968.

Tsou, Tang, and Norton H. Halperin, Mao's Revolutionary Strategy and Peking Behavior, American Political Science Review, Mars, 1965, Vol. 59, no. 1, pp. 80-99.

Ulam, Adam B., Expansion and coexistence, (Soviet Foreign Policy, 1971-73), Pariger Publishers, New-York, 1975, 797 pages.

Van Leuwen, Michel, Angola, Tragédie Africaine, Rossel Edition, Bruxelles, 155 pages.

Van Ness, Peter, Revolution and Chinese Foreign Policy, University of California Press, Berkeley, 1973, 266 pages.

Van Slyke, Lyman P., Enemies and Friends: The United Front in Chinese Communist History, Stanford University Press, California, 1967, 330 pages.

Wang, James, Contemporary Chinese Politics: An Introduction, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1980, 318 pages.

Whiting, Allen S., Chinese Domestic Politics and Foreign Policy in the 70s, Centre for Chinese Studies, University of Michigan, Ann Arbor, 1979, 86 pages.

Autres sources

- . Le Monde Diplomatique
- . Le Monde
- . Le New-York Times
- . Afrique Asie
- . China Quaterly
- . Asian Survey
- . Facts on File